

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAÎSSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES SUR LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

- 1^o *Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?*
- 2^o *Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?*
- 3^o *Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?*
- 4^o *Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?*
- 5^o *Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?*

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de : Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Magueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, Compère-Morel, Félicien Challaye, Mme Camille Drevet, Augustin Hammon (France); Bedri Péjani, Kiamil Balla, Konstantin Boshniak, Fan S. Noli (Albanie); Dr. Max Uebelhör, Ed. Fuchs, Albert Einstein, Alfred Döblin, Kurt Rosenfeld, Paul Oestreich, Maximilian Harden, Kurt Grossmann, Léo Klauber, Hellmut von Gerlach, Dr. Max Hodann, Prof. Fr. Kraus, Prof. Dr. Veit Valentin, Theodor Lessing, Georg Ledebour, Prof. Leonard Nelson, Edouard Bernstein, Erich Mühsam, Thomas Mann, Dr. S. Friedländer, Lu Märten, Dr. Manfred Georg, Otto Nuschke, Dr. Theodor Liebknecht, Maximilian Hesse, Karl Wilker, Johannes Becher, Kurt Kläber, Dr. Magnus Hirschfeld, August Bleier, Dr. Johannes Werthauer, Dr. Richard Schmincke (Allemagne); Independent Labour Party: James Maxton prés., A. Brockway secr.; Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillet, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Wintringham (Angleterre); Tigrane Zaven, Arakel Babakhanian (Léon), Panos Terlémezian (Arménie); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piérard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier, Henry Guilbeaux (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Sia-Ting (Chine); Ladislav Fényes, Charles Peyer, Nikolas Kertesz (Hongrie); Giorgio Salvi, Francesco Nitti, Nullo Baldini, Filippo Turati, Claudio Treves, Giov. Batt. Schifalacqua, Mario Pistocchi, Robert Marvasi, Luigi Campolonghi, Mario Bergamo (Italie); W. Douchan, A. Dretzoun (Monténégro); M. Natrowski (Pologne); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou Marcel Leonin (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genevois: Charles Burklin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descœudres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejčí, Josef Hora, Anton Hampf (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine, Pierre S. Koghan (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

G. Bakaloff

Guéorgui Bakaloff est né en 1873 à Stara-Zagora (Bulgarie). Il débuta dans le mouvement socialiste à l'âge de 16 ans et il a depuis lors travaillé sans relâche et avec le plus grand dévouement comme propagandiste parmi les masses labo-



rieuses bulgares. Ecrivain de grand talent, il a créé la littérature bulgare marxiste. Il a traduit et écrit plus d'une centaine de brochures socialistes et communistes. Ses ouvrages ont trouvé chez les travailleurs bulgares l'accueil le plus enthousiaste. Il a aussi édité plusieurs revues marxistes, avec le même succès. Il a toujours occupé et continue à occuper un rôle particulièrement prépondérant dans toute la presse périodique ouvrière bulgare. Poursuivi par le pouvoir fasciste du Zgavor, Bakaloff a dû quitter la Bulgarie et se réfugier à l'étranger, en 1925, et c'est de l'émigration qu'il poursuit actuellement la noble tâche qu'il s'est posée.

La guerre mondiale n'a pas résolu le problème balkanique. Au contraire, elle l'a compliqué. L'unique principe qui devait servir de base à la solution de ce problème, à savoir le droit des différentes populations à disposer d'elles-mêmes, ce principe a été foulé aux pieds. Par contre, on a divisé les pays déjà existants, et des régions tout entières ont été annexées, par la force, par les pays voisins.

Personne n'a consulté la volonté des pays conquis et déchirés, nul n'a exercé le droit de plébiscite.

Déjà avant la guerre, la situation des pays balkaniques était très mauvaise. Elle était basée sur le même principe de division et de joug forcé. C'est justement pour cela qu'on a enregistré tant de conflits, de tchétas (groupes armés national-révolutionnaires), de révoltes et d'insurrections, jusqu'à la guerre. Sans parler de la tension permanente, prête à dégénérer, à chaque minute, en une guerre formelle. Pour caractériser la situation, il suffit de remarquer qu'un quinquagénaire bulgare a pu être témoin des guerres suivantes: 1^o la guerre russo-turque de 1877-78; 2^o la guerre serbo-bulgare de 1885; 3^o la guerre balkanique de 1912; 4^o la guerre balkanique interalliée de 1913 et 5^o la guerre mondiale de 1915, (date de l'entrée en guerre de la Bulgarie) jusqu'à 1918.

C'est précisément cette situation de conflits permanents, dont l'issue fatale est la guerre, qui, au lieu d'avoir changée, est aujourd'hui aggravée et compliquée.

Prenons comme exemple la Macédoine qui intéresse plus spécialement l'Enquête de la Fédération Balkanique.

Malgré les longues luttes sanglantes que le peuple macédonien a engagées pour recouvrer sa liberté et son indépendance, ce pays a été purement et simplement écartelé en trois morceaux, dont le plus grand a été donné à la Yougoslavie, et les deux autres respectivement à la Grèce et à la Bulgarie. Donc, la question a été résolue très exactement par le principe de l'annexion et contre la volonté du peuple intéressé. Evidemment, le peuple macédonien continuera la lutte pour sa libération. Mais les conquérants de la Macédoine d'aujourd'hui vont prolonger leurs luttes intestines et, derrière eux, on trouvera toujours l'impérialisme des grandes puissances.

Voilà donc comment l'impérialisme mondial a résolu la question macédonienne.

Une autre solution de cette question s'impose, solution diamétralement opposée, consistant en le principe de l'indépendance complète de tous les pays balkaniques, en le droit des peuples balkaniques à disposer d'eux-mêmes, et en la nécessité de l'Union Fédérative de ces mêmes peuples. Ce n'est que cette solution qui peut garantir la paix dans les Balkans et la possibilité de libre développement des populations occupant la Péninsule.

Cette idée n'est pas un rêve né dans le cerveau d'un penseur, mais une idée vivante, née dans la lutte même des différentes nationalités balkaniques pour leur indépendance nationale. Cette idée, exprimée par ces deux mots: Fédération Balkanique, a été recommandée aux Balkaniques par des vétérans de la lutte révolutionnaire tels que les Garibaldi et Tcherichevsky. La même idée a été prônée par les dirigeants de la Révolution Nationale, comme Georges S. Rakovsky, L. Karavéloff, V. Leviski, ainsi que par les pionniers du socialisme dans les Balkans, comme Svetosar Markovitch et C. Boteff. Cette idée est déjà mûre, étant conçue, développée et commentée depuis déjà quelques dizaines d'années.

Chaque événement nouveau concernant les relations des pays balkaniques vient souligner la justesse et l'exactitude de cette idée et lui donner le caractère d'un programme complet pour un très proche avenir. Aujourd'hui, la forme dans laquelle sera réalisée la Fédération Balkanique est claire.

Toutes les bourgeoisies balkaniques essaient d'établir

leur hégémonie sur la Péninsule. Dans ces conditions, évidemment, elles ne peuvent pas lutter pour la réalisation de la Fédération Balkanique. La petite-bourgeoisie peut y aider, mais pas par ses propres moyens et son initiative. La force unique et réelle dont l'intérêt immédiat et naturel est de lutter pour la fondation de la Fédération Balkanique, c'est le prolétariat. C'est uniquement lui, aidé par les paysans travailleurs, qui fera, de cette idée, une oeuvre vivante.

Aujourd'hui, l'idée de la Fédération Balkanique est devenue le programme immédiat du prolétariat de la Péninsule, qui y met un esprit de classe.

La dictature du prolétariat prend la forme de la République Socialiste Soviétique. La prise du pouvoir par le prolétariat signifiera l'organisation des pays balkaniques en Républiques Socialistes Soviétiques. Donc, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques Balkaniques — voilà l'idée concrète, prolétarienne, de la Fédération Balkanique.

Cette Union sera nécessaire pour la défense de la dictature prolétarienne dans les Balkans contre l'impérialisme, de même que pour le développement social de ces pays. Quelles seront les relations de cette Union vis-à-vis de l'U. R. S. S.? C'est là le problème de l'avenir. Mais il est évident, dès maintenant, que ces liens seront sincères, très étroits, allant jusqu'à l'union complète en une République commune. L'existence de l'adversaire commun — l'impérialisme international — et la réalisation de l'idéal commun — le socialisme — resserreront encore plus les liens naturels déjà existant entre les peuples des Balkans et l'U. R. S. S.

G. Bakaloff

Les pays balkaniques et le désarmement

On a remarqué combien faible avait été le rôle des pays balkaniques à Genève dans le débat du désarmement. C'est à peine s'ils y ont pris la parole. Comment expliquer cette attitude?

La Roumanie a une armée nombreuse et à la réorganisation de laquelle la France est loin d'être demeurée étrangère. Toutes proportions gardées, elle entretient un militarisme égal à celui des grandes puissances. Les raisons que ses gouvernements donnent de ce fait sont simples. Elle veut se protéger, d'un côté, contre la Hongrie qui revendique la révision de l'acte de Trianon et qui ne renonce pas à recouvrer la Transylvanie. D'un autre côté, elle entrevoit toujours la possibilité d'une collision avec l'URSS. En s'annexant indûment et par la force la Bessarabie, elle a alimenté un cas de conflit permanent. Ses relations avec la Pologne sont suspectes. Il est évident que si l'occasion lui en était donnée, elle n'hésiterait pas à faire la guerre aux Soviétiques. Le récent voyage de Pilsudski en Roumanie mérite à cet égard d'être apprécié à sa juste valeur. Les cabinets de Bucarest et de Varsovie, pour peu qu'une grande puissance les y encourageât, prendraient volontiers les armes contre l'Etat prolétarien.

Mais, en outre, l'armée est un élément politique important dans la Roumanie, comme dans tous les Etats Balkaniques. Aucun gouvernement n'oserait entrer en lutte avec elle, et M. Vintila Bratiano, comme ses prédécesseurs Jean Bratiano, Stirbey et Averesco, compte sur son concours pour refréner un mouvement insurrectionnel quel qu'il soit.

La Yougoslavie se trouve dans les mêmes conditions que la Roumanie. Sa politique étrangère est expansionniste. La bourgeoisie Serbe, qui était impérialiste avant 1914, ne s'est pas encore satisfaite des avantages qu'elle a retirés des traités de Saint-Germain, de Trianon et de Neuilly: elle nourrit une énorme armée, qui a été assouplie aux méthodes françaises et qui reçoit de Paris ses principales directions. Loin de désarmer, elle tend à armer toujours davantage. Elle déclare qu'elle doit se protéger sur trois fronts: contre la Hongrie, contre la Bulgarie, contre l'Italie, dont l'Albanie depuis la conclusion des deux traités de Tirana n'est plus qu'une simple annexe. Elle ne se juge pas suffisamment garantie par l'accord qu'elle a passé avec le gouvernement français, et qui sûrement lui promet l'aide effective de ce dernier en cas de conflagration avec le gouvernement fasciste.

Mais ici encore les considérations de politique intérieure tiennent une large place. L'armée est le creuset où l'on a essayé de fondre les éléments Serbes, Slovènes, Croates, Bosniaques qui étaient assez hétérogènes, et elle aurait à intervenir si le peuple Croate, par exemple, allait jusqu'au séparatisme ou voulait imposer le fédéralisme par une menace effective.

La Grèce ne désire pas plus limiter ses forces que la Roumanie ou que le royaume Serbo-Croate-Slovène. Sans doute, elle n'est plus en posture de revendiquer, comme dans les lendemains de la guerre mondiale, un morceau d'Asie; ses défaites répétées lui ont enseigné la prudence, et l'Asie s'est presque vidée d'Hellènes depuis que 1,200,000 d'entre eux ont été transférés en Europe: de plus, la Grèce n'est plus encouragée ni par la France, ni par l'Angleterre à marcher sur Angora; enfin, sa condition intérieure ne l'autorise guère à nourrir de vastes desseins d'expansion. C'est pourquoi elle cherche plutôt, pour l'instant, à négocier avec ses voisins — avec l'Italie, avec la Yougoslavie, avec la Turquie.

Elle ne désarme cependant point. On ignore tout de ses relations réelles avec Rome et avec Belgrade. Qui peut discerner l'attitude qu'elle adopterait dans l'hypothèse d'un conflit Italo-Yougoslavie? Cheminerait-elle de concert avec l'Italie pour s'enrichir en Macédoine? Donnerait-elle son concours à la Yougoslavie pour s'emparer d'une partie de l'Albanie? M. Vénizelos est engagé dans tant de pourparlers simultanés qu'on se demande où est son but. En attendant, il maintient ses contingents intacts, et la haute armée, de laquelle il dépend plus ou moins, ne lui permettrait pas d'y toucher.

Nous ne parlerons pas de l'Albanie et pour cause. Ahmed Zogou, devenu Zogou I, n'a rien à refuser à Mussolini, et Mussolini l'exhorte sans doute à pousser au maximum le recrutement de ses soldats.

Reste la Bulgarie. L'effectif de cette puissance a été limité par le traité de Neuilly et elle se plaint de la faiblesse de son militarisme. Cependant, ce militarisme est au pouvoir depuis 1923 et c'est grâce à lui que Tsankoff a pu renverser Stamboliisky et Liapcheff, se perpétuer à la dictature avec la fameuse Entente. Il y a en Bulgarie, à côté de la milice officielle, une milice officieuse beaucoup plus nombreuse et qui est toujours prête à la renforcer.

Des Carpathes à la Morée, de l'Adriatique à l'Égée, l'Europe Sud-orientale est partagée entre des Etats militaires qui pratiquent un impérialisme proportionné à leurs moyens et qui s'appuient sur l'armée. Leur demander de réduire cette armée, c'est toucher à leur principe de vie. Voilà pourquoi ils s'abstiennent soigneusement de prendre part aux controverses, d'ailleurs vaines, qui se déroulent à Genève sur le désarmement.

Tant que les Balkans seront sous la domination des dynasties et des oligarchies, leurs peuples supporteront le faix des énormes dépenses militaires et la menace de guerre. Seule la Fédération Ouvrière et Paysanne, en les groupant en un corps unique et maître de lui-même, les en libérera.

Paul Louis

La détresse de la Macédoine

Nous nous empressons de publier l'émouvante lettre suivante que nous adresse le citoyen Claudio Treves, le leader socialiste italien bien connu, flétrissant les clans de l'ORIM fasciste.

C'est en frémissant d'horreur que j'ai lu la description que vous venez de faire de la situation en Macédoine. Rien de plus poignant que ce cri de détresse qui, par votre truchement, arrive à cette Europe Occidentale qui se prétend la fleur de la civilisation, le réservoir sacré de la justice, de la pitié humaine! Ainsi, est-il vrai — tout en étant à peine croyable — que, au cœur de l'Europe, une des régions les plus belles du monde, dépecée par les armes et trahie par la diplomatie, soit, en ce moment, déchirée, déchiquetée par une lutte atroce de partisans, se poursuivant à mort les uns les autres, tout en se disant frères dans un même but de délivrance? Ainsi, est-il donc possible que ces partisans farouches s'acharnent à imposer, sous peine de mort, à une population de paysans paisibles, de s'enrôler sous les drapeaux des fractions respectives, dans les rangs de leur guerre privée? Cela rappelle le rattachement des sergents d'armes dans les guerres des temps révolus...

Et tous les jours, ce sont des tueries, des pendaisons, des attentats dans lesquels sombre un peuple qui ne sait plus distinguer entre ses bourreaux et qui ne sait qui, des dominateurs étrangers ou des «défenseurs» de l'intérieur, sont les plus haïssables.

Nous connaissons un autre pays où une faction s'est emparé, par la force brutale, de l'Etat, après avoir, par le fer et le feu, détruit les adversaires et proclamé que hors du fascisme, il n'existe pas de droit. Dans ce pays, l'idée de liberté est un sujet de dérision; la personne humaine n'est qu'un instrument de l'Etat, c'est-à-dire du parti dominant. Mais même dans ce pays, les individus, à condition de se taire, d'étouffer en eux tout sentiment, à condition de vivre selon

la loi des maîtres, échappent à cette obligation atroce de prendre les armes pour un parti, de faire la guerre aux ordres du premier chef de bande arrivant les surprendre, les entraîner aux boucheries! Il y a quelque chose qui surpasse toutes les horreurs connues jusqu'ici, puisque les massacres n'ont pas même la lueur d'une idée en conflit. Ainsi que le rapportent vos informateurs, la population, désespérant de trouver de la protection quelque part, toutes les autorités étant ou indifférentes ou complices des partisans, n'a d'autre espoir de salut que dans la fuite en masse dans les montagnes et les forêts. Ah! quelle responsabilité pour cette «impopulaire» Société des Nations, si obstinée à se boucher les oreilles à tous les cris de détresse des minorités! Et la conscience de l'opinion publique progressive européenne et la Ligue des Droits de l'Homme, à qui vous faites appel, resteront-elles aussi sourdes à votre voix?

C'est ce qu'on ne saurait croire sans désespérer!

La paix à la Macédoine, c'est la paix à l'Europe!

Si la pitié humaine est éteinte, il doit bien survivre l'instinct de la sécurité commune en Europe!

Il paraît que la démarche franco-anglaise à Sofia contre les dangers des menées «révolutionnaires» en Macédoine n'a eu d'autre résultat que d'exciter les susceptibilités nationalistes. On aimerait à espérer que les nouveaux massacres, les nouvelles boucheries qui ensanglantent le Calvaire du peuple macédonien à la suite de la guerre des clans déclenchée par l'assassinat du général Protogéoff, puissent aussi soulever le sentiment de leur responsabilité chez les dirigeants de la politique bulgare. Il est bien de leur intérêt que toutes les sympathies émues qui vont à la Macédoine martyrisée de la part de tous les hommes épris de liberté et de solidarité humaine ne se tournent à leur adresse en une condamnation écrasante sans possibilité d'atténuation.

Paris, le 12 octobre 1928.

Claudio Treves

Nouvelle vague de terreur en Bulgarie

Le «Demokratitcheski Zgovor», on le sait, est divisé en différents clans. Les uns réclament nettement une dictature fasciste encore plus violente, les autres prétendent hypocritement vouloir une politique en apparence moins féroce envers les masses travailleuses; les uns se déclarent pour des liaisons plus étroites et plus ouvertes avec l'Italie fasciste, les autres sont partisans de la politique de la France et de l'Angleterre.

Ces clans au sein du Zgovor mènent entre eux des luttes acharnées, aiguës. Des menaces sont proférées par les uns contre les autres, et vice-versa. D'aucuns des dirigeants sentent leur vie en péril. On rapporte que Tsankoff lui-même craint d'être tué. On se livre des combats dans le Parlement et au dehors du Parlement; on se livre des combats aussi sur le terrain macédonien, en Bulgarie et dans la région de Petritch.

Mais quelles que soient les luttes que mènent entre eux les différents groupements du Zgovor, quels que soient les complots qu'ils ourdissent les uns contre les autres, ils sont tous d'accord, tous unanimes sur un point: l'oppression du peuple bulgare travailleur.

Sous le régime de Tsankoff, la terreur la plus farouche sévissait en Bulgarie. Le peuple bulgare vécut des années d'horreur. L'avènement de Liaptcheff au pouvoir ne modifia en rien ce système de gouvernement. La terreur continua, et aussi cruelle et aussi sanguinaire que sous Tsankoff. Il n'y eut qu'un changement des apparences seulement, Liaptcheff tenant à passer pour démocrate. Mais son régime fut, tout comme celui de Tsankoff, une chaîne ininterrompue de terreur systématique contre les masses travailleuses; d'atteintes contre les libertés politiques des citoyens; de violences contre la presse, les organisations les coopératives et les réunions ouvrières; d'arrestations, de bastonnades, de «disparitions sans traces», de meurtres, d'assassinats «en tentative de fuite», d'exécutions en masse, de massacres de villages entiers, etc. etc. Et tout cela d'une façon constante, sans interruption aucune durant plus de cinq années, depuis le 9 juin 1923.

Nous l'avions dit à l'occasion de la constitution du cabinet Liaptcheff: les personnages étaient changés, le système restait. Quelques semaines seulement suffirent pour montrer au monde entier que le régime de Liaptcheff ne

différait en rien de celui de Tsankoff, qu'il était aussi répressif, tyrannique que celui du sanguinaire professeur.

Le régime de Liaptcheff rappelle aujourd'hui les temps les plus horribles du cabinet Tsankoff-Rousseff-Volkoff. Pendant les derniers mois surtout, et tout particulièrement au cours du dernier mois, la terreur de la dictature fasciste a pris des dimensions féroces.

Que se passe-t-il donc actuellement en Bulgarie?

Les réunions de toutes les organisations des travailleurs sont interdites. Des nouvelles nous parvenant de toutes les régions de la Bulgarie affirment que les réunions du Parti Ouvrier, des Syndicats Ouvriers Indépendants, de l'Union de la Jeunesse Ouvrière, sont brutalement dissoutes. La presse sofiote relate que la police a dissout de telles réunions à Sofia, Plovdiv, Yambol, Varna, Sliven, Pernik et ailleurs. Les conférences régionales convoquées par le Parti Ouvrier ont aussi été dissoutes, à l'exception de celle de Plovdiv où les ouvriers ont réussi à tenir tête aux autorités et à déjouer tous les efforts de ces dernières déployés pour dissoudre la conférence. Toutes les réunions de l'Union de la Jeunesse Ouvrière convoquées à l'occasion du Jour International de la Jeunesse ont été également dissoutes. Les leaders du Parti Ouvrier et des Syndicats Ouvriers Indépendants ont été arrêtés: le délégué du Parti, Assène Boyadjieff, à Tirnovo; le membre du Comité Central, Ferdinand Todoroff, à Pernik; le secrétaire de l'organisation locale, à Yambol; etc. etc. A part les leaders ont été aussi arrêtés, en masse, des ouvriers et féroceement battus, dans beaucoup de villes: à Varna et à Sofia, la police a arrêté tous les jeunes gens qui s'étaient rassemblés sur les places où devaient se tenir les réunions; à Plovdiv, 32 personnes ont été arrêtées; à Tirnovo, 9 personnes; etc. etc.

Lors de la crise ministérielle, les autorités avaient organisé une véritable chasse à l'ouvrier. Presque tous les journaux du travail, tels que «Novini», «Zemledelsko Vozrazhiani», «Mladchka Douma», etc. ont été suspendus, et leurs rédacteurs arrêtés. Sur le compte, bien entendu, du peuple travailleur, le gouvernement Liaptcheff a opéré une manœuvre pour provoquer le dénouement de la crise ministérielle dans le sens que Liaptcheff, Volkoff et le tzar Boris le voulaient: le spectre du danger bolchévik a été brandi. Un «complot bolchévik» a été «découvert». Résultat: des

dizaines et des dizaines de travailleurs manuels et intellectuels ont été arrêtés. D'après les communiqués officiels mêmes de la direction de la police, 50 personnes ont été arrêtées, dont les 25 ont été, par la suite, remises en liberté. Arrestation par la police bulgare fasciste signifie: violence, bastonnade, torture. Tous les arrêtés ont été atrocement torturés. L'ouvrier P. Tipoff, sous les tortures bestiales, a préféré se suicider plutôt que de supporter plus longtemps l'inquisition des sadistes.

Il est superflu de relever expressément qu'aucun complot n'avait été ourdi. Le gouvernement fasciste avait besoin d'un prétexte pour renforcer sa terreur contre les masses ouvrières et leurs organisations: aussi eut-il recours à une «découverte» d'un «complot». Ce fait ressort, d'ailleurs, du communiqué même qu'il a publié à propos de sa «découverte» du «complot»: il y est dit que le Parti Communiste bulgare aurait préparé des «actions terroristes»; que le Parti Ouvrier, les Syndicats Ouvriers Indépendants et le journal «Novini» auraient servi de paravents au Parti Communiste et auraient agi sous sa direction; qu'ils auraient été en liaison avec l'Internationale Communiste; etc. etc.

Mais toutes ces inventions de toutes pièces du gouvernement ne réussiront aucunement à induire en erreur l'opinion publique bulgare et étrangère. Tous ceux qui sont tant soit peu au courant du système de gouvernement des fascistes bulgares savent fort bien que depuis l'instauration même de la dictature fasciste en Bulgarie, le gouvernement ne fait que des «découvertes de complots», de falsifications de documents, pour essayer d'anéantir le mouvement de libération des masses travailleuses du pays. Le gouvernement tremble en voyant le mouvement des masses travailleuses se renforcer de jour en jour, les organisations politiques et professionnelles ouvrières devenir de plus en plus puissantes. Essayant de porter des coups mortels à ce mouvement et à ces organisations, il a recours aux mensonges, aux faux. La déclaration, que nous insérons ci-dessous, du Comité Central du Parti Communiste Bulgare dément d'une manière catégorique les assertions du gouvernement bulgare et dévoile les vrais motifs des nouvelles et sanglantes répressions contre les masses travailleuses de la Bulgarie.

Mais la terreur du gouvernement ne se contente pas seulement de répressions contre les masses travailleuses. Elle se dirige aussi, et avec une égale fureur, contre les intellectuels et la petite bourgeoisie à tendances oppositionnelles, elle atteint aussi les partis bourgeois et petit-bourgeois de l'opposition. On peut lire tous les jours dans les journaux de ces partis que leurs réunions ont été dissoutes, que leurs membres ont été arrêtés, battus, maltraités, et que beaucoup en ont «disparu sans traces».

Et, entretemps, le peuple bulgare endure des souffrances indicibles.

La famine, qui avait dévasté une grande partie de la Bulgarie, continue toujours encore, et aux éprouvés de la famine de la Bulgarie du Nord et du Nord-Ouest et des localités montagneuses sont venues s'ajouter des centaines de milliers d'ouvriers, paysans, artisans et petit-commerçants de la Bulgarie du Sud, victimes de la catastrophe sismique, restés sans nourriture, sans vêtements, sans abri. D'autre part, la classe ouvrière souffre énormément du chômage qui sévit dans tout le pays. Au point de vue financier, la Bulgarie se trouve au seuil de la banqueroute, et le gouvernement essaie de retarder la catastrophe par la conclusion d'emprunts à des conditions économiques et financières écrasantes, en sacrifiant et vendant l'indépendance économique du pays, et en contractant vis-à-vis des impérialistes de l'Europe Occidentale des engagements politiques de nature nettement catastrophale pour le peuple bulgare. Depuis des années, plus de 850 prisonniers politiques pourrissent dans les geôles, soumis à un barbare régime médiéval, et leurs familles se trouvent plongées dans la plus noire des misères, privées de tout secours. Des dizaines de milliers de vieillards, femmes et enfants, dont les fils, les maris et les pères ont été tués ou ont «disparu sans traces» sous le régime de la dictature fasciste, se débattent également dans une atroce misère. Le gouvernement bulgare non seulement n'accorde aucun secours à tous ces malheureux, mais empêche aussi d'autres personnes de les secourir. A l'étranger errent plus de deux mille émigrés politiques, exposés chaque jour aux persécutions et aux chicanes de la police internationale, aliée de la police bulgare.

La nouvelle recrudescence de la féroce terreur du gouvernement bulgare ne brisera cependant pas la volonté et l'énergie du peuple travailleur bulgare. Au contraire, elle le poussera à une lutte plus hardie et plus décisive encore contre la dictature fasciste, elle contribuera à augmenter plus

encore l'indignation de l'opinion publique, à soulever des protestations plus énergiques, de partout.

Cette lutte et ces protestations continueront tant que ne sera balayé le pouvoir des dictateurs fascistes bulgares.

D. Vlahoff

Les mensonges du gouvernement Liaptcheff

En réponse au communiqué de la direction de la police bulgare sur l'organisation et l'activité du Parti communiste de Bulgarie, le Comité Central de ce parti a publié une Déclaration que nous reproduisons ci-dessous pour prouver encore une fois à quels honteux mensonges a recours le gouvernement Liaptcheff dans ses efforts de créer des prétextes pour sa politique anti-ouvrière:

Déclaration du C. C. du P. C. de Bulgarie:

A l'occasion du communiqué de la direction de la police bulgare sur l'organisation et l'activité du Parti communiste de Bulgarie, le C. C. du P. C. de Bulgarie fait la déclaration suivante:

1. Les «statistiques» publiées sont pour les trois quarts des inventions de la police; le reste a été arraché au moyen de tortures cruelles infligées aux prisonniers, et l'un d'entre eux, Pando Titow, a préféré la mort aux tortures.

2. C'est un honteux mensonge que de dire que le P. C. de Bulgarie avait projeté une activité terroriste. Ce mensonge est nécessaire au gouvernement terroriste et assoiffé de sang du Zgovor et à sa police, afin de pouvoir justifier les actes de violence journaliers contre le mouvement ouvrier. Le P. C. de Bulgarie ne commet pas d'actes terroristes individuels, il organise les travailleurs pour la lutte politique révolutionnaire de masses.

3. C'est également un honteux mensonge que de prétendre que le parti ouvrier et les syndicats indépendants sont «des sous-sections» du parti communiste. Le parti communiste n'a pas de liaison organique avec ces organisations.

4. Les délégués au congrès de l'I. S. R. ne furent pas envoyés des syndicats indépendants, mais par les partisans de l'I. S. R. en Bulgarie qui sont répartis dans tous les syndicats existant dans le pays.

5. Le journal *Novini* et le reste de la presse légale des travailleurs ne sont pas des organes du P. C. de Bulgarie. Le P. C. de Bulgarie a seulement les organes et les maisons d'éditions qui suivent:

a) Le journal *Kommunistitchesko Znamie* (Drapeau communiste). b) *Rabotnitcheski Vestnik* (Gazette ouvrière). c) Bibliothèque «Drapeau communiste». d) Bibliothèque «Narodna Zastita». e) Bibliothèque *Lénine*.

6. Il n'a pas été donné d'argent par le P. C. de Bulgarie au député G. Dragnev, membre de la Ligue paysanne et il n'y a pas eu d'entrevue non plus avec lui.

7. C'est une invention et un mensonge que de dire que le gouvernement soviétique subventionne le Parti communiste de Bulgarie. Celui-ci trouve ses ressources auprès de ses milliers de membres ainsi qu'auprès de ses nombreux sympathisants. Le P. C. de Bulgarie est un parti international, c'est pourquoi il peut, en cas de nécessité, recevoir de l'aide du prolétariat international.

8. Le Secours Rouge a toujours soutenu les victimes de la Terreur Blanche en Bulgarie. Le Secours Rouge soutient toutes les victimes de la dictature fasciste: communistes, sans-parti, intellectuels et tous les autres combattants du fascisme. Cette organisation a une existence tout à fait légale dans tous les pays à l'exception de l'Italie et de la Bulgarie fasciste.

9. Le P. C. de Bulgarie lutte pour son existence légale. Tant qu'il n'a pas conquis cette existence, il continue à exister de façon illégale et à mener les masses à la lutte jusqu'à leur victoire définitive.

Le P. C. de Bulgarie appelle la classe ouvrière et tous les autres travailleurs à mener une lutte encore plus énergique contre le régime sanglant du Zgovor et pour le renversement de la dictature bourgeoise criminelle.

A bas la loi pour la Défense de l'Etat!

Amnistie complète et sans conditions en faveur des victimes de la dictature fasciste!

A bas le gouvernement fasciste du Zgovor, cette agence de l'impérialisme anglo-français!

En Macédoine sous joug bulgare Le calvaire du peuple macédonien

La putréfaction de l'ORIM fasciste. Les meurtriers se délarvent les uns les autres et continuent leur besogne macabre.

La putréfaction de ce groupement de mercenaires qui s'intitule «Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne» — O.R.I.M., et «autonomiste», continue.

En 1924, lorsque Todor Alexandroff, membre du Comité Central de l'ORIM, fut assassiné aux côtés même du général Protoguéroff, également membre du Comité Central de l'ORIM, la *Fédération Balkanique* avait été le premier à prouver, à la base de documents, que c'était le général Protoguéroff qui avait fait assassiner son ami et camarade Alexandroff. Elle avait aussi constaté que ce meurtre était le premier signe extérieur de la désagrégation de l'ORIM. En effet, cette organisation n'ayant d'autre raison d'être que le criminel égoïsme de criminels tels que Todor Alexandroff, A. Protoguéroff et leurs amis, il était fort naturel que l'un supprimât l'autre aussitôt qu'il croyait voir en lui un concurrent gênant dans sa course vers le pouvoir. Et ainsi fut-il. Or, Todor Alexandroff et A. Protoguéroff ayant tous deux leurs créatures à eux dans l'ORIM, l'assassinat d'Alexandroff par ordre de Protoguéroff fit que les créatures du premier se virent refoulées au second plan par Protoguéroff et ses sbires. D'où haines farouches, serments de vengeance — d'où scission dans l'ORIM, commencement de sa désagrégation.

Ivan Mikhaïloff, jusque là personnage de fort arrière-plan, fut nommé à la place d'Alexandroff. Dès le premier jour de son «arrivée au pouvoir», il devait choisir entre lécher les bottes du général Protoguéroff, ou jouer des coudes et le supplanter. Car, par le meurtre même d'Alexandroff, le général Protoguéroff avait bien prouvé qu'il ne souffrait pas de concurrent à ses côtés. Ambitieux, Mikhaïloff se décida pour la seconde tactique. Supplanter, dans l'école de l'ORIM fasciste signifie: assassiner. Au début, Mikhaïloff se fit bénin, doux. Mais, il ne s'efforçait qu'à fortifier sa position en augmentant le nombre de ses sbires à lui dans le sein même de l'ORIM. De son côté, Protoguéroff, reniflant l'ennemi mortel en son camarade et ami Mikhaïloff, cherchait à consolider plus encore ses propres positions, à augmenter le nombre de ses créatures à lui au sein de l'ORIM. Ainsi, la scission au sein même de l'ORIM devenait toujours plus prononcée.

Tous les deux clans cherchaient appui et protection chez le gouvernement bulgare. Or, le parti même dont ce gouvernement est issu, le Demokratitcheski Zgovor, étant lui-même divisé en deux clans principaux: Liaptcheff-Volkoff et Tsankoff-Rousseff, les deux groupements de l'ORIM en décomposition trouvèrent cet appui et protection chacun dans un clan zgovoriste différent: Ivan Mikhaïloff et ses sbires furent protégés et encouragés par le clan zgovoriste de Volkoff-Liaptcheff, et Protoguéroff et ses acolytes par celui de Tsankoff-Rousseff.

Et dès que Mikhaïloff sentit que son clan protecteur zgovoriste Volkoff-Liaptcheff était devenu plus fort que le clan Tsankoff-Rousseff (la reconstitution du cabinet bulgare par Liaptcheff prouva, par la suite, que Mikhaïloff avait juste vu), il s'empressa de mettre en exécution son projet de «supplanter» son adversaire, Protoguéroff, et il le fit abattre, à coups de revolver, en plein Sofia.

Après avoir fait assassiner son concurrent, Mikhaïloff s'empressa de lancer une explication qu'il tenait toute prête, pour essayer de donner à son acte une raison d'«idéologie révolutionnaire»: Protoguéroff ayant fait assassiner Todor Alexandroff, lui, Mikhaïloff, en sa qualité de protecteur suprême des intérêts macédoniens, avait considéré de son devoir sacré de venger ce noble sang macédonien versé par l'ignoble Protoguéroff. Donc, d'une pierre, deux coups: il s'était débarrassé d'un rival dangereux, et il cherchait à s'entourer d'une auréole de Dieu vengeur macédonien. D'autre part, il s'empressa de profiter de l'occasion pour démasquer entièrement ce qu'avait été Protoguéroff, pour rejeter sur ce dernier seul toute la responsabilité des innombrables crimes commis par l'ORIM depuis des années, et pour affirmer que dorénavant, lui, Mikhaïloff, ayant seul la direction suprême de l'ORIM, cette organisation jusqu'ici noircie par les crimes de Protoguéroff, il la rendrait noble et pure, et que donc tous les Macédoniens devraient se grouper autour de son étendard à lui, Mikhaïloff. Enfin, pour essayer de se mettre à l'abri d'un acte de vengeance de la part des sbires de Protoguéroff, il décida de les faire

massacrer en masse par ses condottieri, et fit proclamer que les amis de Protoguéroff étant du même acabit que Protoguéroff, il faudrait les exterminer. Donc, sus aux Protogérovistes!

Aussi Mikhaïloff de convoquer une réunion de ses sbires, un «Congrès Général de l'ORIM», d'y exposer les nobles motifs qui le poussèrent à faire assassiner Protoguéroff, et de faire prendre au «Congrès» la Résolution suivante:

«Le VII^{ème} Congrès Général Ordinaire de l'ORIM (sic — P.K.), après avoir entendu les révélations du membre du Comité Central Ivan Mikhaïloff sur toute l'action de jusqu'ici d'Al. Protoguéroff, ainsi que les révélations d'autres délégués du Congrès, constate:

1. Al. Protoguéroff, avant même le mois de septembre 1924 (assassinat de Todor Alexandroff — P.K.), avait toujours quêté l'occasion propice pour compromettre le visage pur et lumineux de Todor Alexandroff et ébranler la foi des Macédoniens en les capacités, la force et la dignité du grand leader. Il a fomenté tout ouvertement de l'hostilité contre Todor Alexandroff. Et cette suspicion créée par lui a provoqué la scission dans les rangs de l'ORIM et a fait naître la pensée criminelle d'assassiner Todor Alexandroff.

2. Par les faits constatés et rassemblés après le VI^{ème} Congrès et les documents authentiques présentés au présent Congrès, il est avéré sans conteste qu'Al. Protoguéroff a eu une participation tant dans la préparation que dans l'accomplissement de l'assassinat de Todor Alexandroff.

3. Après le Congrès Général de 1925, Alex. Protoguéroff, par ses actes continués jusqu'à sa mort, a provoqué la désorganisation de l'ORIM et a toujours constitué une menace pour son unité et son indépendance. Par des procédés inexcusables, il a toujours essayé de faire échouer la convocation du Congrès présent pour esquiver le compte-rendu de ses crimes. Par ses actions, Protoguéroff a préparé l'effondrement de la lutte macédonienne de libération, et dans cet effondrement il a vu son propre salut.

A la suite de tout ce qui précède, le Congrès constate que le membre du Comité Central Ivan Mikhaïloff, vu la décision du VI^{ème} Congrès Général Ordinaire de rechercher et de punir tous ceux qui avaient participé à l'assassinat de Todor Alexandroff, et conscient de la nécessité absolue de sauvegarder l'unité et l'indépendance en danger de l'ORIM, a rempli le devoir qui s'imposait à lui en décidant et en ordonnant la mort d'Al. Protoguéroff.

Le Congrès approuve à l'unanimité la décision du membre du Comité Central Ivan Mikhaïloff pour l'exécution d'Al. Protoguéroff. Il constate que, par cette action, Ivan Mikhaïloff a sauvegardé et défendu les plus hauts intérêts de l'ORIM. Et, au nom de la patrie subjuguée, il exprime ses remerciements tant à lui, parce qu'il a eu la dignité et la fermeté de décider et d'ordonner cette exécution, qu'à ceux qui l'ont accomplie.»

Puis, par ses créatures du Comité Central de l'ORIM, Mikhaïloff fit lancer une circulaire dont nous publions les passages suivants:

«Quelques coupables physiques et moraux de l'assassinat de Todor Alexandroff ont bien été punis, mais il est resté un homme, des premiers rangs de l'ORIM, auquel il n'a pas été touché, quoique montré du doigt par le peuple tout entier comme l'instigateur principal et coupable direct de ce crime...

«Cet homme s'est dérobé pendant trois années entières, jusqu'à sa mort, à l'obligation de présenter les notices et lettres qu'il avait dérobées du corps tout chaud encore de Todor Alexandroff quelques minutes après son assassinat... ce afin que l'on ne puisse établir les relations existant entre lui et Alexandroff, afin de faire disparaître les témoignages de la victime elle-même contre son bourreau...»

Enfin, dans son organe «Svoboda ili Smrt», Mikhaïloff fit publier des attaques contre les sbires de Protoguéroff, lançant à leurs adresses les plus belles invectives.

Dès lors, la désagrégation de l'ORIM fut parfaite. Immédiatement, les sbires de Protoguéroff, avec à leur tête Guéorgui Pop Christoff, Peter Chandanoff, Bajdaroff, Parlitcheff, Tomalevsky etc., se virent directement menacés dans leur existence même. s'empressèrent de ne plus reconnaître le Comité Central dont faisait partie Ivan Mikhaïloff, et proclamèrent que le seul Comité Central de l'ORIM était celui dont faisaient partie Pop Christoff et Peter

Chandanoff; de même, ils ne reconnurent plus comme l'organe de l'ORIM le «Svoboda ili Smrt» (Liberté ou Mort), dirigé par Ivan Mikhaïloff, et déclarèrent que c'était le «Svoboda ili Smrt» dirigé par Bajdaroff-Parlitcheff, qui était le véritable organe de l'ORIM. Et, à leur tour, ils se mirent à démasquer les agissements criminels d'Ivan Mikhaïloff. Ils publièrent dans leur organe, que le monde ne voulait plus entendre parler de la Macédoine à la suite des crimes perpétrés par Ivan Mikhaïloff, que ce dernier était un Cain, un parjure, un criminel, sans aucun sentiment d'honneur ni de dignité. Ils firent placater dans les rues de Sofia, après l'assassinat de Dimachoff et de Natcheff par les gens de Mikhaïloff, de grandes affiches comme nécrologue, sous le titre de: «Le nouveau Garvan du grand-zoupan de Petritch» — c. à d. les nouvelles hécatombes du satrape de la Macédoine sous joug bulgare, Ivan Mikhaïloff — et ils proclamèrent dans ces affiches:

... Les fous-furieux du 7 juillet (assassinat de Protoguéroff — P. K.) après avoir tué le plus noble leader de la Révolution Macédonienne, Al. Protoguéroff, et tant d'autres fils de la Macédoine, ne se sont arrêtés devant rien et ont surpassé les plus féroces tyrans du peuple macédonien. Un nouveau Garvan a été organisé, à l'aide de mitrailleuses, sur ordre du grand zoupan de Petritch, Ivan Mikhaïloff...

«Faisant une chasse féroce à tout homme honnête en Macédoine sous joug bulgare, les gens de Mikhaïloff n'ont même pas reculé devant des femmes et des enfants...

«Nous jurons de nous venger de tous les bourreaux rejeteons toute la responsabilité des conséquences.

Puis, dans un Communiqué Officiel du Comité Central des Protoguérovistes, il est dit:

«Nous déclarons que nous nous trouvons en légitime défense et que nous ne pourrions plus rester dorénavant les bras croisés en présence des forfaits d'Ivan Mikhaïloff. Nous rejeteons toute la responsabilité des conséquences.

Comité Central de l'ORIM

Peter Chandanoff Guéorgui Pop Christoff.

Et les deux groupements commencèrent à s'entretenir avec une férocité de jour en jour redoublée, pour s'exterminer les uns les autres.

Le voyvode Pando Nicoloff Stroumichki et douze de ses compagnons ont été massacrés dans la région de Youndol par les gens d'Ivan Mikhaïloff. Steftcho Karkalacheff, l'assassin du député agrarien P. D. Petkoff, et Dontcho Zafiroff, l'un des assassins de Protoguéroff, se sont précipités à coups de revolver sur Ath. Kaltcheff, mais les amis de ce dernier sont parvenus à se jeter sur les agresseurs et à les désarmer. A Petritch, le beau-frère du voyvode Boris Isvorsky a été assassiné par les gens de Mikhaïloff. Les deux frères Mito et Stefan Sapoundjiévi, du village de Planintzi (Koukouche) ont été assassinés par des Mikhaïlovistes. La maison de Dimachoff, assassiné par des Mikhaïlovistes, a été incendiée, les deux enfants de Dimachoff y ont été brûlés vifs. Etc. etc.

De leur côté, les Protoguérovistes se «distinguent» eux aussi: Guéorgui Guevguéliisky, sbire du camp Bajdaroff-Parlitcheff et consorts, a assassiné à Sofia, dans la rue Marie-Louise, un ami de Mikhaïloff, et dans la rue Gro-

barska il a blessé Kyrill Siméonoff, sa femme et un de ses amis, en pénétrant de force dans le domicile de ses victimes. Toujours à Sofia, le Protoguéroviste Siméon Toneff a tué Kyrill Drangoff, fils du colonel Boris Drangoff, dans un restaurant, et les amis de Drangoff ont là-dessus abattu Toneff à coups de revolver. Le voyvode Vandeff, sbire de Mikhaïloff, a été grièvement blessé à Petritch par des Protoguérovistes. Etc. etc.

Les dernières dépêches de Sofia nous annoncent encore de sanglantes tueries au cœur même de Sofia: en plein Corso, il y eut une bataille en règle entre les sbires de Mikhaïloff et ceux de Protoguéroff. Le voyvode Peter Traïkoff, Protoguéroviste, et un de ses amis, ainsi qu'un Mikhaïloviste, ont été grièvement blessés, et un autre Mikhaïloviste a été tué. Plusieurs passants inoffensifs ont été également blessés, dont l'attaché militaire de Turquie, Kérim bey.

Nous avons relaté dans le dernier numéro de la *Fédération Balkanique* de quelle sanglante calamité est à nouveau frappé le peuple macédonien par cette putréfaction de l'ORIM fasciste. A la vue de ses bourreaux qui s'entre-déchiraient, le peuple macédonien avait un moment cru se voir enfin délivré des poignards et revolvers des spadassins «autonomistes», avait espéré que ses tortionnaires étant occupés à s'entre-tuer, et arrivant peut-être à s'exterminer mutuellement, il pourrait respirer; il vivrait malheureusement sous le joug bulgare encore, mais au moins sans la crainte d'être pillé et tué par les condottieri «autonomistes» de l'ORIM. Nous avons aussi montré que, hélas! cette espérance n'avait été que de bien courte durée, les deux clans de l'ORIM ayant transporté leurs tueries sur le terrain du peuple macédonien, enrôlant, chacun pour son compte, de paisible paysans macédoniens, les forçant à combattre avec eux et contre les autres, abattant comme des chiens ceux qui s'y refusaient, et massacrant d'autres paysans paisibles.

Les boucheries de Macédoniens continuent.

La *Fédération Balkanique*, dans son numéro précédent, avait publié un des nombreux cris de détresse qui nous parviennent journalièrement de la Macédoine sous joug bulgare. Il y était fait appel à l'opinion publique progressive européenne pour sauver la population macédonienne sous joug bulgare des boucheries organisées par les débris en putréfaction de l'ORIM fasciste. Cet appel a été entendu par l'éminent leader des socialistes italiens, Claudio Treves, qui a envoyé à la *Fédération Balkanique* une manifestation, émouvante au plus haut degré, de son indignation, de sa révolte, en présence de tels crimes. Nous l'en remercions vivement. Les nobles coeurs des personnalités progressives de l'Europe battent toujours avec émotion aux appels que lance le peuple macédonien dans sa détresse. Leurs actions, toujours plus nombreuses et plus énergiques, avanceront certainement l'heure de la libération du peuple macédonien.

Aussi demandons-nous à l'opinion publique progressive toute entière de l'Europe d'élever sa puissante voix pour rendre enfin incapables de continuer leur besogne macabre ces débris de l'ORIM des Alexandroff, Protoguéroff, Mikhaïloff, Pop Christoff, Chandanoff, Bajdaroff, Parlitcheff, Tomalevsky et consorts, qui lancent encore les miasmes mortels de leur pourriture sur le peuple macédonien martyrisé. P. Karsky

Vénizelos au Pouvoir

La rentrée au pouvoir de cette personnalité éminente porte déjà ses conséquences. La Grèce, depuis ses défaites en Asie-Mineure, vivait repliée sur elle-même. Aujourd'hui, une activité diplomatique due à l'impulsion de Vénizelos replace ce pays à l'avant-scène politique des Balkans.

Entre la Grèce et la Yougoslavie, des difficultés sérieuses existent. Pour la Yougoslavie, le débouché commercial sur l'Égée par Salonique est un objectif essentiel. Mais il faut concilier ces prétentions avec la souveraineté hellénique sur le grand port Egéen; et puis, sur cette question se pose ou plutôt se greffe celle du statut de la voie ferrée Guevguéli-Salonique. On peut raisonnablement espérer qu'un accord interviendra; une zone franche serbe dans Salonique, des garanties à la Yougoslavie pour le transit ferroviaire, mais reconnaissance de la souveraineté hellénique à Salonique et sur le chemin de fer.

Mais le plus important jusqu'ici est, sans conteste, la signature d'un pacte Italo-Grec. M. Vénizelos prouve ainsi qu'il n'est pas hermétiquement enfermé dans des conceptions immuables. Le rapprochement italo-grec est, en effet, une nouveauté. Pendant la guerre mondiale, les rivalités de l'Italie et de la Grèce s'étaient publiquement. L'Italie ne cachait pas ses visées de suprématie balkanique, ses revendications sur la maîtrise de l'Adriatique, du canal d'Otrante

et sur la prépondérance dans cette Méditerranée Orientale.

La Grèce, emportée par un impérialisme démesuré, cherchait à reculer vers le Nord les frontières de l'Épire et ne cachait pas sa volonté de reconstruire la «Grande Grèce» de l'Antiquité.

Il en résultait une opposition déclarée, qui eut d'ailleurs ses répercussions dans la conduite suivie des opérations militaires dans la Péninsule.

Après la grande guerre, il y eut encore des frictions entre l'Italie et la Grèce. On se rappelle l'incident de Corfou.

Mais les défaites en Asie-Mineure eurent pour conséquence de refréner en Grèce cet impérialisme. M. Vénizelos, qui a été le représentant de cette politique, montre une modération habile et paraît convenir de la nécessité pour la Grèce de renoncer à toute expansion en dehors des frontières actuelles. Le rapprochement italo-grec se présente donc sous des aspects nouveaux, dégagés des obstacles du passé.

Mais du côté de l'Italie, il faut aussi signaler les circonstances nouvelles qui le rendent possible. Le rapprochement de la France et de la Grande Bretagne, de plus en plus sensible, de plus en plus tangible, a eu sa répercussion dans l'opinion fasciste italienne.

Le fameux compromis naval qui matérialise cette entente redevue cordiale après les nuages de 1919-1924, inquiète aussi l'Italie. L'Italie comprend qu'actuellement la

collaboration britannique peut lui faire défaut, et comme elle ne renonce pas à ses ambitions dans la Méditerranée et dans les Balkans, elle est conduite à chercher des combinaisons diplomatiques nouvelles.

Le pacte italo-grec fait partie de sa politique Orientale; elle cherche à constituer dans les Balkans une clientèle fidèle, car elle sait que ces Etats sont destinés, par la force des choses, à être tour à tour les satellites des Grandes Puissances. La Grèce a longtemps été, et récemment encore, la vassale de l'Angleterre. Aujourd'hui, la roue a tourné. M. Vénizelos sera-t-il assez habile pour empêcher l'Italie de faire sentir à son pays une tutelle trop lourde? Les négociations qu'il entreprend avec Belgrade nous renseigneront. Mais ce que l'on peut affirmer, c'est que ce ne sera pas lui qui pourra faire avancer l'idée de la Fédération Balkanique. Vénizelos est l'homme de la diplomatie traditionnelle; son libéralisme de façade n'est pas soutenu par un appui et une confiance dans les masses populaires; Vénizelos est «l'homme du capitalisme», et, à ce titre, il restera impuissant à résoudre les problèmes balkaniques.

Jean Zyromski

Le maréchal du coup d'Etat et les boyards roumains

La visite de Pilsudski à Bucarest a défrayé la presse mondiale. Elle a ému les sincères amis de la paix, car le soudard n'a pas caché ses intentions belliqueuses à l'égard de l'Union Soviétique, dont il convoite les territoires, en particulier l'Ukraine. Sur de l'appui des impérialismes français et anglais, il a tenu un langage provocateur, déclarant ouvertement et sans ambages à l'*Adeverul* de Bucarest que la guerre était à peine évitable avec l'Union Soviétique et que la Pologne et la Roumanie devaient tenir leur poudre sèche et leurs épées aiguisées.

Ces deux Etats, pourris jusqu'à la moëlle, qui peuvent être donnés en exemple de barbarie soit par leur politique anti-populaire et anti-ouvrière, soit par leur acharnement contre les minorités ethniques qu'ils tiennent en esclavage, se considèrent, par une ironie mortelle du sort, comme «les sentinelles de la civilisation», en prenant au sérieux la bourde de l'ineffable Paul Boncour, socialiste de carnaval.

Mais malgré l'effusion avec laquelle a été reçu le matamore Pilsudski par les boyards roumains, égorgeurs d'ouvriers, de paysans et de Juifs, chauvins Polonais et nationalistes roumains se détestent cordialement.

Afin de donner une idée des sentiments intimes que les deux voisins se témoignent mutuellement, je résumerai la conversation que j'ai eue, il n'y a pas longtemps avec un représentant qualifié des Polonais de Roumanie.

— Il y a en Roumanie 100.000 Polonais, dont 60.000 en Bucovine, 20.000 en Bessarabie et 20.000 en Transylvanie, au Banat et autres parties du royaume. Comme l'on sait, la Pologne n'était pas encore constituée lors de la dislocation de l'Autriche-Hongrie. Lorsque cet événement eut lieu, les Polonais de Bucovine se sont adressés à la Roumanie et l'ont priée de les prendre sous sa protection.

En 1919/20, s'est posée la question de savoir à quel Etat

appartiendraient les Polonais de la Bucovine, limitrophe de la Pologne. A ce sujet, des pourparlers eurent lieu entre un général polonais et un général roumain, représentants des deux Etats.

L'organisation politique la plus importante des Polonais de Roumanie, consultée, se prononça contre l'annexion de la Bucovine par la Pologne pour la raison suivante: la Bucovine, qui compte 7 nationalités, était peuplée en majeure partie par des Roumains; si ce pays était attribué à la Pologne, la question des minorités se serait considérablement aggravée.

C'est en partant de ce point de vue que l'organisation politique polonaise en question a été pour le maintien de la Bucovine sous l'administration roumaine.

Les Polonais de Roumanie ont ainsi fait preuve de loyalisme. Ils avaient donc le droit d'être traités en conséquence. Voyez plutôt:

Il est intéressant de remarquer que les paysans forment 45% de toute la population polonaise en Roumanie; les artisans, connus par l'habileté de leur travail — 25%; les ouvriers — 15%; les commerçants — de 5 à 8%; et les intellectuels — 5%.

Cette population, en grande majorité travailleuse et démocratique, a été brimée par l'administration roumaine d'une façon odieuse à tous les points de vue.

Nous avions jusqu'en 1922, 1 gymnase, 2 séminaires et 33 écoles primaires en Bucovine, et de 5 à 6 écoles en Bessarabie.

Aujourd'hui aucune école polonaise en Roumanie. Toutes ont été supprimées.

Une anecdote cocasse.

Pilsudski a visité le roi de Roumanie dans l'été de 1922. Grande manifestation de sympathie. Une heure après son départ, le Conseil d'Instruction Publique décidait la suppression du gymnase polonais. Les séminaires ont été fermés au cours de l'année 1923 et, successivement, le reste des écoles polonaises.

En 1924, par décision du Conseil d'Instruction de Bucovine, il a été interdit aux élèves polonais des deux sexes de parler leur langue maternelle à l'école pendant les récréations, comme pendant les interruptions de classe. Toute infraction à cette ordonnance est punie de peines corporelles. On bat les élèves d'une façon si féroce, qu'ils sont obligés de garder la maison pendant des jours.

Au début et à la fin de la classe, le *Pater Noster* doit être dit seulement en roumain.

D'après la loi, les Polonais doivent avoir un député; suivant le chiffre de la population, deux; mais ils n'en ont aucun.

Les minorités ethniques en Roumanie gravissent un dur calvaire. Je puis vous affirmer que le sort qui est fait à la minorité polonaise est particulièrement douloureux et révoltant.

Voilà les champions de la civilisation dans leur nudité.

S'ils se congratulent, s'ils se sourient et s'ils ne se mangent pas entre eux, c'est qu'ils sont hantés par le voisin dont l'exemple de réelle civilisation — la terre aux paysans, les usines aux ouvriers, et l'autonomie la plus complète aux minorités — les terrorise et les oblige à s'unir.

Boris Rilsky

Dans les coulisses de la politique intérieure roumaine

Sans nul doute, la stabilisation au cours des dernières années du pouvoir capitaliste dans les pays avancés européens a renforcé le pouvoir de l'oligarchie en Roumanie aussi, après que celle-ci, par la manoeuvre de la soi-disant réforme agraire et par la terreur contre le prolétariat, a vaincu elle-même le «danger révolutionnaire» immédiat des premières années d'après la guerre. Mais il est en même temps incontestable que le renforcement dans ce sens du pouvoir de l'oligarchie capitaliste en Roumanie marche parallèlement avec un accroissement et aiguisement de la crise économique, politique, sociale et nationale intérieure. Car la «consolidation» du pouvoir bancaire en Roumanie n'est et ne peut être atteinte que par une exploitation plus renforcée encore des masses ouvrières des villes (baisse des salaires, augmentation des heures de travail, renchérissement de la vie, chômage permanent en même temps qu'absence de tout secours d'Etat pour les chômeurs, etc), des masses laborieuses des villages (manque d'inventaire, manque de crédit pour les petits paysans, taxes sur les céréales, compression des prix des produits de l'agriculture, fardeau d'impôts insupportable, etc), par la paupérisation des masses moyennes, par la ruine même d'une partie des industriels et négociants

en faveur du trust financier-industriel libéral et par l'oppression économique et nationale de plus de cinq millions de «minoritaires». Voilà pourquoi il ne faut pas être surpris si une crise de gouvernement éclatait «subitement» en Roumanie. N'ayant pu réaliser l'emprunt extérieur, inexorablement nécessaire pour sauver l'économie capitaliste du désastre, n'ayant pu faire la stabilisation du lei, n'ayant pu équilibrer les finances de l'Etat, au milieu d'une crise de consommation sans pareil en Roumanie et de la ruine de l'agriculture, semelle de l'économie du pays, tandis que la famine, devenue endémique, bat son plein — il n'est que naturel que le gouvernement libéral, sans lâcher le pouvoir réel et effectif des mains, cherche des moyens politiques pour faire face à la catastrophe et pour dompter la menace d'en bas par un changement de décor en haut.

Le gouvernement libéral est à plus forte raison forcé à chercher une possibilité de calmer et tromper la rafale de rébellion générale, parce que ses propres rangs sont rompus et déchirés par des luttes intestines. Les fraudes multiples découvertes dans les derniers temps, dont la plus saillante est celle avec les terrains pétrolifères de l'Etat, ont

étalé ouvertement les animosités entre les différentes cliques dont se compose la majorité gouvernementale actuelle. Affaibli ainsi par la crise générale économique et financière, assailli de flanc par l'opposition national-tsaraniste qui brûle de se mettre en possession des avantages du pouvoir, rongé à l'intérieur par les antagonismes de cliques, le parti libéral, maître encore du pouvoir, cherche partout une issue. Et, si paradoxale que cela paraisse à ceux qui ne connaissent pas à fond et directement la situation et les conditions en Roumanie, les libéraux cherchent et trouvent en les nationaux-tsaranistes des partenaires convenables pour sauver avec leur aide des tenailles de la débâcle le pouvoir des banquiers, des tchokoïs et des généraux.

Qu'aurait dû faire un «parti des masses laborieuses campagnardes», comme s'intitule le Parti National-Paysan, dans une situation analogue à celle d'aujourd'hui de la classe dominante de Roumanie? Mobiliser énergiquement les masses et les jeter dans un assaut formidable contre le pouvoir des banquiers, des tchokoïs et des généraux pour le renverser et instaurer à sa place un pouvoir de ceux qui travaillent. Mais le P. N.-Ts., quoique suivi des larges masses paysannes et les couches moyennes des villes, n'est point un parti de ces masses représentant leurs intérêts et rien que leurs intérêts; il est un parti de ceux des grands propriétaires et capitalistes (fabricants et commerçants), qui sont en opposition d'intérêts avec le trust tout-puissant libéral, et aussi un parti des richards des villages, des parvenus et des arrivistes. Ces groupes exploitent la confiance des masses à leur propre profit, et non pas à celui des masses. C'est ainsi que ce parti ne peut faire appel aux masses que dans la mesure, où l'action de ces masses peut constituer un moyen de pression contre les libéraux pour forcer ces derniers à des concessions et au partage du pouvoir avec les couches d'opposition de la bourgeoisie. Sitôt que se montre le danger que les masses appelées à l'action passent au-delà de la ligne tracée par les chefs et de leurs intentions politiques, ces derniers battent en retraite, abandonnent les masses et leur lutte, et passent aux négociations avec l'ennemi — comme dans le cas d'Alba-Julia.

Et parce que précisément Alba-Julia, et toute une série d'autres expériences, ont montré que le bouillonnement dans les masses a atteint un tel degré, qu'à chaque action des masses, celles-ci passent par-dessus les têtes des chefs nationaux-tsaranistes, nous voyons ces derniers devenir de nouveau sensibles aux offres et aux chuchotements pleins de promesses qui partent des «hautes cereles». En effet, au lieu de la «mobilisation des masses pour le dernier assaut», promise à Alba-Julia, nous voyons une série d'entrevues plus ou moins secrètes et discrètes entre des préminences libérales et des chefs nationaux-tsaranistes.

Le plan des libéraux est à peu près comme suit: attirer d'abord dans la sphère de leurs intentions les autres formations d'opposition (les partis de MM. Averesco et Yorga); manoeuvrer avec ceux-ci pour intimider les nationaux-tsaranistes en les menaçant que, au cas où ils ne cèdent et ne se soumettent, le gouvernement futur sera constitué par l'alliance Averesco-Yorga; provoquer ainsi un renforcement, jusqu'à la prépondérance, des éléments opportunistes et libéraloïdes à l'intérieur des nationaux-tsaranistes; et faire ainsi réussir une combinaison de gouvernement-mosaïque avec les nationaux-tsaranistes, mais sur lequel eux, les libéraux, aient le contrôle et l'influence décisive, et qu'ils puissent à chaque moment disloquer par l'intermédiaire de leurs agents dans son propre sein.

Dans le P. N.-Ts., ce plan des libéraux d'attirer les nationaux-tsaranistes dans une combinaison de gouvernement sous l'hégémonie des libéraux et de la Régence (libérale elle aussi), est loin d'être repoussé avec l'unanimité attendue par les naifs. Une fraction des nationaux-tsaranistes est décidément favorable à une combinaison avec les libéraux, indifféremment si dans le gouvernement futur les nationaux-tsaranistes aient les postes d'honneur mais soient contrôlés par une minorité de ministres libéraux, ou si le gouvernement soit complètement occupé par des nationaux-tsaranistes, mais à la disposition politique masquée mais effective des libéraux, maîtres des positions «constitutionnelles» (Régence, armée, police, Sigourantsa, gendarmerie, haute bureaucratie, etc.) et maîtres particulièrement de la Banque Nationale et des positions économiques décisives. L'autre fraction des chefs nationaux-tsaranistes, faisant comme si elle était «contre» toute sorte d'engagement avec les libéraux, est de fait décidée à se laisser violenter par la fraction libéraloïde, comme la vierge folle, dans l'anecdote, par le jeune gars du bosquet.

Il est clair qu'un changement de gouvernement dans de telles conditions ne signifierait que le renforcement des positions fondamentales des libéraux. En effet, aujourd'hui,

les libéraux sont connus et haïs avec rage par toutes les couches de la population. Un gouvernement libéral apparaît limpide dans les yeux même du plus simple paysan comme ce qu'il est: l'expression du pouvoir des banquiers, des tchokoïs, et des généraux, soutenus par les gendarmes, et contre le peuple travailleur. Les choses apparaîtraient autrement avec un gouvernement dans lequel les libéraux seraient absents *pro forma*, ou qu'ils «combatteraient» même. Quand un tel gouvernement aura à sa tête M. Maniu, par exemple, alors l'illusion serait plus habile et réussirait un certain temps. La rafale d'en bas se retirerait pour un moment, les fureurs menaçantes des masses populaires seraient pour une certaine intervalle domestiquées. Mais à l'abri d'un tel gouvernement, le pouvoir des banquiers, tchokoïs et généraux recevrait un répit, et, au moment favorable, après que la situation aurait été sauvée, après que les marions auraient été retirés du feu par les doigts des nationaux-tsaranistes, les possesseurs du pouvoir effectif en enverraient promener les possesseurs apparents et purement formels.

Mais il n'est pas exclu que l'accord entre les libéraux et les nationaux-tsaranistes soit un peu plus fondé, qu'il soit plus qu'un truc contre ces derniers, qu'il soit un truc contre les masses du peuple, et seulement contre elles. Nous précisons: il est possible que sous la pression du capital étranger et des puissances impérialistes (particulièrement après l'accord franco-anglais), l'accord entre les libéraux et les nationaux-tsaranistes soit fait vraiment sur la base de certaines concessions réciproques en vue de la consolidation du pouvoir de la classe bourgeoise *entière* en Roumanie, sur la base des concessions faites par les *unes* des couches de la classe en faveur d'*autres* de ses couches. Un tel accord aurait le but de garantir l'emprunt et les placements étrangers de capital, et de préparer politiquement la guerre contre l'Union Soviétique.

Dans ce cas, la liquidation de la crise multiple ne serait qu'apparente, passagère; elle ne serait que seulement suspendue pour une très courte intervalle, jusqu'à ce que les masses reprennent leurs sens, reviennent du vertige. Mais la crise réapparaîtrait à nouveau, cette fois-ci se reproduisant sur une échelle plus vaste, dans une forme plus aiguë et plus claire encore, dans la forme de la lutte entre les masses du peuple travailleur des villages et des villes de la Roumanie et des provinces opprimées, d'un côté, et le camp des différentes fractions concentrées de la bourgeoisie, de l'autre côté. La lutte sera alors livrée par les masses du peuple sur un plan plus élevé et de manière plus claire et consciente, pour un gouvernement des ouvriers et paysans. Le devoir et la tâche de l'avant-garde consciente des masses travailleuses de Roumanie est de se préparer, pour ne pas être surprise par un «changement de gouvernement» à la Liapcheff (voir la déclaration faite par M. Vaïda-Voevod au procès de Cluj), mais pour profiter des offres fallacieuses et des machinations libérales-nationales-tsaranistes, dans le but de démasquer ces «chevaliers de la démocratie» devant les masses et pour rassembler ces dernières sous un nouveau commandement politique et sous le drapeau de la lutte pour une Roumanie Ouvrière-Paysanne dans le cadre de la Fédération des Républiques libres des Balkans.

I. Mateescu

Le procès de masse de Cluj continue

Le procès anti-ouvrier, dont il a été parlé dans un des numéros précédents de la «Fédération Balkanique», continue au Conseil de Guerre de Cluj. Il ressort d'une manière absolue, tant des interrogatoires de presque une centaine d'accusés que des dépositions des centaines de témoins, que nous nous trouvons de nouveau en présence d'une de ces stupides mises-en-scène qui ont rendu fameuse même au delà des frontières le renom de la Sigourantsa.

L'origine de ce procès, nous la trouvons dans les arrestations de mars de cette année, quand la Sigourantsa a proclamé à grands fracas avoir découvert une «nouvelle organisation communiste secrète». Cette «découverte» n'a été pourtant qu'un prétexte pour mettre en scène un procès monstrueux et monstrueux non seulement contre le Parti Communiste et la Jeunesse Communiste, organisations ouvrières qui sont forcées de travailler en Roumanie illégalement à cause de la terreur, mais aussi, et surtout, contre les Syndicats Unitaires de Transylvanie, contre le Secours Rouge, contre le Secours Ouvrier International et contre un groupe d'intellectuels radicaux, minoritaires hongrois. Le but de ce procès est d'ailleurs formulé d'une manière ouverte par l'acte d'accusation même, qui se termine par la requête de dissoudre les Syndicats Unitaires comme des organisations communistes camouflées.

Le procès de Cluj est devenu ainsi un procès contre toute sorte de mouvement ouvrier de classe en Transylvanie. Et, en effet, nous voyons sur les bancs des accusés, à côté des représentants du Parti Communiste et de la Jeunesse Communiste, les dirigeants des Syndicats Unitaires, des Comités de Secours aux Victimes de la Terreur, du Secours Ouvrier International, et des personnalités de l'intellectualité minoritaire de Transylvanie.

Les «preuves» de l'accusation consistent en de déclarations extorquées par la Sigourantsa de Oradia grâce aux moyens de torture trop bien connus. Les auteurs de ces tortures ont défilé comme témoins devant le Conseil de guerre et devant l'opinion publique, et il ont été stigmatisés sur place par leurs victimes des bancs des accusés, comme ce qu'ils sont: des brutes lâches et ignobles — ce qui a poussé le président du tribunal, le colonel Pacala, à prononcer sur place des peines de 15 jours de *cachot vertical* pour plusieurs accusés. Le procès continue ainsi non seulement en l'absence des témoins les plus importants du pays et de l'étranger (Purcell, Münzenberg, Scotus Viator, etc.), empêchés intentionnellement par les autorités de se présenter au procès, mais aussi en l'absence de plusieurs des accusés.

Il est d'ailleurs clair que les «juges» militaires sont décidés à envoyer pour beaucoup d'années aux travaux forcés les représentants des travailleurs transylvains et de l'intellectualité radicale minoritaire. Cela ressort jusqu'ici d'une manière claire et nette de l'attitude et des manifestations du président. Il a empêché toute discussion sur les «méthodes d'investigation» de la Sigourantsa qui résident à l'origine et à la base de ce procès monstrueux; il a repoussé l'ajournement du procès tout simplement pour que les témoins absents et intentionnellement non-appelés, surtout de l'étranger, ne puissent se présenter; il terrorise les accusés, les envoyant dubanc des accusés au *cachot vertical* dès qu'ils osent se défendre avec dignité; dans une des dernières séances, il a même apostrophé un des membres de la défense

parce qu'il a «osé» présenter un bouquet de fleurs à l'une des accusées qui s'était défendue d'une manière remarquablement digne et courageuse. De la part des «juges» militaires, que le président de l'Union des Avocats de Roumanie avait lui-même caractérisés en les nommant des «juges par ordre», on ne doit certes pas s'attendre à un sentiment quelconque d'humanité et d'équité. On ne doit également pas s'attendre à un secours quelconque de la part des nationaux-tsaristes. Le vice-président de ce parti soi-disant démocrate, M. Vaïda-Voevod, a déclaré, comme témoin devant le Conseil de Guerre, que, dans le cas où le Parti National-Paysan viendrait au gouvernement, il ferait voter une loi «qui empêchera toute propagande communiste». Ce sera sur la base de cette loi «que les communistes seront jugés et condamnés, à la différence de la situation d'à présent, où ils sont condamnés sans aucune loi.»

Mais nous attendons de l'opinion ouvrière mondiale et de l'intellectualité honnête de l'Europe une action vigoureuse de protestation, pour que, sous sa pression, le Conseil de Guerre de Cluj, et le gouvernement de Bucarest qui tire les fils derrière ce «tribunal», soient forcés à céder.

Le procès de Cluj doit être arrêté net, les accusés remis en liberté, les tortionnaires de la Sigourantsa envoyés en prison à la place des ouvriers et intellectuels maltraités. Nous demandons la liberté pleine et entière d'organisation pour les travailleurs de Roumanie, pour les Syndicats Unitaires, pour le Parti Communiste et la Jeunesse Communiste, organisations dans lesquelles les travailleurs de Roumanie voient leurs représentants et dirigeants de classe. Et par dessus tout, nous demandons l'amnistie générale tant pour les ouvriers déjà condamnés, avec Boris Stefanoff et Bujor en tête, que pour les paysans jetés en prison pour des rébellions agraires, et pour les soldats envoyés aux travaux forcés pour des «délits militaires» commis encore durant et à la suite de la guerre.

Delablaj

La question macédonienne

La Macédoine aux Macédoniens! — La terre aux paysans!*)

X.

Les colons sont les témoins de la pénible situation des paysans macédoniens sans liberté et sans terres, et ils ne doivent donc pas servir d'instruments au régime d'oppression qui a ravi à ces pauvres paysans la liberté et la terre. Les volontaires de guerre qui immigrent en Macédoine déclarent avoir lutté pour la libération du peuple, pour que le peuple reçoive les terres des aghas et des beys. Ils ne doivent donc pas devenir des instruments du régime, ne doivent pas aider le régime à asservir et affamer le peuple macédonien, à le laisser sans terre et sans liberté, tout comme au temps des Sultans. Ils doivent, au contraire, aider les paysans macédoniens dans leurs luttes, renoncer volontairement aux terres qu'ils reçoivent, et revendiquer au nord de la Yougoslavie les vastes domaines de l'Eglise, de l'Etat et des propriétés privées. Ils doivent exiger que chaque paysan macédonien reçoive avant tout ce dont il a besoin en terres, et ne prendre pour soi que ce qui en resterait.

La politique agraire que les réactionnaires serbes appliquent en Macédoine est celle des féodaux; elle a pour but le maintien des propriétés des aghas et des beys qui sont les meilleurs soutiens et suppôts de l'oppression et de l'exploitation. C'est ainsi que le régime réactionnaire serbe espère se consolider et continuer l'oppression nationale des masses pauvres de toutes les nations de la Macédoine.

Le Parti Ouvrier Indépendant attire l'attention des masses paysannes macédoniennes sur la fraude que la bourgeoisie serbe a commise dans la question agraire. Il rappelle aux Macédoniens tout ce qu'ils ont dû souffrir jusqu'à présent; il leur rappelle que la bourgeoisie, loin de libérer les peuples, les asservit, les rend des esclaves, protège non point les pauvres, mais les riches, et ne résoudra jamais la question agraire au profit des paysans pauvres. Ce n'est que par l'alliance avec le prolétariat combattant que les paysans de la Macédoine reconquerront les terres que leur ont ravies les puissants seigneurs féodaux. Ce n'est qu'un seul programme qui puisse résoudre la question agraire et éliminer définitivement en faveur des paysans les conditions féodales; ce programme, c'est celui de notre parti relativement à la question agraire, défini dans sa Résolution comme suit:

»Le Parti Ouvrier Indépendant de Yougoslavie, aux

fins de la suppression des restes du féodalisme et de la libération des paysans des lourdes charges et de l'écrasant joug qui leur sont imposés par la bourgeoisie et les gros-proprétaires, exige ce qui suit:

a) Expropriation, sans indemnisation aucune, de tous les domaines féodaux et leur répartition aux paysans pauvres, avec les inventaires, sans distinction de confession ni de nationalité. Les terres doivent être réparties en tout premier lieu à la population laborieuse des communes, districts, arrondissements et provinces dans lesquels sont situés les domaines en question — la ville devant accorder aux paysans l'aide matérielle et financière pour un labourage rationnel du sol;

b) Abolition complète des restes féodaux, du colonat, du servage, etc. en Dalmatie; suppression de toutes charges, obligations, usures de fermage, etc., résultant des conditions féodales;

c) Restitution de toutes les sommes que les paysans avaient été obligés de payer aux gros-proprétaires à titre d'achat etc.; restitution des sommes payées par l'Etat aux gros-proprétaires;

d) Les terres des gros-proprétaires données aux paysans en fermage pour une durée de quatre ans doivent être immédiatement déclarées propriétés des paysans;

e) Confiscation immédiate de tous les domaines de l'Eglise et suppression immédiate de toute sorte d'obligation envers les curés;

f) Abrogation immédiate de toutes les lois et de tous les règlements attribuant aux indigènes des différentes localités et aux riches paysans l'utilisation des terres, des forêts et des pâturages; abrogation de toutes les communautés du sol, etc., et remise de ces administrations bureaucratiques aux mains des comités paysans;

g) Confiscation de toutes les forêts des grosses propriétés; le bois de ces forêts ne devra pas servir seulement aux besoins des villages avoisinants, mais aussi à ceux de la population pauvre de la province d'abord, et du pays tout entier ensuite;

h) Ravitaillement des contrées pauvres par l'imposition directe des riches et de la bourgeoisie, l'action de la répartition des vivres devant se faire par des comités élus par les paysans pauvres;

i) L'Etat devra assurer de crédits à bon marché aux

*) Suite du No. 100 de la „Fédération Balkanique“.

paysans afin que ceux-ci puissent se procurer des outils et des machines agricoles, améliorer les terres avec de l'engrais chimique, acheter des semences, etc.;

j) Combattre l'usure avec la dernière énergie, confisquer les biens des usuriers, annuler les hypothèques sur les propriétés des petits paysans possédant moins de 5 arpents;

k) Affranchir d'impôts et de toutes charges les paysans pauvres et abolir le travail forcé (koullouk);

l) Amnistie pour tous les condamnés à la suite des troubles agraires, annulation de toutes les amendes auxquelles ont été condamnés les paysans à la suite d'atteintes portées aux »droits« des gros-proprétaires; annulation de tous les procès agraires intentés par les gros-proprétaires aux kmets, tchiftjis, etc.

Ce programme est-il irréalisable? Non. Il peut être réalisé. Nous en avons des exemples dans de nombreux pays, dans un proche et lointain passé. Après la Révolution Française de 1789, les paysans français ont reçu sans achat les terres des seigneurs féodaux. Les paysans russes ont pris en 1917 toute la propriété des gros-proprétaires et de la noblesse, qu'ils ont répartie entre eux. Ils ont pleinement réalisé la revendication des paysans, des ouvriers agricoles et des serfs: que le sol ne doit appartenir qu'à celui qui le laboure, et tant qu'il le laboure. C'est ce point de vue que défend aussi notre parti et lutte pour que la terre macédonienne aussi soit adjugée au paysan macédonien, sans indemnité aucune à l'ancien propriétaire féodal, sans achat.

Mais tout comme le paysan français n'a point pu obtenir de la terre sans se soulever pour la Révolution, le paysan russe n'a lui non plus obtenu le sol par la grâce et la bonne volonté du gros-proprétaire, du seigneur, du »pomechtchik«, du »koulak«; il a dû se soulever, en alliance avec le parti ouvrier révolutionnaire des bolchéviks, ren-

verser le tsarisme, la noblesse et les capitalistes inassouvables, et prendre lui-même le pouvoir.

Sous la pression du tsarisme russe souffraient de nombreux peuples, de différentes nationalités, qui, tous se trouvaient dans un esclavage national, politique et économique. Cet esclavage étouffait surtout les larges masses paysannes constituant les majorités de chaque nationalité. C'est pourquoi ces masses paysannes ont immédiatement compris que c'était par la lutte contre le tsarisme et pour la suppression de l'esclavage national qu'elles pourraient atteindre le salut. Aussi ont-elles considéré la lutte du parti ouvrier révolutionnaire des bolchéviks comme la lutte même qui devait les conduire vers la liberté, leur donner de la terre, c'est-à-dire: du pain, la vie.

Les paysans des différentes nationalités en Macédoine se trouvent aujourd'hui dans l'état d'esclavage des paysans des nombreuses nationalités asservies de l'ancienne Russie tsariste. Et tout comme la libération de ces derniers n'a pu être conquise par les démocrates-bourgeois et les socialistes réformistes, avec Kerenski à leur tête, la libération des paysans, macédoniens n'a pas été réalisée par la conquête de la Macédoine par la bourgeoisie démocrate serbe, par la »libération nationale serbe«, tellement prônée. Des sanglantes expériences ont prouvé à la classe ouvrière et aux pauvres paysans de toutes les provinces de la Yougoslavie qu'il n'y aura pas de libération pour les paysans sans la lutte unie des ouvriers et paysans contre les oppresseurs communs; que le paysan macédonien ne pourra reconquérir sa terre tant que les capitalistes et les féodaux ne seront pas terrassés; que le paysan macédonien ne pourra s'affranchir du joug de ses seigneurs féodaux, des beys et des aghas, tant qu'il ne se sera pas libéré nationalement.

(A suivre)

Costa Novakovitch

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

Die furchtbare Not Mazedoniens

Wir veröffentlichen den folgenden ergreifenden Brief, welchen uns der wohlbekannte italienische sozialistische Führer Claudio Treves sandte, der die Klans der faschistischen ORIM brandmarkt.

Zitternd vor Schauer las ich die von Ihnen gegebene Beschreibung der Lage Mazedoniens. Nichts ist packender als der Schmerzschrei, welcher durch Ihre Vermittlung diesem Westeuropa, welches vorgibt die Blume der Zivilisation, der geheiligte Behälter der Gerechtigkeit und des menschlichen Mitleids zu sein, zukommt! So ist nun — obwohl kaum glaublich — wahr, daß im Herzen Europas eine der schönsten Gegenden der Welt, zerstückelt durch Waffen und verraten durch die Diplomatie, augenblicklich durch einen wilden Parteienkampf zerrissen und unterdrückt wird und sich beide Gruppen, eine gegen die andere, bis in den Tod bekämpfen, wobei sie sich trotzdem als Brüder des gleichen befreienden Zieles ausgeben! So ist es wohl möglich, daß diese wilden Partisanen gegenseitig darauf erpicht sind, sich unter Todesdrohungen einer Bevölkerung friedlicher Bauern aufzudrängen, sie unter die Banner verschiedener Fraktionen in die Reihen ihres inneren Krieges zu zerren. Das erinnert an das Anwerben von Freischärlern in den Kriegen vergangener Zeiten ... Jeden Tag Morde, Henken, Attentate, durch welche ein Volk, welches nicht mehr zwischen seinen Henkern zu unterscheiden versteht und nicht weiß, welcher seiner fremden Beherrscher oder »Verteidiger« im Innern am meisten hassenswert ist, untergeht.

Wir kennen ein anderes Land, wo eine Partei sich mit brutaler Gewalt des Staates bemächtigte, nachdem sie mit Feuer und Schwert ihre Gegner vernichtete und erklärte, daß außer dem Faschismus kein Recht bestünde. In diesem Lande ist die Freiheit der reinste Hohn; das menschliche Gebilde ist nur ein Instrument des Staates, das heißt der herrschenden Partei. Aber selbst in diesem Lande entgegen die Individuen, unter der Bedingung, daß sie schweigend zusehen, nach den Gesetzen ihrer Beherrscher leben,

jedes Gefühl in sich ersticken, dieser grausamen Verpflichtung für eine Partei die Waffen zu ergreifen, nach den Befehlen des ersten Bandenführers, welchem es gelingt sie zu überrumpeln und in das Gemetzel hineinzuziehen, Krieg zu führen. Etwas aber übersteigt alle bis heute gekannten Schrecken, denn die Massakers haben nicht einmal die Spur einer gegensätzlichen Idee. Wie Ihre Berichterstatter erzählen, bleibt der verzweifelt Schutz suchenden Bevölkerung, welcher alle Behörden teilnahmslos oder als Komplizen der Parteien gegenüberstehen, keine andere Hoffnung auf Hilfe als die Massenflucht in die Berge und Wälder. Ah, welche Verantwortung für diesen »imposanten« Völkerbund, der sich so beharrlich gegenüber allen Verzweiflungsschreien der Minderheiten die Ohren verschließt! Das Gewissen der fortschrittlichen öffentlichen Meinung und die Liga für Menschenrechte, an welche Sie appellieren, bleiben auch sie Ihrem Rufe taub? Das kann man wohl nicht glauben ohne zu verzweifeln. Der Friede für Mazedonien, er ist der Friede für Europa! Wenn auch das menschliche Mitleid ausgelöscht ist, muß wohl der Instinkt der gegenseitigen Sicherheit in Europa leben!

Es scheint, daß der französisch-englische Schritt in Sofia gegen die Gefahren der »revolutionären« Machenschaften in Mazedonien kein anderes Ergebnis zeitigte, als die nationalistische Empfindlichkeit zu reizen. Man würde gerne glauben, daß die neuen Massakers, die neuen Schlächtereien, welche den Kreuzweg des mazedonischen Volkes durch den durch die Ermordung des Generals Protogeroff ausgebrochenen Krieg in Blut tranken, bei den Führern der bulgarischen Politik das Gefühl ihrer Verantwortlichkeit erwecken müßten. Es ist gewiß in ihrem Interesse, daß all die erweckten Sympathien, welche von Seiten aller von Freiheit und menschlicher Solidarität durchdrungenen Männern, Mazedonien zugehen, sich nicht ihnen gegenüber in eine vernichtende, jeder Milderung unzugängliche Verurteilung umschlagen.

Paris, den 12. Oktober 1928.

Claudio Treves

Eine neue Terrorwelle in Bulgarien

Wie man weiß, gibt es im Schoße des »Demokratischen Sgovor« verschiedene Clans. Die Einen geben sich den Anschein als Anhänger irgend einer milderen politischen Richtung gegenüber den Arbeitermassen zu wirken, die anderen fordern eine verstärkte faschistische Diktatur; die Einen sind Anhänger einer engeren und offeneren Verbindung mit dem faschistischen Italien, die anderen sind Anhänger der Politik Frankreichs und Englands. Diese Clans innerhalb des Sgovor führen heftige Kämpfe unter sich. Es fehlt in diesem Kampfe keineswegs an gegenseitigen Drohungen. Einige Führer fürchten selbst um ihr Leben. Man sagt, daß sogar Zankoff fürchtet, getötet zu werden. Die Clans liefern sich innerhalb und außerhalb des Parlamentes Schlachten; sie schlagen ihre Kämpfe auch auf mazedonischem Gebiete, in Bulgarien und in der Petritscher Gegend.

Aber welche Kämpfe auch die verschiedenen Gruppen des »Demokratischen Sgovor« unter einander führen mögen, welche Komplotte sie auch gegeneinander schmieden, in einem Punkte stimmen sie alle überein: in der Unterdrückung des bulgarischen arbeitenden Volkes.

Während der Herrschaft Zankoffs hauste in Bulgarien ein wilder Terror. Das bulgarische Volk durchlebte Schreckensjahre. Mit der Machtergreifung Liaptscheffs änderte sich keinesfalls das blutige System der Regierung. Der Terror wurde ebenso grausam und ebenso blutig wie unter Zankoff fortgesetzt. Es gab nur eine scheinbare Aenderung. Liaptscheff wollte als Demokrat gelten. Seine Herrschaft war jedoch wie jene Zankoffs, eine ununterbrochene Kette dauernden, systematischen Terrors gegen die Arbeitermassen, zahlloser Angriffe gegen die politischen Freiheiten der Staatsbürger, Vergewaltigung der Presse, der Organisationen, Genossenschaften und Arbeiterversammlungen, Verhaftungen, Schläge, »spurloses Verschwinden«, Massenhinrichtungen, Massenschlächtereien ganzer Dörfer, usw. Das wurde während fünf Jahren seit dem 9. Juni 1925 ohne jede Unterbrechung fortgesetzt.

Anläßlich der Bildung der Liaptscheffregierung sagten wir schon: die Personen wurden geändert — das System blieb. Einige Wochen nur genügte, damit die ganze Welt sah, daß die Liaptscheff-Regierung sich nicht im geringsten von derjenigen Zankoffs unterschied, daß sie ebenso gewalttätig und tyrannisch war, wie jene des blutrünstigen Professors.

Gegenwärtig erinnert die Liaptscheff-Regierung an die schrecklichsten Zeiten der Zankoff-Russeff-Volkoff-Herrschaft. Besonders in den letzten Monaten und im letzten Monate nahm der Terror der faschistischen Diktatur verschärfte Formen an.

Was geht augenblicklich in Bulgarien vor?

Die Versammlungen aller Arbeiterorganisationen werden untersagt. Aus ganz Bulgarien kommen Nachrichten, daß die Versammlungen der Arbeiterpartei, der unabhängigen Arbeitergewerkschaften und der Arbeiterjugendverbände brutal aufgelöst wurden. Die Sofioter Presse meldet, daß die Polizei in Sofia, Plovdiv, Yambol, Varna, Sliven und anderen Orten solche Versammlungen auflöste. Von der Arbeiterpartei einberufene Bezirkskonferenzen wurden mit Ausnahme derjenigen in Plovdiv, wo es den Arbeitern gelang, den Behörden Stand zu halten und trotz deren Anstrengungen, sie zu verbieten, ihre Konferenz abzuhalten, aufgelöst. Alle anläßlich des internationalen Jugendtages von dem Verband der Arbeiterjugend einberufenen Versammlungen wurden gleichfalls verboten. Die Führer der Arbeiterpartei und der Unabhängigen Arbeitergewerkschaften wurden verhaftet: In Tirnovo der Abgeordnete der Partei Assen Boyadjieff, in Pernik das Mitglied des Zentralkomitees Ferdinand Todoroff, in Yambol der Sekretär der Bezirksorganisation, usw. usw. Außer den Führern werden auch in zahlreichen Städten des Landes Arbeiter in Massen verhaftet, nachdem sie vorher furchterlich geschlagen wurden. So verhaftete die Polizei in Varna und Sofia alle jungen Leute, welche sich auf den Plätzen, auf welchen die Versammlungen stattfinden sollten, zusammen fanden; in Plovdiv wurden 32 Leute verhaftet, in Tirnovo 9 Personen, usw.

Während der Ministerkrise wurde eine verstärkte Razzia gegen die Arbeiter organisiert. Beinahe alle Arbeiterzeitungen, wie »Novini«, »Zemledelsko Voznajdanie«, »Mladeschka Duma«, usw. wurden eingestellt und ihre Redakteure verhaftet. Die Liaptscheff-Regierung unternahm, natürlich auf Kosten des arbeitenden Volkes, ein Manöver um die Krise nach dem Willen Zankoffs und des Zaren Boris zu lösen. Das Gespenst der bolschewistischen Gefahr wurde an die Wand gemalt. Man »entdeckte« ein »bolschewistisches

Komplott«. Das Ergebnis: Dutzende und Aberdutzende manueller und geistiger Arbeiter wurden verhaftet. Nach den offiziellen Meldungen der Polizeidirektion selbst wurden 50 Personen festgenommen, von denen später 25 freigelassen wurden. Von der faschistischen bulgarischen Polizei verhaftet zu sein, bedeutet: Gewalttaten, Stockschläge, Torturen. Alle Verhafteten wurden grausam mißhandelt. Der Arbeiter P. Tipoff griff nach furchterlichen Mißhandlungen zum Selbstmord, um nicht noch länger die Inquisition dieser Sadisten ertragen zu müssen.

Es ist überflüssig besonders zu sagen, daß es gar kein Komplott gab. Die faschistische Regierung benötigte jedoch einen Vorwand, um gegen die Arbeitermassen und ihre Organisationen verstärkte Gewaltmaßnahmen vornehmen zu können, so schritt sie zur »Entdeckung« des Komplottes. Man kann diesen Wunsch der Regierung leicht aus dem von ihr anläßlich der »entdeckten« Verschwörung veröffentlichten Communiqué erkennen. Es steht dort, daß die bulgarische kommunistische Partei »terroristische Handlungen« vorbereitet hätte, und die Arbeiterpartei, die Unabhängigen Arbeitergewerkschaften und die Zeitung »Novini« nur als Deckmantel dieser Partei dienten und unter ihrer Führung handelten und daß sie mit der Kommunistischen Internationale in Verbindung gewesen sei, usw., usw.

Aber alle diese Erfindungen werden die Regierung nicht instand setzen, die bulgarische und ausländische öffentliche Meinung irre zu führen. Jeder Mensch, auch der, welcher nur wenig über das System der bulgarischen Faschistenregierung auf dem Laufenden ist, weiß, daß die faschistische Diktatur in Bulgarien seit ihrem Bestande »Entdeckungen« macht und Dokumente fälscht, um die Befreiungsbewegung der arbeitenden Massen dieses Landes niederdrücken zu können. Die Regierung zittert angesichts der Erstarkung der Bewegung der Arbeitermassen und deren politischen Berufsorganisationen. In der Absicht, dieser Bewegung und diesen Organisationen einen tödlichen Schlag zu versetzen, griff sie zu Lügen und Fälschungen. Die Erklärung des Zentralkomitees der Bulgarischen Kommunistischen Partei, welche wir untenstehend wiedergeben, dementiert in kategorischer Weise die Angaben der bulgarischen Regierung und entschleierte die wahren Motive der neuen blutigen Gewaltmaßnahmen gegen die Arbeitermassen Bulgariens.

Der Terror der Regierung begnügt sich aber nicht allein mit der Unterdrückung der Arbeitermassen. Er richtet sich auch mit gleicher Stärke gegen die Intellektuellen und Kleinbürger mit oppositioneller Tendenz. Er reicht bis an die bürgerlichen und kleinbürgerlichen Parteien und die Opposition. Jeden Tag kann man in den Zeitungen dieser Parteien Nachrichten über ihre aufgelösten Versammlungen, über ihre verhafteten, geschlagenen, mißhandelten und spurlos verschwundenen Mitglieder finden.

Zu gleicher Zeit erträgt das bulgarische Volk unsagbare Leiden.

Die Hungersnot, welche einen großen Teil Bulgariens verheerte, dauert immer noch an, und zu den vom Hunger heimgesuchten Bewohnern Nord- und Nordwestbulgariens und der Gebirgsgegenden, gesellen sich Hunderttausende Arbeiter, Bauern, Handwerker und kleine Kaufleute Südbulgariens, die ohne Nahrung, Kleidung und Schutz gebliebenen Opfer der Erdbebenkatastrophe. Die Arbeiterklasse leidet überdies furchtbar unter der Arbeitslosigkeit, welche im Lande herrscht. Vom finanziellen Gesichtspunkte aus befindet sich Bulgarien an der Schwelle des Bankrottes. Die Regierung versucht, durch den Abschluß von Anleihen zu vernichtenden wirtschaftlichen und finanziellen Bedingungen, die Katastrophe hinauszuschieben, indem sie die wirtschaftliche Unabhängigkeit des Landes opfert und verkauft, und gegenüber den westeuropäischen Kapitalisten politische Verpflichtungen katastrophaler Art übernimmt. Seit Jahren schmachten mehr als 850 politische Gefangene in den Gefängnissen, wo sie einem mittelalterlichen barbarischen Regime ausgeliefert sind. Ihre Familien sind dem schwärzesten Elend preisgegeben und jeder Hilfe beraubt. Tausende und Abertausende Greise, Frauen und Kinder, deren Söhne, Gatten und Väter getötet oder unter der Herrschaft der faschistischen Diktatur »spurlos verschwunden« sind, befinden sich im größten Elend. Die bulgarische Regierung gewährt diesen Unglücklichen nicht nur keine Hilfe, sondern verhindert auch andere Leute ihnen beizustehen. Mehr als zweitausend politische Emigranten irren im Auslande umher, jeden Tag den Untersuchungen und Schikanen der internationalen Polizei, der Verbündeten der bulgarischen Polizei, ausgesetzt.

Das neue Anwachsen des wilden Terrors der bulgari-

schen Regierung wird jedoch nicht den Willen und die Energie des bulgarischen arbeitenden Volkes brechen. Es wird sie im Gegenteil zu einem kühneren und entschlosseneren Kampfe gegen die faschistische Diktatur drängen und dazu beitragen, die Empörung der öffentlichen Meinung zu steigern und allerorts die energischsten Proteste auslösen.

Dieser Kampf und diese Proteste werden andauern, bis die Gewalt der bulgarischen faschistischen Diktatoren weggefegt sein wird.

D. Vlahoff

Die Lügen der Liaptscheff-Regierung

Als Antwort auf ein Communiqué der bulgarischen Polizeidirektion über die Organisation und Tätigkeit der Kommunistischen Partei Bulgariens, hat das Zentral-Komitee der Kommunistischen Partei Bulgariens eine Erklärung veröffentlicht, die wir nachstehend wiedergeben, um zu zeigen, zu welchen niederträchtigen Lügen die Liaptscheff-Regierung greift, um für ihre arbeitermörderische Politik Vorwände zu schaffen.

Erklärung des ZK. der KP. Bulgariens:

Anlässlich des Communiqués der bulgarischen Polizeidirektion über die Organisation und Tätigkeit der Kommunistischen Partei Bulgariens, erklärt das ZK. der KP. Bulgariens folgendes:

1. Die veröffentlichten »Daten« sind zu drei Viertel Erfindungen der Polizei; das übrige ist erpreßt durch grausame Folterungen der Verhafteten, von denen einer, Pando Tibow, den Tod den Folterungen vorgezogen hat.

2. Es ist eine niederträchtige Lüge, daß die KPB. eine terroristische Tätigkeit geplant hätte. Eine solche Lüge brauchen die terroristische und blutdürstige Zgowor-Regierung und ihre Polizei, um die tagtäglichen Gewalttaten gegenüber der Arbeiterbewegung rechtfertigen zu können. Die KPB. greift nicht zu individuellen terroristischen Akten; sie organisiert die Werktätigen zum revolutionären politischen Massenkampf.

3. Eine niederträchtige Lüge ist auch die Behauptung, die Arbeiterpartei und die unabhängigen Gewerkschaften

seien »Unterabteilungen« der Kommunistischen Partei. Die Kommunistische Partei hat mit jenen Organisationen keine organisatorischen Verbindungen.

4. Zum Kongreß der RGI. wurden die Delegierten nicht von unabhängigen Gewerkschaften entsendet, sondern von den Anhängern der RGI. in Bulgarien, die sich auf alle bestehenden Gewerkschaften in Bulgarien verteilen.

5. Die Zeitung »Novini« und die übrige legale Presse der Werktätigen sind keine Organe der KPB. Die KPB. hat nur folgende Organe und Verlage: a) die Zeitschrift »Kommunističesko Zname« (Kommunistische Fahne); b) »Rabotničeski Vestnik« (Arbeiter-Zeitung); c) Bibliothek »Kommunistische Fahne«; d) Bibliothek »Narodna Zastita«; und e) Leninistische Bibliothek.

6. Dem bauernbündlerischen Abgeordneten G. Dragnew wurde von der KPB. kein Geld gegeben und es haben auch keine Zusammenkünfte mit ihm stattgefunden.

7. Es ist eine Erfindung und Lüge, daß die Sowjetregierung die KPB. subsidiert. Diese sammelt ihre Mittel ausschließlich bei ihren tausenden Mitgliedern, sowie bei ihren zahlreichen Sympathisierenden. Die KPB. ist eine internationale Partei und darum kann sie im Notfalle Hilfe vom internationalen Proletariat erhalten.

8. Die Rote Hilfe hat immer die Opfer des Weißen Terrors in Bulgarien unterstützt. Sie unterstützt alle Opfer der faschistischen Diktatur: Kommunisten, Parteilose, Intellektuelle und alle anderen Kämpfer gegen den Faschismus. Diese Organisation existiert, außer im faschistischen Italien und Bulgarien, in allen übrigen Ländern vollkommen legal.

9. Die KPB. kämpft für ihre legale Existenz. Solange sie sich diese Existenz nicht erkämpft hat, wird sie illegal weiter bestehen und die Massen weiter zum Kampf, bis zum endgültigen Siege, führen.

Die KPB. ruft die Arbeiterklasse und alle übrigen Werktätigen zu eigenem, noch energischerem Kampfe gegen das blutige Zgowor-Regime und zur Niederwerfung der verbrecherischen bürgerlichen Diktatur auf.

Nieder mit dem Gesetze zum Schutze des Staates!

Volle und bedingungslose Amnestie für die Opfer der faschistischen Diktatur!

Nieder mit der faschistischen Zgowor-Regierung, der Agentin des anglo-französischen Imperialismus!

In Mazedonien unter bulgarischem Joch Der Leidensweg des mazedonischen Volkes

Die Verwesung der faschistischen ORIM. Die Mörder entlarven sich gegenseitig und setzen ihr Todeswerk weiter fort.

Die Verwesung dieser Söldnergruppe, welche sich »Innere Mazedonische Revolutionäre Organisation« — ORIM, und »Autonomist« nennt, dauert an.

Als im Jahre 1924 das Mitglied des Zentralkomitees der ORIM, Todor Alexandroff, an der Seite des Generals Protogeroff, ebenfalls Mitglied des Zentralkomitees der ORIM, ermordet wurde, war die *Balkan-Föderation* die Erste, welche auf Grund von Dokumenten nachwies, daß es General Protogeroff war, welcher seinen Freund und Genossen Alexandroff ermorden ließ. Sie erklärte weiter, daß diese Ermordung das erste äußere Zeichen des Zerfalles der ORIM sei. In der Tat hatte diese Organisation keinen anderen Lebenszweck als den verbrecherischen Egoismus von Verbrechern wie Todor Alexandroff, Al. Protogeroff und deren Freunde. Es war daher ganz natürlich, daß der eine den anderen unschuldig machte, sobald er in ihm einen hinderlichen Konkurrenten im Kampfe um die Macht erblickte. So geschah es. Doch hatte die Ermordung Todor Alexandroffs auf Befehl Protogeroffs, da beide ihre besonderen Geschöpfe in der ORIM sitzen hatten, zur Folge, daß die Anhänger des Ersteren durch Protogeroff und dessen Schirren auf den zweiten Platz gedrängt wurden. Daraus entstanden ein noch wilderer Haß, Racheschwüre, die Spaltung in der ORIM und der Beginn ihres Zerfalls.

Ivan Mikhailoff, bis dahin eine untergeordnete Gestalt, wurde an den Platz Alexandroffs gestellt. Seit dem ersten Tage seiner »Machtübernahme« hatte er die Wahl, entweder die Stiefel Protogeroffs abzulecken, oder vorwärtsdrängend, ihn beiseite zu schieben. Durch die Ermordung Alexandroffs bewies General Protogeroff deutlich, daß er keinen Konkurrenten

an seiner Seite dulde. Mikhailoff entschied sich ehrgeizig für die zweite Taktik. In der Schule der faschistischen ORIM bedeutet beiseite schieben — ermorden. Zu Beginn stellte sich Mikhailoff still und süß. Er strengte sich jedoch an, seine Stellung zu befestigen und die Zahl seiner eigenen, ihm verlässlichen Schirren im Schoße der ORIM zu erhöhen. Protogeroff erkannte seinerseits seinen Todfeind in seinem Kameraden und Freunde Mikhailoff und suchte seine eigene Stellung noch mehr zu befestigen, die Zahl seiner ihm ergebenen Geschöpfe im Schoße der ORIM, zu erhöhen. So wurde die Spaltung im Schoße der ORIM immer schärfer.

Alle beiden Clans suchten bei der bulgarischen Regierung Unterstützung und Schutz. Da auch die Partei selbst, aus deren Reihen diese Regierung hervorging, der »Demokratischeski Zgovor« in zwei wichtige Clans, Liaptscheff—Volkoff und Zankoff—Russeff, geteilt ist, fanden die beiden Gruppen der in Verfall geratenen ORIM jeder in den verschiedenen zgovoristischen Clans Stütze und Schutz: Ivan Mikhailoff und seine Schirren wurden von dem zgovoristischen Clan Volkoff—Liaptscheff, Protogeroff und sein Gefolge von jenem Zankoffs—Russeffs unterstützt.

Seit Mikhailoff fühlte, daß der ihn beschützende Clan Liaptscheff—Volkoff stärker als der Clan Zankoff—Russeff geworden war (die Wiederbildung der bulgarischen Regierung durch Liaptscheff bewies in der Folge, daß Mikhailoff richtig fühlte), bemühte er sich, seinen Plan, seinen Gegner Protogeroff »aus dem Wege zu räumen«, in die Tat umzusetzen. Er ließ ihn mitten in Sofia mit Revolverkugeln niederknallen.

Nachdem sich Mikhailoff seines Konkurrenten entledigt

hatte, beiläufig eine Erklärung seiner Handlungsweise zu finanzieren, welche er schon vorbereitet in der Tasche trug. Er versuchte dadurch seiner Tat eine Art »revolutionären Idealismus« zu verleihen: nachdem Protogeroff Todor Alexandroff töten ließ, hielt Mikhailoff, in seiner Eigenschaft als höchster Schützer der mazedonischen Interessen, es für seine geheiligte Pflicht, dieses durch den unwürdigen Protogeroff vergossene edle mazedonische Blut zu rächen. So traf er zwei Dinge mit einem Schlage: er entledigte sich eines gefährlichen Rivalen und versuchte sich mit der Aureole eines mazedonischen Rachegottes zu umgeben. Andernteils bemühte er sich die Gelegenheit auszunützen, um Protogeroff ganz und gar bloßzustellen und auf den Letzteren allein die ganze Verantwortung der von der ORIM seit Jahren begangenen zahllosen Verbrechen zu wälzen. Er versicherte, daß nunmehr, nachdem Mikhailoff allein die oberste Führung der ORIM in Händen habe, er diese bis dahin von den Verbrechen Protogeroffs geschwärzte Organisation in eine edle und reine umwandeln wolle und sich daher alle Mazedonier um seine Fahne scharen müßten. Um sich endlich vor Racheakten der Sbirren Protogeroffs zu schützen, entschloß er sich dazu, sie durch seine Kondottieris in Massen hinrichten zu lassen. Er ließ erklären, daß die Freunde Protogeroffs vom gleichen Schlage wie Protogeroff wären und man sie daher ausrotten müsse. Nieder daher mit den Protogerovisten!

So berief Mikhailoff eine Versammlung seiner Sbirren, eine »Generalversammlung der ORIM« ein, und legte dort die edlen Motive dar, die ihn dazu drängten, Protogeroff töten zu lassen. Er ließ darauf durch den »Kongreß« folgende Entscheidung annehmen:

Die VII. allgemeine Generalversammlung der ORIM (sic P. K.) konstatiert, nachdem sie die Angaben des Mitgliedes des Zentralkomitees Ivan Mikhailoff über die bisherige Tätigkeit Al. Protogeroffs, sowie die anderer Delegierter auf dem Kongresse anhörte, folgendes:

1) Al. Protogeroff erwartete selbst vor dem Monate September 1924 (dem Monate der Ermordung Todor Alexandroffs — P. K.), stets den geeigneten Augenblick, um die reine und strahlende Gestalt Todor Alexandroffs bloßzustellen und das Vertrauen der Mazedonier in die Fähigkeiten, die Stärke und Würde des großen Führers zu erschüttern. Er säte ganz offen Feindschaft gegen Todor Alexandroff. Dieses durch ihn geschaffene Mißtrauen rief die Spaltung in den Reihen der ORIM hervor und ließ die verbrecherische Idee eines Anschlages gegen das Leben Todor Alexandroffs erstehen.

2) Auf Grund des nach dem VI. Kongreß gesammelten Tatsachenmaterials und der authentischen, dem gegenwärtigen Kongreß vorgelegten Dokumenten, geht unwiderlegbar hervor, daß Al. Protogeroff an der Vorbereitung wie an der Ausführung der Ermordung Todor Alexandroffs teilhatte.

3) Nach der Generalversammlung von 1925 rief Alex. Protogeroff durch seine bis zu seinem Tode fortgeführten Aktionen die Desorganisation der ORIM hervor und bildete eine stete Gefahr für ihre Einheit und Unabhängigkeit. Durch unentschuld bare Machenschaften versuchte er stets die Einberufung des gegenwärtigen Kongresses zu verhindern, um der Darlegung seiner Verbrechen zu entgehen. Durch diese Handlungen bereitete Protogeroff den Verfall des mazedonischen Freiheitskampfes vor, da er in diesem Verfall sein eigenes Heil sah.

Daher konstatiert der Kongreß, daß das Mitglied des Zentralkomitees Ivan Mikhailoff, in Anbetracht der Entscheidung der VI. Allgemeinen Generalversammlung all jene, welche an der Ermordung Todor Alexandroffs teil hatten aufzufinden und zu bestrafen, der dringenden Notwendigkeit eingedenk, die bedrohte Einheit und Unabhängigkeit der ORIM zu retten, die Pflicht, die sich ihm aufdrängte, erfüllt hat, indem er die Hinrichtung Al. Protogeroffs beschloß und befahl.

Der Kongreß billigt einstimmig die Entscheidung des Mitgliedes des Zentralkomitees Ivan Mikhailoff über die Hinrichtung Al. Protogeroffs. Er konstatiert, daß Ivan Mikhailoff durch diese Handlung die höchsten Interessen der ORIM wahrte und verteidigte. Im Namen der geknechteten Heimat, drückt er ihm seinen Dank dafür aus, dass er die aufrechte Entschlossenheit an den Tag legte, diese Hinrichtung zu beschließen und sie jenen zu befehlen, welche sie ausführten.

Dann ließ Mikhailoff durch seine Kreaturen im Zentralkomitee der ORIM ein Zirkular lauzieren, deren folgende Stellen wir wiedergeben:

Einige physisch und moralisch Schuldige an der Ermordung Todor Alexandroffs haben wohl ihre Strafe gefunden; es verblieb jedoch ein Mann aus den ersten Reihen der ORIM, der wohl von dem ganzen Volke als Hauptanstifter und direkter Schuldiger dieses Verbrechens gebrandmarkt, doch nicht im geringsten behelligt wurde.

Dieser Mann entging während dreier Jahre, bis zu seinem Tode, der Verpflichtung, die bei dem noch warmen Kör-

per Todor Alexandroffs, einige Minuten nach dessen Ermordung vorgefundenen Notizen und Briefschaften vorzulegen, damit man nicht die zwischen ihm und Alexandroff bestehenden Verbindungen aufdecken könne, sowie um die eigene Zeugenschaft des Opfers gegen seinen Henker verschwinden zu lassen...

Endlich ließ Mikhailoff in seinem Organ »Svoboda ili Smrt« Angriffe gegen die Schlächter Protogeroffs veröffentlichen, indem er an sie die ärgsten Beschimpfungen richtete.

Von da an war der Zerfall in der ORIM vollkommen. Sofort sahen sich die Sbirren Protogeroffs mit Georgi Pop Christoff, Peter Schandanoff, Bajdaroff, Parlitscheff, Tomalevsky usw. an der Spitze direkt in ihrer Existenz bedroht. Sie beeilten sich, dem Zentralkomitee, welchem Ivan Mikhailoff angehörte, die Anerkennung zu versagen und erklärten, daß das einzige Zentralkomitee jenes wäre, an welchem Georgi Pop Christoff und Peter Schandanoff teilnahmen; sie anerkannten auch nicht mehr das durch Ivan Mikhailoff geleitete Organ der ORIM »Svoboda ili Smrt« (Freiheit oder Tod) und erklärten, daß die durch Bajdaroff-Parlitscheff geleitete »Svoboda ili Smrt« das wahre Organ der ORIM sei. Sie begannen ihrerseits die Verbrechen Ivan Mikhailoffs zu enthüllen. Sie schrieben in ihrem Organ, daß die Welt infolge der von Ivan Mikhailoff begangenen Verbrechen nichts mehr von Mazedonien hören wolle, daß er ein Kain, ein Meineidiger, ein Verbrecher, ein Unwürdiger ohne jedes Ehrgefühl sei. Sie ließen nach der Ermordung Dimaschoffs und Natscheffs durch Mikhailoff-Leute als Nekrolog in großen Anschlägen unter dem Titel: *Das neue Garvan des Petritscher Jupans*, d. h. »Die neuen Hekatomben des Satrapen Mazedoniens unter bulgarischem Joch, Ivan Mikhailoff«, ankündigen und sagten:

Die wütenden Wahnsinnigen des 7. Juli (dem Tage der Ermordung Protogeroffs — P. K.) machten, nachdem sie den hehrsten Führer der mazedonischen Revolution, Protogeroff, und so viele andere Söhne Mazedoniens töteten, vor nichts halt und überragten noch die wildesten Tyrannen des mazedonischen Volkes. Ein neues Garvan wurde auf Befehl des Petritscher Großjupans Ivan Mikhailoff mit Hilfe von Maschinengewehren organisiert...

Indem sie gegen jeden anständigen Menschen Mazedoniens unter bulgarischem Joch eine wilde Jagd veranstalten, nehmen sie selbst auf Frauen und Kinder keine Rücksicht...

Wir schwören, an allen mazedonischen Henkern und denen, die sie unterstützen, Rache zu nehmen...

In einem offiziellen Kommuniqué des Zentralkomitees der Protogeroff-Anhänger wird gesagt:

Wir erklären, daß wir uns in berechtigter Notwehr befinden und den Freveltaten Ivan Mikhailoffs nicht mehr mit verschränkten Armen zusehen können. Wir lehnen jede Verantwortung für die Folgen ab.

Zentralkomitee der ORIM
Peter Schandanoff, Georgi Pop Christoff

Die beiden Gruppen begannen sich nun gegenseitig mit sich von Tag zu Tag verdoppelnder Grausamkeit hinzumorden, um einander auszurotten.

Der Voivode Pando Nikoloff Strumischki und zwölf seiner Kameraden wurden in der Gegend von Yundol von Ivan-Mikhailoff-Anhängern erschlagen. Steftscho Karkalasscheff, der Mörder der Bauernabgeordneten P. D. Petkoff und Donscho Zafiroff, einer der Mörder Protogeroffs, stürzten sich mit Revolvern auf Ath. Kaltscheff, doch gelang es den Freunden des letzteren, sich auf die Angreifer zu werfen und sie zu entwaffnen.

In Petritsch wurde der Schwager des Voivoden Boris Isvorsky von Mikhailoff-Leuten getötet; die beiden Brüder Mito und Stefan Sapundjievi aus dem Dorfe Planitzi (Kukusch) wurden von Mikhailoff-Anhängern getötet. Das Haus des von den Mikhailoff-Anhängern getöteten Dimaschoff wurde angezündet und dessen zwei Kinder lebend verbrannt. Usw. usw.

Die Protogeroff-Anhänger zeichnen sich ihrerseits auch aus: Der Sbirre des Lagers Bajdaroffs-Parlitscheffs und Konsorten tötete in Sofia in der ul. Maria Luise einen Freund Mikhailoffs und verwundete in der ul. Grobarska Kyrill Simeonoff, dessen Frau und einen seiner Freunde, indem er mit Gewalt in das Haus seiner Opfer drang. Weiters tötete der Protogeroff-Anhänger Simeon Toneff in Sofia den Sohn des Obersten Boris Drangoff, Kyrill Drangoff, in einem Restaurant. Darauf knallten die Freunde Drangoffs Toneff mit Revolverschüssen nieder. Der Mikhailoff-Anhänger Voivode Wandeff wurde in Petritsch von Protogerovisten schwer verwundet. Usw. usw.

Die letzten Telegramme aus Sofia melden uns neue blutige Gemetzel im Herzen Sofias: mitten auf dem Corso kam es zu einer regelrechten Schlacht zwischen den Sbirren Mikhailoffs und jenen Protogeroffs. Der Protogeroff-Anhänger Peter Traikoff und einer seiner Freunde sowie ein Mikhailoff-Anhänger wurden schwer verletzt und ein anderer Mikhailoff-Anhänger

getötet. Auch mehrere unbeteiligte Passanten, unter ihnen der türkische Militärfattaché Kerim Bej, wurden verletzt.

Wir zeigten in der letzten Nummer der »Balkan-Föderation«, in welcher blutige Bedrängnis das mazedonische Volk durch die Verwesung der faschistischen ORIM geraten war. Angesichts der sich gegenseitig vernichtenden Henker glaubte das mazedonische Volk, sich einen Augenblick von den Dolchen und Revolvern der »autonomistischen« Häscher befreit zu sehen und hoffte, da seine Quäler damit beschäftigt waren, sich gegenseitig zu ermorden und sich vielleicht gegenseitig auszurotten, daß es würde aufatmen können; es verbliebe wohl unglücklicherweise noch immer unter bulgarischem Joch, aber wenigstens ohne Furcht, von den »autonomistischen« Kondottieris ausgeraubt oder getötet zu werden. Wir zeigten jedoch auch, daß diese Hoffnung nur von kurzer Dauer war, da die beiden Clans der ORIM ihre Schlächtereien auf das Gebiet des mazedonischen Volkes übertrugen, indem sie, jeder für seine Rechnung, die friedlichen mazedonischen Bauern zwingen mit ihnen gegen die anderen zu kämpfen, jene, die sich weigerten, niederschlugen und andere friedliche Bauern massakrierten.

Die Massenschlächtereien friedlicher Mazedonier werden fortgesetzt.

Die »Balkan-Föderation« veröffentlichte in ihrer vorhergehenden Nummer einen der zahlreichen Verzweiflungsrufe, welche uns täglich aus Mazedonien unter bulgarischem Joch zugehen. Es wurde dort an die fortschrittliche öffentliche europäische Meinung appelliert, um die mazedonische Bevölkerung unter bulgarischem Joch von den durch die Trümmer der in Verwesung übergegangenen faschistischen ORIM organisierten Massenschlächtereien zu retten. Dieser Aufruf wurde von dem Führer der italienischen Sozialdemokraten, Claudio Treves, gehört, welcher der »Balkan-Föderation« einen im höchsten Grade rührenden Ausdruck seiner Auflehnung gegen diese Verbrechen sandte. Wir danken ihm dafür. Die edlen Herzen der fortschrittlichen Persönlichkeiten Europas schlagen stets bewegt bei diesen Hilferufen, welche das mazedonische Volk in seiner Trauer an sie richtet. Ihre immer zahlreicheren und energischeren Aktionen werden gewiß die Stunde der Befreiung, welche auch dem mazedonischen Volke schlagen muß, beschleunigen.

So richten wir an die gesamte fortschrittliche öffentliche Meinung Europas die Bitte, ihre mächtige Stimme zu erheben, um den Trümmern der ORIM Alexandroffs, Protogeroffs, Mikhailoffs, Pop Christoffs, Schandanoffs, Bajdaroffs, Paritscheffs, Tomalevskys und Konsorten das Handwerk zu legen und sie zu verhindern, ihre giftigen Keime der Verwesung über das gemarterte mazedonische Volk auszustreuen.

P. Karsky

Also sprach Venizelos ...

Venizelos pendelt von Rom nach Paris. Bald empfängt er faschistische Journalisten, bald beteuert er französischen Regierungsmännern seine unbeugsame Treue zur französischen Republik. Belgrad ist sein nächstes Ziel. Herr Marinkovic steht bereit, den großen Kreter an seine Brust zu drücken, und selbst die Türkei soll in den Bereich der Friedenspakete einbezogen werden, bis eines Tages die Lügenblase platzt und die Balkanvölker wieder auf das Schlachtfeld getrieben werden. Im Verlaufe glänzender Preßempfangs hat Elephteros einen Journalisten aus dem Dodecanesos empfangen. Als dieser den großen Staatsmann fragte, was er für die unterdrückten Brüder des Dodecanesos getan, antwortete der schlaue Agent des fremden Imperialismus: »Das Einzige was ich für den Dodecanesos getan, war — die Unterzeichnung des Paktes, der die italo-hellenischen Beziehungen auf die Grundlage einer soliden Freundschaft stellte. Könnte es einen glücklicheren Schachzug geben zu Gunsten der Verständigung zwischen der italienischen Verwaltung und den Bewohnern des Dodecanesos!«

Nun wissen wir es! Die Preisgabe der gemarterten Brüder an ihre Peiniger war ein Schachzug zur Erzwingung unserer völkischen Rechte! Wir danken für diese lichtvolle Aufklärung. Noch brutaler, mit lakaienhaftem Cynismus sagt unser großer Staatsmann in Paris: »Es gibt keine Dodecanesosfrage zwischen Griechenland und Italien!« Mag der Faschismus wüten, mag der Terror der Schwarzhemden die unglücklichen Inselgriechen erdrücken, entrechten, entnationalisieren, für Elephteros den Großen sind das keine Fragen. Was geht ihn die Lage entrechteter Volksgenossen an? Er, der Große, er der parlamentarische Diktator, ist das griechische Volk und von seiner unnahbaren olympischen Höhe, unerreichbar dem Schreien der Sterblichen verkündet er: »Ich handle genügend folgerichtig, mich nicht in innere Fragen Italiens einzumischen.« Innere Fragen? Das griechische Volk ist eine Einheit! Jeder Fußbreit griechischen Bodens ist ein Stück der

Mutter Hellas. Jeder Grieche der unter dem »zivilisierten« Joch Englands in Cypern oder unter der faschistischen Barbarei Italiens zusammenbricht, bedeutet eine wuchtige Anklage gegen die Gleichgültigkeit unseres Volkes, bedeutet einen Aufruf an die Massen der Nation, die Plutokratenherrschaft niederzuschlagen, welche unsere Brüder an England und Italien verschachert. Innere Fragen? Die Frage des Dodecanesos ist eine innere Frage des griechischen Volkes. Mögen die Inseln heute Stützpunkte italienischer Fremdherrschaft sein, sie sind und bleiben griechischer Boden, kein Mussolini kann sie völlig entnationalisieren, kein Venizelos kann sie verschachern. Der Dodecanesos ist eingeschreint im großen Herzen von Panhellas.

Der große Creter aber verkündet den Frieden für den ganzen Balkan. Sei gegrüßt, o Friedensbringer, in wessen Namen kommst Du? Dunkel ist der Rede Sinn, die Elephteros' Lippen entströmt. »Die Realisierung der Balkanföderation überlassen wir künftigen Generationen.« Venizelos, der einst im Namen der höchst problematischen Föderation der Balkanstaaten, die Balkanvölker auf das Schlachtfeld treiben half, der als englischer Agent Griechenlands Volkskraft in Kleinasien verbluten ließ, verneint die einzige Möglichkeit der Befreiung griechischen Bodens. Nur im Rahmen einer Föderation befreiter Balkanvölker kann Großgriechenland zur Wahrheit werden, kann der ethnische Besitzstand bewahrt, die ethnische Minderheit vor Ausrottung gesichert werden. Eine Balkanföderation kann allein die völkischen Fragen lösen, im Interesse aller Balkanvölker und des europäischen Friedens. Aber gerade deshalb will Venizelos nichts von einer Föderation wissen. Er will selbst mit den »jahrhundertalten Feinden« sich vertragen, er will die Mittel der alten Diplomatenzunft anwenden, um Zeit zu gewinnen. Aber nicht die Föderation der Balkanvölker, ja nicht einmal jene der Balkanstaaten ist sein Ziel. Er will den nächsten Krieg im Zeichen der Friedenspalme vorbereiten. Alle Balkan-Lokarnos sind nichts als imperialistische Manöver, wenn nicht der Wille zur Föderierung der Balkanvölker die Ursachen dauernder Konflikte beseitigt. Aber gerade diese einzige Lösung lehnt Venizelos ab. Die Plutokratie, welche in ihm ihren würdigen Vertreter erblickt, braucht keine Föderation befreiter Völker, welche auch der Herrschaft despotischer Börsenmagnaten ein Ende bereiten würde. Sie braucht Kriegsrüstungen für ihre imperialistische Lakaienpolitik, sie braucht fremde Anleihen, um nicht ihre Abenteuer selbst finanzieren zu müssen. Beides soll der große Creter vollbringen. Hat er es doch verstanden, mit allen Mitteln asiatischer Despotie und modernsten Wahlschwindels seine Kammer zustande zu bringen, die ohnegleichen in unserer Geschichte steht. Es klingt wie blutiger Hohn, wenn Venizelos in seinem Briefe an das Pariser Komitee gegen den weißen Terror die Worte schreibt: »Die große parlamentarische Mehrheit über die ich verfüge, ist nicht zuletzt den Stimmen griechischer Arbeiter zu verdanken und ich werde nicht zulassen, daß sie das Objekt einer Ausbeutung, welcher Art immer, sein sollten.« Das Koalitionsrecht wird weiterhin mit Füßen getreten, die legale Werbearbeit der Gewerkschaften unterbunden, die Kerker mit zahllosen Häftlingen angefüllt. Nach außen wahrt die parlamentarische Diktatur den Schein, nach innen wütet ein arbeiterfeindliches Regime, das jeder Grieche, der nicht zu einem Agenten der volksfremden Plutokratie geworden, ablehnen und — bekämpfen muß! Die Staatsbeamten, denen man alles Mögliche versprochen, werden von Monat zu Monat vertröstet. Dafür fehlt es nicht an Verbeugungen vor den »Faktoren«. General Othonaios ist reaktiviert. Die ganzen parlamentarischen Schachergeschäfte des juste milieu sind damit annulliert. Die Faktoren sind die Verfassung. Die Flüchtlingsfrage wird immer wieder aufgerollt, aber nicht nur durch die große Zahl neu angesiedelter Kolonisten — sondern durch die Unterschlagungen und Mißbräuche in den Ansiedlungsinstanzen. Der Fürsorgeminister Emmanuilides kann bloß noch die Flüchtlingssiedlungen inspizieren und über die begangenen Vergehen den Mantel christlicher Milde breiten. Der holländische Leiter, der den Bericht der zweiten Kommission für Unterbringung der griechischen Flüchtlinge an Genf erstattet, kann leicht seiner Zufriedenheit Ausdruck verleihen. Das autonome Flüchtlingsamt hat gut funktioniert — nur nicht für die Flüchtlinge, die Elephteros bei den Wahlen vor seinem Siegeswagen spannte. Steuererleichterung oder doch Steuernachlaß für die Plutokraten, Verschlechterung des Arbeitsrechtes für die Werktätigen, das ist das soziale Programm des Diktators Elephteros. Im Verlaufe seiner Reisen bei Unterzeichnung seiner Freundschaftspakte, hat Vater Venizelos nur einem Ziele gedient: Zeit zu gewinnen zur »Beruhigung« der unzufriedenen Massen und freie Hand zu erhalten für eine imperialistische Außenpolitik im Dienste des fremden Kapitals.

Venizelos hat sich selbst enthüllt. Schon am 24. September verkündete seine Presse, daß nach der Unterzeichnung des italo-hellenischen Paktes es keine Frage des Dodecanesos

mehr gebe! Am gleichen Tage ließ Mussolini durch seinen Pressedienst verkünden, daß er an Venizelos seine »höhere, erleuchtete Intelligenz« zu schätzen wisse. Damit hat der große Creter seine Strafe schon empfangen. Mussolini hat seine »Erleuchtung« gelobt, an dem Tage, da Elephteros cynisch griechisches Volk der Fremdherrschaft überließ, da er mitleids- und gewissenlos das hellenische Volk der Inselgruppe dem Faschismus überantwortet hat. Die Frage des Dodecanesos besteht! Die Weltgeschichte wird über den Pakt zur Tagesordnung übergehen. Trotz aller »erleuchteten« imperialistischen

Lakaien, wird die griechische Freiheitsfahne auch über dem Dodecanesos flattern, wenn die befreiten Balkanvölker sich zusammenschließen, die fremden Imperialisten verjagen und mit der heimischen Plutokratie abrechnen. Mag Venizelos die Zahl der Gendarmen vermehren, mag er mit Feuer und Schwert in Mazedonien, mit Kerker und Verbannung in Altgriechenland hausen, seine Methode griechischer Politik ist gescheitert. Griechenland wird für sich handeln auf den Trümmern der parlamentarischen Diktatur.

Melingos

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVE T NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHTYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Grushti i Neptunes

II.

Në Babyioni të robnive.

(Vijon nga No. 98/99.)

Shi kur Shqipnia po i shvillojte livizjet e saja të librimitt nga zgjedha turke, shi më një kohë kur ajo, neper njëj kundra-të-msyme të gjallë, po hecete kah triumfi i kauses së vet, u msye befase e fare trathtisht nga Shtetet e Balkanit, u permbyse dhe u coptue. Ushtrit e Petres e të Nikites si në Kumanovë e në Merdarë, si edhe nder rrethet e Shkodres e të Pejës paten të bân me një ushtri turke të shkatrrume nga livizjet t'ona (1908/1912) e me një popull fare të lodhun e të çarmatisun. Pra pushtimi u realizue lehtas dhe u konsolidue neper massakra të mnershme. Ma se gjysa e popullit t'ynë psojë një sundim ultra-gjaksuer e vendi i pushtim u transformue më një kassaphone kurse gjysa tjetër e Shqipnis, neper trathitit e kojshive gjithnji, u bë një çerdhe ngatrrasash, një folce anarkije shum ma e shemtume se Meksika. Në ket mes, Kosova — kù permblidheshin foreat e gjalla të rilindjes s'onë 90% e kù Pasiçi me shokë nuk gjeten nga kujtimet e Dushanave veç se disa kisha e varresa — u dermue pertej çdo kufini dhe fillojë me jetue një jetë ferri të pa pershkrushme. Plumbi, zjari e litari ishin lule, mjete farimi të ndershëm... Këtu fjala nuk ka fuqi. Pra, po flasim neper disa fakte:

1. Në Istog 90 djemë, të zgjedhun pikë e pesë nga krejt krahina e Podgorit (Pejë), pasi u shtruen më drue, u hodhen për së gjalli e një nga një në lugë të mullinit të këtij katundi e u bânë fije fije në qark (1913). Emnat e këtyne të shkretve gjinden n'arkivë të Komitetit të Kosovës.

2. Në Pejë mbrenda, tri mii frymë u shtrenguen m' u bë orthodoxë perdhuni tue u martyrizue me mënyra aq barbare sa inquisitioni i Spanjës në kohë të mësme me t' u dukë lule: në mes të njëj dimni t' ashprë i martyrizimi, pasi u rifite me një litar të lagun, hidhejë në Bistricë e mrapa, shtrenghejë me e perqafue një furë të skuqun nga zjari... etj. etj. etj.

Para se të zbatohet ky system kaq barbarë me qindra djemë të ri u vûne në plumbë dhe vdiqen me gaz në buzë, jo pse ishin fanatik, por, ndrimi i besimit u dukejë të shkretve si një korë shum ma e shemtume se ajo e robnis (1913/1914).

3. Në Prishtinë, mbrenda më një ditë, u vûne në mitraljozë pesë mii burra e në Ferizoviq gjasht qind...

Sikur Beligradi e Cetina mos të dridheshin nga keranimet e Austris e sikur lufta e madhe të vanoje dhe disa vjetë, në Kosovë e në Makedoni nuk kishte me mbetë kambë shqiptari...

Sundimi i Beligradit, i kujton »par ironi« jugoslavë, nuk ka ndrrue në realitet. Ajj, më çdo rast, po punon për t'a transformue fysonomin ethnike të vendit. Ja këtu prap disa fakte, pse vetëm këta flasim kiarët:

1. Në Plavë e në Gusi, më 1919, u vrane apo u dogjen në zjarmë për së gjalli gjasht qind gra e femij e në Rugovë e në Podgner të Pejës ma se pesë qind. Listat e këtyne po flejën neper arkivat e qeverive t'Europës e në bibliotecken e Lidhjes së Kombeve në Genevë.

2. Nder rrethet e Prishtinës më 1921 u masakruen një mij e tre qind gra, femij e burra.

3. Në Drenicë (Vulçitrin) më 1922 u faruen ma se shtat dhet gra e femij...

4. Më 1923 ditën e zgjedhjeve për bashki e rreth arkave të votimit u vrane njëzet e du vet e disa pleq, në Mitrovicë.

5. Kan emigrue ma se pesë-dhet mii kosovarë, tue lanë shpi e pasuni, për të shpëtue nga ky ferr që quhet Kosovë (1913/1928). Këta i gjeni kah mos n'Europë, n'Asi, n' Afrikë e n' Amerikë kù jetojnë gjall e për gazepe.

Burgu, dajaku, internimi, gjobitja e plaçkitja në formë zyrtare e jo, angarija e tortura kan hye në radhë të zakonëve... Sa për poshtnimet, këta jan bân si buka e uji... Por, në ket mes, luen një rolë ekstra mixorijet gjykatorja jugoslavë: po të dojë fati e ndonji serbë kopuk e xhagajduer shkon e të paditit ahete kee ra më një batakhone prej kah po shpëtove nuk mendon ma veç se kù me gjetë një copë bukë e mos me dekë unit. Avokatet e gjyqtarët të gjobisin pa pikë mëshiret. Ja këtu një shkurtim gjyqji që asht proceverbalizue nga gjykatorja e Pejës më 1913:

Pandehësi. — Zoti gjyqtar, ky njeri më ka borxh, si pas shënimeve që kam gjetë neper regjistrat e stergjyshit t'im, një shumë të hollash prej kaq... Stergjyshi i këtij paska pasë pi rakii e nuk paska pague...

Pandehuni (pula për t'u rrjepë). — Mirpo, stergjyshi im ka këndë haxhi e si kështu nuk mund t'a perdorojte rakiin...

Pandehësi. — Ahere, mund t'i keet gostitë miqët... Katilat e popullit serbë...

Pandehuni. — Si pas zakonëve ay nuk ka pasë sesi me pritë e me gostitë mbrenda në mejhone e rakija nga dera e shpis s'onë nuk mund të hyjte...

Gjyqtari. — Ti po flet shum. Mos po të pelqen me shkue e m' u gjykue prej Savë Batares. Regjistrat e një tregtarit të ndershëm nuk munden me gjabue... Kee me i pague të hollat dhe shpenzimet e gjyqit. Delë perjashta...

Më një vend të till po të kerkoni me i gzuë të drejtat e juja politike mëreni me mënd se shka mund të psoni... Aty për aty ju bân udhtar për xherne.

Makedonia asht po si Kosova. Duhet shtue disa partikularitete: jeni Pavlof. Do të quheni Pavloviq; por, pa i gzuë të drejtat e ndonji Pavloviqit që ka pasë fatin e mirë me lee në Shbac apo në Kragojevac e, kur kajherë Bulgaria hjedhë këtej kufive, si exportim, ndonji çetë komitaxhijshe, ju me një shkop në dorë e me krejt burrat e katundit t'uj do të shtetini me javë neper malet e pyjet e vendit tue i pri gindarmaris. Mos harroni se gindarmaria mretnore jugoslavë, »en général«, asht një organizatë banditësh me uniformë kù sejcili gindarmë ka bân një shkollë të gjetë në zanat të vrasjeve dhe krejt mixorive që jan »à la modë« në ket mretni tri shkrolash: Serbin hoçe sve... Jeta juj pra mvarret me javë e kajherë me vjetë ke gryka e pushkes dhe mbaroni sigurisht po të dojë fati e të ndesheni me ndonji çetë kryengritse bulgare apo shqiptare...

Kështu asht halli i popujve që po dermohen në ket Babyioni infernale!... Në ket mes, paradon, si një regiment katilash e hajdutash, klasa çfrytëse apo klika më zà e Pasiçit: një tubë generala e officira me apoleta të prarutme, një numrë i caktim nëpunasash me shkalla të nalta, disa duzina tregtarë që i prishin miliunat e uhave kronike. Me miliuna njerës hallakaten ditën e natën për t'a ushqye salltanetin e kësaj klike, e pa shoqe në ket botë...

Genevë, më 10. X. 1928.

Bedri Pejani

Imperialistët në Ballkan

Dita 1 Shtator 1928 dha një tjetër shëmbëll të talljeve që fuqitë imperialiste kanë bërë me kombet e vegjel dhe me popujt punëtorë dhe bujq të pafuqishim. Në këtë ditë fuqia e zezë e Mussolinit, pasi e kish patur lidhur këmb' e duar popullin shqipëtar, i vari mi krye një kurorë mbretnore të bërë prej karte, të lagur me gjak e të nxirë me turp, që të zbardhin dhëmbët këmishëzinjtë dhe shokët e tyre imperialiste duke parë të sunduarin në ndodhjen qesharake, e duk' i vërshellyer e i bërtitur »mbret!«

Këtë kurorë prej karte, si kurorët që u varin karagozëve, e mban mi krye Ahmet Zogu në emër të Shqipëtarëve. Esh' e lagur me gjakun e patriotëve shqipëtarë dhe e nxirë me turpin e tradhëtimit të Shetit shqipëtar. Me anën e këtij maloku katil e tradhëtor, dhe me ndihmën e bejlerëve të tjerë që ka Shqipëria, mundi Mussolini të bëjë këtë tallje imperialiste mi kurris të kombit tonë, të punëtorit dhe të bujqut shqipëtar.

Bota imperialiste qesh bashkë me Mussolinin duke parë këtë komedi . . . Shqipëtarët intelektualë që ndodhen përjashta atdheut kuqen nga turpi . . . Shqipëtarët punëtorë dhe bujq brënda në Shqipëri janë bërë nëmëcë nga kërcërimi i litarit e i burgut, ose halá s' kanë dijë se ç' turp u është punuar . . . mirpo mbreti karagoz, dhe bejlerët, të cilëve tradhëtia dhe palaçollëket u janë bërë zakon, as kuqen as verdhen.

Ahmet katili as kuqet as verdhet. Ambicia e këtij karagozi kapërren çdo ndjenjë njerëzimi. Më tepër se çdo gjë tjetër mbret ka dashur të quhet, dhe mbret po quhet prej Mussolinit si çpërblim për shërbimin që i ka siellë imperialismës fasciste duk' i shitur Shqipërinë. Tërë bota e di, dhe Ahmeti vetë e di, që ay s'është tjetër veç se një prefekt i Mussolinit, që Shqipëria s'është gjë veç se një prefekturë italiane, mirpo mbreti malok është i kënaqur. Për atë më mirë të jetë mbret karagoz se sa hiç mbret.

Bejlerët tradhëtorë janë dhe ata të kënaqur nga kjo komedi, Turp dhe atá, si kryetari i tyre, nukë ndjejnë. Turpi rëndon mi kurrizin e popullit punëtor dhe bujq, dhe për këtë popull bejlerët s' janë bërë kurrë merák. E kanë zënë në hesap vetëm kur u është duhur të çkembëjnë interesat e tij me përkrahje materiale për vete prej nonjë të huaji. Dikush munt të thotë që bejlerët do t' a kundërshtojnë Ahmet malokun tani që u-bë mbret karagoz. Këto janë profka që vetëm nonjë shok i bejlerëve munt të përhapë. Bejlerët pa fjalë, do t' a kenë patur zili malokun q' u-bë mbret karagoz, do të dëshëronin të ishin dhe atá mbretër karagozë, mirpo zilia do t' u jetë çdukur, se vetëm nje »mbret« munt të ketë një Shtet, dhe llotua ra ne derën e atij që i shkon atá nga zotësia për katillëke. Çështja kryesore për bejlerët është të kenë mprojtjen e një fuqie të huaj në rastin që punëtori dhe bujku shqipëtar të marrë kosat e t' i përfshijë këta satrapë, katilë dhe tradhëtorë. Këtë mprojtje Mussolini po ua zotón dhe një herë tani me bërjen e prefektit mbret.

Zogu është i kënaqur, bejlerët janë të kënaqur, pa fjalë dhe Mussolini është i kënaqur, nga kjo komedi. Q'i kushtoj Mussolinit t'i ngjitë malokut këtë titull tallesë? Presidenti malok i dha tërë sa ç' kish Shqipëria si një shtet independent, dhe popullit shqipëtar si një popull punëtor dhe bujq. Sundimin politik, ekonomik dhe ushtëriak ia dha Mussolinit; fushat më pjellore të bujqut shqipëtar ua dha italianëve; dhe dyert e Shqipërisë i hapi të hyje hordhia italiane e të vëndoset në vatrat e Shqipëtarëve dhe më tutje në vatrat e tërë Ballkanasve. Mussolini, pra, ia plotësoj dëshirën më të thellë malokut. Nga prefekt—president—katil e bëri prefekt—mbret—karagoz dhe botën e lajmeroj që akti i parë i lodrës imperialiste në Ballkan mbaroj.

Akt' i parë mbaroj. Ky akt trëgoj përkthimin e Shqipërisë nga një Shtet independent në një prefekturë italiane. Tani nis akti i dytë i cili do të çfaqë ngritjen e një imperatorie italiane në Ballkan e në detin e Mesdheut. Me ndihmën e bejlerëve Mussolini e vuri popullin shqipëtar në buzën e varrit, tani kërkon që dhe popujt e tjerë punëtorë të Ballkanit t' i shtirë po në gjithë atë kallëp. Themelet për aktin e dytë Mussolini i shtiri në aktin e parë. Shqipërinë pasi e bëri një prefekturë të tij me një prefekt — mbret në krye, e bëri dhe një bazë ushtëriake dhe navale për të thelluar më tutje në Ballkan. Limanet e Shqipërisë i ndreqi ose po i ndreq për vaporet e luftës dhe për vaporet që do të transportojnë ushtarët e fascizmës, rrugë strategjike ndërtoj dhe po ndërton për të shpurë me anën tjetër të kufireve tona, ndërtoj dhe po ndërton kazerna ushtëriake, depora për armë dhe xhepane, spitale për ushtarët e plagosur dhe çdo gjë që do të ketë nevojë a ushtëri prej 300,000 italianesh që do të derdhet në Shqipëri minutën që pllaneve të Mussolinit t' u bëhet kundërshtimi m' i pakët prej Ballkanasve.

Mussolini nukë pushon me kaqe. I fryre prej suksesit që pati në Shqipëri, u jep urdhër italianëve të lindin e më tepër fëmijë. Italia që ka eksportuar mot për mot më tepër se një gjysmë miljoni punëtorësh në Amerikë dhe në vise të tjera të largme, që të çlirohet nga ngushtica e popullatës, sot jo vetëm që këtë eksportim e ndalón po dhe kërkon që lindjet të shtohen. Përse? Se atë hordhi që Italia deritash dërgonte n' ato vënde të largme, dhe i humbiste, Mussolini qëllón t'a përdorë për të kollonizuar Shqipërinë, Ballkanin dhe vise të tjera që janë të afërme dhe që munt të shtypen dhe të bëhen një imperatori e pandarë dhe e qeverisur prej Romës. Dhe më që ajo hordhi emigrantësh munt të mos mjaftojë si një hordhi dhës gjak-der dhe kollonizojës Mussolini u jep urdhër Italianëve të lindin e më tepër fëmijë.

Këto përgatitje bën imperialismë italiane. Të këtitilla përgatitje kanë bërë dhe po bëjnë imperialistët e shteteve të tjera kapitaliste në vise të ndryshme ku ndodhen popujt dhe shtete të pafuqishim me mercenarë në krye si Zogu i tragjedisë shqipëtare. Me një anë kapitalistët imperialistë hipokritë bërtasin që s' duan luftë, bëjnë dhe traktete kundër luftës, më anën tjetër përgatitin lufta dhe shtypin popujt e vegjel. Ngrëjnë popujt e tyre punëtorë, i armatosin, i entuziasin me profkat e nacionalizmës dhe i dërgojnë të vriten e të vrasin njerës të tjerë si vetia punëtorë. Nga gjaku i popujve punëtorë me uniforma ushtëriake dhe flamurë kombëtare kush fiton? Fiton një grusht bejlerësh, tregëtarësh, agallarësh, fabrikantësh dhe banqerësh të cilët janë kapitalistët. Të këtitillë kapitalistë që lozin lodrën imperialiste dhe derdhin gjakun e punëtorit dhe bujqut nukë ndodhen vetëm në shtetet e mëdha si Italia dhe Inglia, po dhe në Shqipëri, me ndryshimin që ata në shtetet e vegjel e lozin lodrën imperialiste nënë hien e kapitalistëve të shteteve më të mëdhënj.

Zogu është i kënaqur, bejlerët janë të kënaqur, Mussolini po i vazhdon pllanet e tij dhe populli shqipëtar paguan. Mussolinin e paguan, mbretin karagoz e paguan, bejlerët gjakpirës i paguan dhe vetë rron si një skllav i turperuar, i çveshur e i lidhur.

Populli punëtor dhe bujq shqipëtar jo vetëm që ka paguar po dhe paskëtaj do të paguaje. Në i vafshin Mussolinit pllanet mbarë, do të therritët ky popull të lëftoje kundër bujqve dhe punëtorëve ballkanas. Që prej kohe ka Mussolini që po e stërvit popullin shqipëtar për luftë. Me çindra oficere italianë ka dërguar në Shqipëri për të e bërë Shqipëtarin mjeshtër në shkëncën moderne të gjak-derdhjes. Dhe përse kjo kujdesje nga ana e Mussolinit? Se, sikunder treguam më lart, Mussolini qëllón të ngrerë një imperatori italiane në Ballkan. Kështu që, për të arrirë fascisma qëllimet e saja imperialiste, Shqipëtarin dha pasurinë dhe lirinë e tij e të kombit të vet, dhe ka për të dhënë edhe gjakun. Po punëtorit bujqut dhe shqipëtar nukë do t' i thonë »lëfto për imperialismën italiane« . . . se për këtë gjë s' do të gënjejhet të lëftojë . . . por do t' i thonë »lëfto për Kosovën« ose »lëfto kundër kaurit sërë«. Pra, bujku dhe punëtori shqipëtar, i vërbuar prej profkave nacionaliste dhe fetare që shesin kapitalistët, do të veje të derdhë gjakun e tij duke vrrarë vëllan e vet, bujkun dhe punëtorin sërë dhe pastaj përsëri do të sheshohet si skllavi i Mussolinit dhe i bejlerëve. Kosovën në e fitoftë, do t'a këtë fituar për xhepet e kapitalistëve italianë dhe të bejlerëve të Kosovës.

Përse të lëftojë punëtori dhe bujku shqipëtar kundër punëtorit dhe bujqut sërë ose bullgar ose grek, që është dhe ay, si Shqipëtarin, lodrë e imperialistëve të huaj dhe skllav i bejlerëve ose gospodinëve ose arhondëve të vëndit të tij? Shqipëtarin e lot italiani, sërbin e lot frëngu, grekun e lot inglizi, bullgarin et lot përsëri italiani; kapitalistët e huaj fitojnë, bejlerët e Shqipërisë fitojnë, gospodinët e Sërbisë dhe të Bullgarisë fitojnë, arhondët e Greqisë fitojnë, të gjithë fitojnë nga kto lodra, vetëm punëtorët dhe bujqët e Ballkanit derdhin gjakun dhe mbeten skllavë. Punëtorët dhe bujqët, qofshin të krishtenë ose muhamendanë, qofshin shqipëtarë ose sërë, s' janë veç se mish e gjak për t'u shuajtur prej kapitalistëve.

Që të shpëtojnë popujt punëtorë e bujq të Ballkanit nga imperialistët e huaj dhe nga kapitalistët e brëndëshme duhet të bashkohen. Populli shqipëtar gjëndjen të tij të sotmë ua detyron kryesisht bejlerëve dhe pastaj Italianëve. Ashtu dhe popujt e tjerë të Ballkanit kanë dy hasmë: kapitalistët e brëndëshme dhe kapitalistët e jashtëm. Pra, që t'u japin funt një her' e mirë mjërimeve të tyre, bujqët dhe punëtorët duhet të bëjnë dy gjëra: e para, të çohen me kosa në dorë dhe të spastrojnë bejlerët, gospodinët dhe arhondët; e dyta, të ngrëjnë një qeverim të bashkë me për, një federacion ballkanik, në të cilin punëtorët e bujqët të jenë qeveritarët, të jenë dhe zotëronjësit e tokave dhe pasurive. Sa kohë që Ballkanit është i ndarë në shumë qeverira, imperialistët e huaj do të kenë raste të ndersejnë një komb kundër tjetrit.

Kur të tërë kombet e Ballkanit të jenë të bashkuar në një qeveri qëndrore, as raste s' do t'u jipen të huajve për lodra të këtilla, as të dobët s' do të jenë që t' u bëjnë ballë fuqive të mëdha imperialiste.

Pra, Poshtë Bejlerët!
Kroftë Federacioni i popujve punëtorë dhe bujq të Ballkanit!

Shoku

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ

ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Нова вълна на терор в България

В Демократическия стовор има, както се знае, разни племена. Едни се явяват привърженици на некакъв по-мек политически курс спрямо трудовете маси, други минават за привърженици на засилената фашистка диктатура; едни са за открити и тесни връзки с фашистка Италия, други са за прокарането политиката на Франция и Англия. Тия течения водят борба и често доста ожесточена. Не липсват и закани и заплашвания на едни против други. Некои от дирижорите се опасяват даже за своя живот. Самия Цанков, казват, се опасява да не бъде убит. Племената си дават сражения вътре и вън от парламента; те си дават сражения и на македонска почва както в България така и в Петричко.

Но, каквито борби и да водят разните групировки в Демократическия стовор по между си, каквито заговори и да си устройват — в едно те всички са съгласни, единни: в борбата си против българския трудов народ.

Бесен терор вилнееше в България през времето на Цанков. Българския народ преживе страшни години. С идването на власт, обаче, на Ляпчев, кървавата система на управление не се измени. Терора продължаваше също тъй жесток, бесен, както и при Цанков. Само външните прояви се измениха. Ляпчев искаше да минава за демократ. Неговия режим, както и тоя на Цанков, беше една непрекъсната верига терор, постоянен, систематически, над трудовете маси, посегателство върху политическите свободи на гражданите, насилие върху печат, организации, кооперации и събрания; арести, побои, безследни изчезвания, убийства, убийства при опит за бегство, масови езекуции на цели села — това се вършеше без спир в продължение на повече от 5 години, от 9 юни насам.

Стана промена на личностите — системата си остана. Така ние посрещнахме кабинета Ляпчев. И нуждни беха няколко седмици за да се види, че този режим по нищо не се отличаваше от режима на Цанков; че той беше също тъй насилнически, както и режима на кървавия професор.

Режима на Ляпчев сега напомнюва най-страшните дни на Цанков-Русев-Вълковата власт. Особено през последните няколко месеца и специално през последния месец, терора на фашистката диктатура взе широки размери.

Какво става сега в България?

Събранията на всички легални организации на работничеството са забранени. От всекъде из България достигат сведения за разтурени събрания на Работническата партия, Независимите работнически синдикати и Младежкия работнически съюз. В софийския печат се съобщава, че са били разтурени свиканите събрания в София, Пловдив, Ямбол, Варна, Сливен, Търново, Перник и другаде. Окръжните сбирки на Работническата партия са били също тъй разтурени, освен в Пловдив, където работничеството е успело да държи своята конференция, въпреки усилията на властта да я разтури. Всички събрания на Младежкия работнически съюз, организирани по случай Международния работнически ден са били също тъй разтурени. Водачите на Раб. партия и на Независимите синдикати са били арестувани: В Търново — Ас. Бояджиев, делегат на партията, в Перник, члена на централното ръководство — Фердинанд Тодоров, Ямбол — секретаря на местната организация и пр. Освен водачите, арестувани са били масово работници, след като са били бити, в повечето градове в България: в Варна и София — всички младежи, нахлуващи се на местото, където щели да се състоят събранията, в Пловдив 32 души, в Търново 9 души и пр. и пр.

Един бесен поход бе предприет против работничеството

особено през времето на министерската криза в България. Почти всички трудови вестници: Новини, Земледелско възраждане, Младежка дума и др. беха спрени и редакторите им арестувани. Правителството на Ляпчев си послужи и с една маневра, за сметка на работния народ разбира се, за разрешението на кризата в смисъл какъвто той, Вълков и цар Борис искаха. Спектъра на болшевишката опасност бе издигнат: комунистически комплот бил »открит«. Резултатите — беха арестувани десетки и десетки работници и трудовата интелигенция. Според сведения на самата полиция, арестувани са били 50 души, от които 25 души били впоследствие освободени. Арестуване в фашистките затвори, това значи: насилие, бой, инквизиция. Всички арестувани са били подложени на най-големи мъчения. Един от тях, работника П. Типов, е бил толкова много изтезаван, че е предпочел да се самоубие, отколкото да понесе повече зверските мъчения на садистите. Никакъв комплот не е имало. Той е бил нужен на фашисткото правителство за да предприеме репресии против работническите маси и против техните организации. Това стремление на правителството проличава и от комюникето, което то публикува по повод »разкритата« конспирация. То съобщава, че Българската комунистическа партия била готвила »терористически акции«, че Раб. партия, Нез. раб. синдикати и вестник Новини били прикрития на тая партия и действували под нейно ръководство; че те били в връзка с Комунистическия интернационал и пр. и пр.

Но, всички тия измислици на правителството не ще успеят да заблудят българското и чуждо обществено мнение. Всеки, който малко от малко е запознат с системата на управление на българските фашисти, знае, че от като е установена фашистката диктатура в България, много пъти правителството е правило »разкрития«, то е фалшифицирало документи за да може да унищожи движението за освобождението на работните маси в тая страна. Правителството не можеше да бъде спокойно, когато виждаше как движението на трудящите се маси се засилва и как неговите политически и професионални организации ставаха по-крепки. За да нанесе удар на това движение и тия организации, то прибегна до лъжи и фалшификации. Поместената по-долу декларация на Централния комитет на Бълг. ком. партия най-красноречиво опровергава твърденията на българското правителство и разкрива истинските мотиви, които предизвикаха новите кървави репресии над работните маси в тая страна.

Терора на правителството обаче, не се ограничава само против трудовете маси. Той се засилва и по отношение на опозиционно настроените интеллигенти и дребна буржуазия, то засега и буржуазните и дребно-буржуазни опозиционни партии. В печата на тия партии всеки ден се дават сведения за разтурени събрания на опозицията и за арестувани, бити, пребити и безследно изчезнали български граждани.

А в това време, българския трудов народ прекарва страшни дни. Глада, който беше обхванал една голяма част от България, и сега продължава, като към гладуващите от северна и северозападна България и от балканските места се присъединиха стотини хиляди останали без храна, дрехи и подслон работници, селяни и еснафи от южна България, жертва на земетръса. Икономическата криза бушува из цялата страна. Безработицата души работническата класа; финансово България се намира пред банкрут и правителството се надева да отсрочи финансовата катастрофа като сключи на много тежки финансови и икономически условия заем, като продава стопанската независимост на страната и поема съд-

боносци за българския народ политически ангажменти пред западно-европейските империалисти. В затворите чезнат, от години насам, 850 души политически затворници; те са подложени на един жесток средновековен режим; семействата им страдат, лишени от помощта, която те биха могли да им дават. В страната има десетки хиляди души, чиито близки бежа убити и безледно изчезнаха през режима на военната диктатура и които прекарват в най-тежка мизерия; фашисткото правителство не само не им помага, но и пречи за да получат те подкрепа от другаде. В чужбина се намират над две хиляди души политически емигранти, които са изложени всеки ден на преследванията и шikanите на съюзната на българската власт международна полиция.

Новата вълна на бесен терор в България не ще сломи волята и енергията на българския трудов народ. Напротив, тя ще го подтикне към по-смела и по-решителна борба против фашистката диктатура, тя ще увеличи възмущението и протестите на общественото мнение. Тая борба и тия протести ще продължат до като бъде пометена властта на фашистките диктатори.

Д. Влахов

Лажите на правителството Ляпчев

По случай комуникето на Дирекцията на българската полиция относно организацията и дейността на Българската комунистическа партия, Централния комитет на тая последната е публикувал една декларация, която ние препечатваме тук за да докажем още един път с какви срамни лажки си служи правителството на Ляпчев в своята мръсна политика по отношение българското работничество.

Декларация на Б. К. П.

По повод комуникето на българската Дирекция на полицията, Ц. К. на Б. К. П. заявява:

1. Обнародваните «дати» са $\frac{3}{4}$ измислени от полицията; останалото е изтръгнато чрез жестоки мъчения на арестуваните, единия от които, Пандо Типов, е предпочел смъртта пред инквизиционните мъчения.

2. Подла лажка е, че Б. К. П. е възнамерявала да върши терористическа дейност. Терористическото и жадно за кръв сговористко правителство и неговата полиция имат нужда от една такъва лажка за да могат да оправдаят своите ежедневни насилия над работническото движение. Б. К. П. не прибегва към единични терористични действия; тя организира трудящите се за масова политическа революционна борба.

3. Подла лажка е също тъй твърдението, че Работническата партия и Независимите работнически синдикати са «поделения» на Комунистическата партия. К. П. нема никакви организационни връзки с тия организации.

4. На конгреса на Червения Интернационал на работническите синдикати са били изпратени делегати не от Независимите работнически синдикати, а от привържениците на тоя Интернационал, каквито има всред всички съществуващи работнически синдикати в България.

5. Вестник Новини и останалия легален печат на трудящите се маси в България не са никакви органи на Б. К. П. Б. К. П. има само следните органи и издания: а) Списание Комунистическо знаме, б) Работнически вестник, в) Библиотека Комунистическо знаме, г) Библиотека Народна защита и д) Ленинска библиотека.

6. Б. К. П. не е давала никакви пари на Г. Драгнев, депутат от Б. Н. З. С., а също тъй никакви срещи не са правени с него.

7. Измислица и лажка е, че Съветския Съюз субсидира Б. К. П. Последната събира своите средства изключително от хилядните нейни членове, както и от многобройните нейни симпатизируещи. Б. К. П. е една международна партия и като така тя може в случай на нужда да получава помощи от международния пролетариат.

8. Червената международна помощ винаги е подкрепяла жертвите на белия терор в България. Тя поддържа всички жертви на фашистката диктатура: комунисти, безпартийни, интелекенти и всички други борци против фашизма. Тая организация съществува напълно легално, освен в фашистка Италия и България, в всички останали страни на света.

9. Б. К. П. се бори за своето легално съществуване. До като не извоюва това, тя ще продължава да съществува нелегално и да води и за напред масите до окончателната победа.

Б. К. П. зове работническата класа и всички останали трудящи се към още по-енергическа борба против кървавото сговористко правителство и за събарянето на престъпната буржуазна диктатура.

Долу Закона за защита на държавата!

Пълна и безусловна амнистия за жертвите на фашистката диктатура!

Долу фашисткото сговористко правителство, агент на англо-френския империализъм!

Балканските държави и обезоръжаването

Известно е на всички, колко слаба бе ролята на балканските държави през време на дебатите, които се развиха в Женева по обезоръжаването. С голем труд те можаха да вземат думата. Как да си обясним това положение?

Ромъния има една доста многочислена армия и за нейното преорганизиране Франция не е останала чужда. Сравнително, тя поддържа един равен почти на великите сили милитаризъм. Причините, които нейните правителства дават по тоя случай, са прости. Тя иска да се обезпечи, от една страна, против Унгария, която претендира за ревизия на Трианонския договор и която не се отказва от претенциите си над Трансилвания. От друга страна, тя винаги предвижда възможността от едно сблъскване с Съветска Русия. Ромъния, като заграби незаконно и насила Бесарабия, си създаде един постоянен конфликт. Нейните отношения с Полша са от съмнителен характер. Ясно е впрочем, че ако й се отдаде случая, тя не би се поколебала да отвори война на Съветите. Недавнното пътуване на маршал Пилсудски в Ромъния заслужава в тоя пункт да бъде добре оценено. Букурещкия и Варшавския кабинети, само ако некоя от великите сили малко биха ги окуражили в тоя отношение, доброволно биха грабнали оржките против първата пролетарска държава. Освен това, армията е един важен политически елемент в Ромъния, както и в всички останали балкански държави. Николе правителство не би се решило да влезе в борба с нея, и Виталио Братяно, както и предшествениците му Жан Братяно, Щирбей и Авреско, разчитат изключително на нейната подкрепа за потушаването на каквото и да било възстание.

Югославия се намира почти в същите условия, в които се намира и Ромъния. Нейната външна политика е завоевателна. Сръбската буржуазия, империалистическа още от преди 1914 година, и днес още се счита за незадоволена от областите, които извлече от Сен-Жерменския, Трианонския и Нийския договори; тя поддържа една грамадна армия, възпитана в духа на френските методи, която получава своите директиви от столицата на Франция. Далеч от да се обезоръжи, тя се стреми към все по-големо въоръжение. Тя заявява, че трябва да се пази на три фронта: против Унгария, против България и против Италия, чиято Албания, особено след сключването на двата Тирански пакта, се смета за нейна съставна част. Тя не се счита достатъчно гарантирана и с договора, който тя сключи с френското правителство, макар това последното да й е обещало действителна подкрепа в случай на некакво стълкновение с фашисткото правителство.

Но тук съображенията от вътрешен политически характер заемат широко място. Армията е изпитанието, където се опитват да претопят разните сръбски, хърватски, словенски и босненски елементи, които са доста разнородни и тя би интервенирала, ако хърватския народ, например, би се отцепил или би се опитал да наложи федерализма чрез некаква действителна заплаха.

Гърция не желае да ограничи своите военни сили, както това не желаят Ромъния и С. Х. С. кралство. Безспорно, тя не е в положение да претендира, както това тя направи на другия ден след световната война, на част от Мала-Азия. Нейните чести поражения й посочиха благо-разумието и Мала-Азия, след като 1.200.000 души бежа настанени в Европа като бежанци, се лиши от своето гърцко население. Освен това, Гърция не се насърждава вече, нито от Франция, нито от Англия, за нов поход към Ангора. Най-сетне, нейното вътрешно положение не й позволява да храни широки замисли за завоевания. Ето защо, тя търси в момента по-скоро да преговаря с своите съседи — с Италия, с Югославия, с Турция.

Тя впрочем не се обезоръжава. Нищо почти не знаем за нейните реални отношения с Рим и Белград. Кой би могъл да ни каже поведението, което тя би възприела в случай на един възможен итало-югославянски конфликт?

Би ли тя тръгнала в съгласие с Италия за да се обогати в Македония? Би ли тя дала своята помощ на Югославия за да завладее некая част от Албания? Венизелос е ангажиран понастоящем в толкова много преговори, че с право се питаме, коя е неговата цел? Очаквайки, той държи непохватни своите контингенти, и върховната армия, от която зависи повече или по-малко, нема да му позволи да я закача.

За Албания ние нема какво да говорим по това. Ахмед Зогу, който е станал вече Зогу I, нема какво да отказва на Мусолини. Тоя последния безпорно го увещава и тласка към най-максимално рекрутиране на неговите войници.

Остава България. Ефективите на тая държава беха ограничени от Нийския договор и тя само хленчи за слабостта на своя милитаризъм. Впрочем, тоя милитаризъм е същия, който е на власт от 1923 година и благодарение на който Цанков успе да катурне Стамболийски и днес Ляпчев управлява чрез диктатурата благодарение на фамозния Демократически сговор. В България, покрай официал-

ната милиция съществува и друга една неофициална, много по-многобройна, която всеки момент може да бжде увеличена.

От Карпатите до Морея и от Адриатическото море до Егея, юго-източна Европа е разделена между милитаристичните държави, които поддържат един съизмерен на техните средства империализъм, опиращ се главно на армията. При искането щото те да намалят своите армии, те се чувствуват застрашени в своя принцип на живота. Ето защо, те грижливо се въздържаха от да вземат участие в празднословията, които се развиха в Женева през време на дебатите по обезоръжаването.

До тогава, до когато Балканите се владеят от разни династии и монархии, народите които го населяват ще влачат тежкото брем на грамадни военни разходи и винаги ще бждат застрашавани от призрака на войната. Само една Федерация на работниците и селяните, която ще ги сгрупира в едно и ще ги направи да бждат господари на собствената си съдба, ще може да ги избави от това тежко робско положение.

Пол Луи

Маршала на държавния преврат и ромънските чокои

Посещението на Пилсудски в Букурещ постави в движение световния печат. То раздвижи искрените приятели на мира, защото фелдфебела-грубиян не е скрил своите враждебни намерения по отношение на Скъветска Русия, върху територията на която и особено върху тая на Украйна, той е хвърлил око. Сигурен в подкрепата на френския и английския империализъм, той е държал един провокаторски език, като е заявил открито и почти без забикалки на в. Адеверул, излизащ в Букурещ, че войната с Скъветска Русия е неизбежна и че Полша и Ромъния трябва да държат своя барут сух и саблите си наточени.

Тия две държави, които са разкапани до мозъка в костите си и които могат да послужат за пример на варварство, както по отношение на своята противонародна и противоработническа политика, тжй и по отношение на жестокостите, които те проявяват към държаните от тях в робство етнически малцинства, се считат, по една ирония на съдбата, за »страж на европейската култура и цивилизация«, вземайки за сериозни глупавите твърдения на станалия за смех социалист Пол Бонкур.

Но въпреки излиянията, с които е бил приет маршал Пилсудски от ромънските чокои, — убийци на работниците, селяните и евреите, — полските шовинисти и ромънските националисти страшно се ненавиждат едни други.

За да дадем една ясна представа за интимните чувства, които тия два съседни народи хранят едни към друг, аз ще резюмирам на кратко разговора, който съм имал не много отдавна с един кфалифициран представител на живущите в Ромъния поляци.

»В Ромъния живеят около 100.000 поляци, от които 60.000 в Буковина, 20.000 в Бесарабия и 20.000 в Трансилвания, Банат и другите части на царството. Както е известно, Полша бе конституирана в отделна държава едва след разпадането на Австро-Унгарската монархия. Когато това събитие бе вече свършен факт, живущите в Буковина поляци се обърнаха до Ромъния и я помолиха да ги вземе под свое покровителство.

В 1919—1920 година бе сложен на разглеждане въпроса за принадлежността на живущите в Буковина поляци, която беше в съседство с Полша. По тоя повод се водиха преговори между един полски и един ромънски генерал, като представители на двете държави.

Запитана една от най-големите политически организации на живущите в Буковина поляци, тя се е изказала против присъединението на Буковина към Полша и то по следните причини: Буковина, която брой седем народности, е населена в своето болшинство с ромъни. Ако тая страна се даде на Полша, то въпроса с инородните малцинства би се изострил твърде много.

Изхождайки от тая точка зрение, полската политическа организация се е изказала, щото Буковина да остане под ромънско управление.

Живущите в Ромъния поляци също тжй дадоха

доказателства на лоялност. Впрочем, те имаха пълното право да бждат човешки третирани. Но какво виждаме?

Интересно е да се знае, че селяните съставляват 45% от целото полско население в Ромъния; занаятчийте, известни като добри майстори, — 25%; работниците — 15%; търговците — 5—8% и интелектуалците — 5%.

Това население, което в болшинството си е трудолюбиво и демократично, е било тормозено най-разнообразно от ромънската администрация по един отвратителен начин.

До 1922 година, ние имахме в Буковина една гимназия, две семинарии и 33 първоначални народни училища, а в Бесарабия от 5 до 6 училища.

Понастоящем в Ромъния не съществува нито едно полско училище. Всички училища са затворени.

Един курioзен случай.

През летото на 1922 година маршал Пилсудски беше посетил ромънския крал. По този случай беха му засвидетелствувани чувства на голема симпатия. Обаче, един час само след неговото отпътуване, училищния съвет реши закриването на полската гимназия. Семинариите беха закрити до края на 1923 година, а остатъка от полските първоначални училища, беха закрити последователно.

В 1924 година, по решение на училищния съвет в Буковина, бе забранено на полските ученици и ученички да говорят на своя матерен език в училището, както през време на почивките, тжй и през време на междучасията. За изправление на всеко нарушение на това нареждане, учениците и ученичките се наказваха с телесни наказания. Последните са били тжй жестоко бити, че мнозина от тях са били принудени по цели дни да паят стаята.

При започването, както и при свършването на занятията, молитвата »Отче наш« е требвало да се чете само на ромънски.

Съгласно закона, поляците трябва да имат в камарата един народен представител, а според броя на населението — двама, обаче, те немаат нито един.

Инородните малцинства в Ромъния влачат към своята Голгота кръста на страданието. Мога да ви уверя, че съдбата на полските малцинства е особено тжйна и възмутителна.

Ето шампионите на европейската култура и цивилизация в техната пълна голота!

Ако се умилкват и усмихват едни други и, ако не се самоизяждат, то е, защото треперят от своя съсед, който с примера на своята реална култура и цивилизация — земята на селяните, фабриките на работниците и пълна автономия на малцинствата — ги тероризира и заставя да се съюзават.

Борис Рилски

Угнетени граждани, работници и селяни!

Четете и разпространявайте

в-к „БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ“

орган на националните малцинства и потиснатите народи на Балканите

FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Intre culisele politice interne

Fără îndoială că stabilizarea din ultimii ani a stăpânirii capitaliste în țările înaintate europene a întărit stăpânirea burgheziei și în România, după ce aceasta, prin manevra reformei agrare și prin teroarea împotriva muncitorimei industriale, învinsese ea însăși pericolul revoluționar nemijlocit din primii ani de după război. Dar este în același timp incontestabil, că întărirea în acest sens a stăpânirii capitaliste în România merge paralel cu o creștere și înăsprire a crizei economice, politice, sociale și naționale interne. Căci »consolidarea« stăpânirii bancare în România este și nu poate fi atinsă decât prin exploatarea și mai înăsprirea a masselor muncitoare dela orașe (scăderea salariilor, sporirea orelor de muncă, creșterea scumpetei, șomaj permanent și lipsa oricărui ajutor dela stat pentru șomerii, etc.), a masselor muncitoare dela sate (lipsa de inventar, de credite pentru gospodăriile mici țărănești, taxe pe produsele agriculturii, comprimarea prețurilor acestor produse, biruri insuportabile, etc.), prin pauperizarea masselor mijlocii, prin ruinarea chiar a unei părți a industriașilor și negustorilor în favoarea trustului financiar-industrial liberal și prin aspirarea economică și națională a celor peste cinci milioane de »minoritari«. Iată de ce nu trebuie să surprindă pe nimeni, dacă o criză de guvern ar izbucni »pe neașteptate« în România. Neputând realiza împrumutul extern, inexorabil necesar pentru a salva economia capitalistă de dezastru, neputând face stabilizarea leului, neputând echilibra finanțele statului, în mijlocul unei crize de consumație nemaipomenite și al ruinei agriculturii, talpa economiei naționale românești, în mijlocul foametei devenite endemice, nu este decât firesc ca guvernul liberal, fără a lăsa din mâni puterea reală și efectivă, să caute a găsi mijloacele politice pentru a întâmpina catastrofa și a domestici pericolul de jos printr-o schimbare de decur sus.

Guvernul liberal este cu atât mai mult silit a căuta posibilitatea de a calma și înșela valul de răzvrățire general, cu cât propriile sale rânduri sunt rupte și sfâșiate de certuri și lupte lăuntrice. Fraudele multiple descoperite în ultimul timp, dintre care cea mai întinsă este fraudă cu terenurile petrolifere ale statului, au făcut să izbucnească pe față lupta dintre diferitele clii din care se alcătuiește majoritatea guvernamentală actuală. Slăbit astfel prin criza generală economică și financiară, atacat din flanc de către opoziția național-țărănească lăuntrică după avantajele puterii, mâncat dinăuntru de potrivnicile de clică partidul liberal, stăpân încă pe putere, caută o ieșire. Și, oricât ar părea paradoxal aceasta pentru cei ce nu cunosc temeinic și direct situația și împrejurările din România, liberalii caută și găsesc în național-țărănești pe partenerul potrivit pentru a salva în tovarășia lui stăpânirea bancherilor, ciocoilor și generalilor din clestele prăbușirii.

Ce-ar fi trebuit să facă un partid al masselor muncitoare dela sate, cum se pretinde Partidul Național-Țărănesc că este, într-o situația ca cea în care se găsește clasa stăpânitoare din România! Să mobilizeze la luptă masele și să le repedă într-un asalt formidabil împotriva stăpânirii bancherilor, ciocoilor și generalilor pentru a o doborâ pe aceasta și a întrona în locu-i o stăpânire a celor ce muncesc. Partidul Național-Țărănesc însă deși urmat de către mase largi țărănești și de către păturile mijlocii la orașe, nu este un partid al acestor mase, reprezentând interesele lor și numai ale lor, ci este un partid al acelor moșieri și capitaliști cari sunt în opoziție de interese cu trustul bancaro-industrial liberal și un partid al chibaburilor, parvenitilor și ariviștilor. Aceste grupuri utilizează încrederea masselor, dar în folosul lor, și nu în interesul masselor. Deaceia acest partid nu poate face apel la mase decât numai în măsura, în care acțiunea acestor mase poate constitui un mijloc de presiune asupra liberalilor pentru a-i sili la concesiuni și la împărțirea puterii cu păturile din opoziție ale burgheziei. Indată însă ce există pericolul, ca masele chemate la acțiune să treacă dincolo de linia și intențiile politice ale șefilor, aceștia bat în retragere, abandonează masele și lupta lor și trec la tratative cu »dușmanul«, așa cum a arătat-o Alba-Iulia.

Alba-Iulia, precum și un șir de alte evenimente, a arătat național-țărăneștilor, că ferberea din sânul masselor a ajuns la un așa grad, încât odată chemate la acțiune ele amenință să treacă peste capul conducătorilor. Deaceia național-țărăneștii au devenit astăzi iarăși senzibili la ofertele și șoaptele făgăduitoare pornite din »cercurile înalte«. Și într'adevăr, în loc de mobilizarea masselor vedem cum un șir de întrevederi mai mult sau mai puțin secrete și discrete au avut loc între proeminențe liberale și conducători național-țărănești.

Planul liberalilor pare să fie acesta: să atragă mai întâi în sfera intențiilor lor celelalte formațiuni opoziționiste (partidele domnilor Averescu și Iorga); să manevreze cu acestea pentru a intimida pe național-țărănești amenințându-i că, dacă nu cedează, guvernul viitor va fi încredințat alianței Averescu-Iorga; să provoace astfel o întărire până la preponderență lăuntrică la național-țărănești a elementelor oportuniste și liberaloide; și să aducă la îndeplinire apoi o combinație de guvern-mozaic cu național-țărănești, asupra căruia însă ei, liberalii, să aibă controlul și influența hotărâtoare și pe care să-l poată oricând disloca prin agenții liberaloizi din sânul lui.

În sânul Partidului Național-Țărănesc acest plan al liberalilor, de a atrage pe național-țărănești într-o combinație guvernamentală sub egemonia liberalilor și a Regentei (liberale și ea), este departe de a fi respins cu unanimitatea pe care naivii ar aștepta-o. O fracțiune a național-țărăneștilor este hotărât favorabilă unei combinații cu liberalii, indiferent dacă în viitorul guvern național-țărănești vor avea posturile de onoare, dar vor fi controlați de către minoritatea liberală, sau dacă guvernul va fi complet ocupat de național-țărănești, dar va fi la dispoziția politică de fapt a liberalilor stăpâni pe pozițiile »constituționale« (Regență, armată, poliție, Siguranță, înalta burocratie) și stăpâni mai ales pe Banca Națională și pe pozițiile decisive economice. Cealaltă fracțiune a conducătorilor național-țărănești, făcând ea și cum ar fi »contra« oricărui fel de angajament cu liberalii, este de fapt hotărâtă a se lăsa violentată de fracțiunea liberaloidă ca fecioara din anecdotă de flăcăul din tufiș.

Este clar că o schimbare de guvern în asemenea împrejurări și condiții nu ar însemna decât întărirea pozițiilor fundamentale ale liberalilor. Într'adevăr, astăzi liberalii sunt cunoscuți și urâți cu furie de către toate păturile poporului. Un guvern liberal apare limpede în ochii și ai celui mai simplu țaran drept ceea ce este: expresiunea stăpânirii bancherilor, ciocoilor și generalilor cu ajutorul jandarmilor asupra poporului muncitor. Altfel ar sta lucrurile cu un guvern, din care liberalii ar lipsi sau pe care liberalii, *pro forma*, l-ar combate chiar. Când acest guvern ar avea în fruntea sa pe d. Maniu, de-o pildă, atunci iluzia ar fi și mai iscusită și ar reuși pentru o bucată de vreme. Valul răscolitor de jos s-ar retrage pentru o clipă, furiile amenințătoare ale masselor populare s-ar domestici deocamdată. La adăpostul unui asemenea guvern însă stăpânirea bancherilor, ciocoilor și generalilor ar căpăta un răgaz, iar la momentul potrivit, după ce situația va fi fost salvată, după ce castanele vor fi fost scoase din foc cu mâinile național-țărăneștilor, posesorii puterii de fapt vor trimite la plimbare pe posesorii aparenti și de formă numai ai ei.

Nu este însă exclus ca acordul dintre liberali și național-țărănești să fie ceva mai temeinic, să fie mai mult decât o tragere pe sfoară a acestora din urmă, anume: să fie o tragere pe sfoară a masselor și numai a lor. Anume se poate ca sub presiunea capitalului străin și a puterilor imperialiste acordul dintre liberali și național-țărănești să se facă într'adevăr pe baza unor concesiuni reciproce în vederea consolidării stăpânirii întregii clase burgheze din România, pe baza unor concesiuni făcute de către unele din păturile clasei în favoarea altora dintre ele. Un asemenea acord ar avea scopul de a garanta împrumuturile și plasamentele străine de capital și de a pregăti politicește războiul împotriva Uniunii Sovietice.

În cazul acesta lichidarea crizei nu va fi decât aparentă, trecătoare; ea va fi numai suspendată pentru un scurt, foarte scurt timp, până ce masele se vor desmetici și scutura din ameteală. Ea va reapare însă din nou, deastădată reproducându-se pe o scară mai întinsă, în forme și mai acute și mai clare: în forma luptei dintre masele poporului muncitor din

satele și orașele României și din provinciile ei asuprite deoparte și lagărul diferitelor fracțiuni concentrate ale burgheziei deca-laltăparte. Lupta se va da atunci de către masele populare pe un plan mai ridicat și în chip lămurit și mai conștient pentru un guvern muncitoresc-tărănesc. Datoria avant-gardei conștiente a maselor muncitoare din România este de a se pregăti, pentru a nu fi surprinsă de o »schimbare de guvern« a la Liapceff (vezi declarația domnului Vaida la procesul din Cluj) și pentru a se folosi de târguelile și mașinațiile liberale-național-tărăniste, ca să demaște pe aceștia din urmă în fața maselor și să le strângă pe acestea sub o nouă conducere și sub steagul luptei pentru o Românie Muncitoresc-Tărănească în cadrul Federației Republicilor libere din Balcani.

I. Mateescu

Procesul de masă dela Cluj continuă

Procesul anti-muncitoresc, despre care am vorbit într'unul din numerile noastre trecute, continuă în fața Consiliului de Război dela Cluj. Atât din interogatoriile celor aproape o sută de acuzați, cât și din depozițiile sutelor de martori a reeșit luminos, că ne aflăm iarăși în fața uneea din acele înscenări stupide, care au făcut până acuma faima Siguranței peste hotarele țării.

Originea procesului o găsim în arestările din Martie anul acesta, când Siguranța a dat sfoară că a descoperit o »nouă organizație comunistă secretă«. Această »descoperire« a fost însă numai un pretext pentru a înscena un proces monstru și monstruos nu numai Partidului Comunist și Tineretului Comunist, organizații muncitorești care sunt silite să activeze în Romania din pricina teroarei ilegal, ci mai ales Sindicatelor Unitare din Transilvania, Ajustorului Roșu, Ajustorului Internațional Muncitoresc și unui grup de intelectuali radicali minoritari unguri. Scopul procesului este deaminieri formulat în chip neacoperit de către însuși actul de acuzare, care se încheie cu cererea ca sindicatele unitare să fie dizolvate ca fiind organizații comuniste.

Procesul dela Cluj a devenit astfel un proces împotriva oricărui fel de activitate muncitorescă de clasă în Transilvania. Și într'adevăr, stau pe banca acuzării, alături de reprezentanți ai Partidului Comunist și ai Tineretului Comunist, conducătorii Sindicatelor Unitare, ai Comitetelor de Ajustorare pentru Victimele Teroarei, ai Ajustorului Muncitoresc și personalități ai intelectualității minoritare din Ardeal.

»Dovezile« acuzării constau din declarații stoarse la Siguranța din Oradja și de-aiurea prin prea-binele cunoscute mijloace de tortură și sânge. Autorii torturilor au defilat ca martori în fața consiliului și a opiniei publice, caracterizați

de către victimele depe banca acuzării drept ceea ce sunt: băta-și lași și mincinoși. Ceea ce a atras pedepsirea pe loc a acuzaților de către președintele Consiliului de Război cu câte 15 zile de carceră. Procesul se judecă astfel nu numai în lipsa celor mai importanți martori din țară și străinătate (Purcell, Münzenberg, Scotus Viator, etc.), împiedicați înadins de către autorități de a veni la proces, ci și în absența unora dintre acuzați însuși.

Că »judecătorii« sunt porniți să trimită la ocnă pentru mulți ani pe reprezentanții muncitorimii ardelenne și ai intelectualității radicale minoritare, asta reeșă în chip limpede din manifestările de până acuma ale președintelui, colonelul Păcală. Dânsul a împiedicat orice discuție asupra »metodelor de investigație« ale Siguranței, care stau la originea și la baza acestui proces monstruos; a refuzat să amâie procesul pentru ca martorii absenți și înadins nechemăți să se poată prezenta, mai ales în cazul martorilor din străinătate; dânsul terorizează pe acuzați trimițându-i depe banca acuzării la carceră de îndată ce îndrăznesc să se apere cu demnitate; iar într'una din ultimile ședințe dânsul a apostrofat cu violență chiar și pe unul din avocați, pentru că a »îndrăznit« să aducă un buchet de flori uneea din acuzate, care se apărase în chip demn și curajos. Din partea »judecătorilor« militari, despre care însuși președintele Uniunii Avocaților din România a spus odată că sunt »judecători din ordin«, nu se poate aștepta deci nici-un fel de sentiment omenesc.

Tot așa nu se poate aștepta nici-un sprijin din partea național-tărăniștilor. Vice-președintele acestui partid, domnul Vaida-Voevod, a declarat ca martor în fața Consiliului că, în cazul când național-tărăniștii ar veni la guvern, dânsii »ar vota o lege care ar împiedica orice propagandă comunistă«. Pe baza acestei legi »ar fi judecați și condamnați comuniștii, spre deosebire de situația de acuma, când ei sunt condamnați fără nici-o lege«.

Dar din partea opiniei muncitorești din lume, din partea intelectualității cinstite din Europa noi așteptăm o acțiune de protest, sub puterea căreia însuși Consiliul de Război din Cluj și guvernul dela București, care stă la spatele acestuia, să trebuie să cedeze.

Procesul dela Cluj trebuie rupt, acuzații puși în libertate, torturatorii dela Siguranță trimiși în locul muncitorilor schingiuiți la temniță. Noi cerem, alături de muncitorimea din România, libertate deplină de organizare atât pentru sindicatele unitare, cât și pentru Partidul Comunist și Tineretul Comunist, în care muncitorii din România își văd reprezentanții și conducătorii lor de clasă. Și pedesupra noi cerem amnistie generală atât pentru muncitorii condamnați până acuma, în frunte cu Boris Stefanoff și Bujor, cât și pentru țărani aruncați în temniță pentru rebeliuni agrare și pentru soldații trimiși la ocnă pentru »delicte« comise încă în timpul

Delablaj

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

Наша анкета о Балканској Федерацији

Карло Вилкер

Карло Вилкер родио се је 1885 у Оснабрику. Дуже времена бавио се је педагошким, практичним и научним радом као директор »Zeitschrift für Kinderforschung«, па после поново учио медицину. Суделовао је као лекар у првим годинама рата. Од пролећа 1917 до новембра 1920 био је директор великог васпитног завода града Берлина. Реакција га присили да напусти свој посао. Од тада живи повучено на селу као саиздавач часописа »Das werdende Zeitalter«.

Праведност, слобода, мир може само тамо да буде где се поштује и следи најједноставније људско правило: закон љубави ближњег, човече и братске љубави. По свему што сам читао о Балкану морам да верујем да је тамо гогово више него ли у осталој Европи легло неправде, неслободе и немира — можда неке тамне силе имају интерес да одрже

то легло а да то не знају на Балкану, па да нити не сумњају о том како их израбљују. Одакле да садашњи властодршци, којима је људска вредност само незнатан уложак за личну корист, имају интереса да на Балкану постане друштво него ли је сада? Прама њиховој демонској задаћи брига им је да потлачено становништво држе стално у немиру е да у даном случају из националних трзавица начине велику екенлозију.

Како да се учини овом једанпут крај? Немам више поуздања у веселе револуције, али бих ипак желео устанак народа на Балкану, устанак читавог народа из уверења да су границе људско дело, овако самовољно повучене једино ради капиталистичких интереса. Устанак, који би од подложених учинио господаре, а за такве довео људе и жене, који би уз паметно разумевање великих људских невоља имали најпре велику љубав за људска срца, без обзира на расу, сиромаштво или богатство.

Могло бих да замислим да ће мирним путем настати ова промена, кад би Друштво Народа познавало своју праву мисију и створило балканску федерацију. Нема ништа на свету, шта се не би дало створити! Прама задњем светском рату свакако је далеко лакша задаћа за политичара да ује-

дини становнике Балкана под уветима, који би им учинили живот угодним и подношљивим. Време сили на федеративне заједнице! Али политичари који у ово време владају знају да би у том случају за увек пропали. За то чине све што могу проти тој идеји!

Након таквих размисљања увек ми сазрева мисао да само нови људи могу да воде велику, мирну и ослободилачку политику. Васпитати те нове људе — задаћа је нас свију а не само професионалних педагога. На делу су хиљаде сила свих калибара да запрече то васпитање! Створимо противакцију! Старајмо се да сваки отац, свака мајка — не само на Балкану — и с њима сваки и свака љуби децу, у њима развије силе, које ће им бити на срећу, а људском друштву на корист.

Ослобођењем деце — ослобођењу народа!

Карло Вилкер

Теодор Либкнехт

Др. Теодор Либкнехт родио се је у Лајпцигу 19. априла 1870. Син је гласовитог револуционара Вилхелма Либкнехта и брат Карла Либкнехта. Похађао је правни факултет у Лајпцигу, Фрајбургу и Берлину. Адвокат. Бивши члан пруског парламента. Вођа независних социјалиста.

Уговорима «о миру» није никако осигуран мир на Балкану, него је створено трајно ратно стање. Три државе балканског полуострва поделише онај део европске Турске, који је највише био способан да оствари независно политичко јединство — Македонију. Делом да утврде своју нову власт, а делом да повећају своје делове ове државе почињају таква дела, која излажу мир на Балкану, а по том и у Европи великој погубељи.

Након дугих, тешких борба да се ослободи јарма турских султана налази се сада Македонија под троструким јармом и три је владајуће државе систематски уништавају, свака за циљеве своје политике: асимилацију, пљачку, им-

перијализам. Садашње пљачкашке и империјалистичке владе на Балкану стварају на овај начин вештачки мржњу и сукобе међу различитим балканским народима.

Српски и грчки властодршци тлаче бугарске Македонце у циљу асимилације; бугарски властодршци опет свим могућим индиректним средствима подстрекују на мржњу проти Србима и Грцима, који су уграбили делове Македоније «који би морали да припадну Бугарској». Тако се подржава трајно непријатељство између Србије, Бугарске и Грчке, а Македонија још увек остаје крваво разбојиште. С друге стране тлаче владајуће клике политички и сопствени народ, радне масе да их узмону што немилосрдније да пљачкају. У свим балканским државама бесни срамни закон «о заштити државе» и угушује сваки и најмањи покрет радничких маса да захтевају права, која су им на папиру зајамчена у разним уставима. Влађајуће су династије неравно у првом реду на том заинтересоване да се тлаче народне масе и за то употребљују сва могућа средства. Да Балкан дође до мира и да се учини крај вечним немирима, који не угрожавају само мир на Балкану него и у Европи мора да се реше национална и социјална питања. Национална питања на тај начин да се разним балканским народима призна најшира аутономија, у првом реду Македонији, чија је земља — то се мора поновно подвући — ради њеног географског положаја сама по себи одређена да чини политичку јединицу. Социјална питања опет тако, да се народу осигурају сва политичка права, којима ће учинити крај тлачењу и пљачки династија и капиталистичких клика, које су сада на влади.

Разноликост нација на Балкану захтева њихово уједињење, њихов савез у моменту када достигну своју аутономију, да не би постали објекат пљачке империјалистичких и капиталистичких великих сила. С друге стране био би овај савез, ово уједињење за разне балканске народе — чији су интереси ради њиховог географског положаја идентични — економска потреба. Са овог двоструког гледишта био би савез аутономних балканских народа у федеративној балканској републици на срећу балканских народа, балканског и европског мира.

Др. Теодор Либкнехт

Кључ решења националног питања у Југославији

Београд, средином октобра

Поред Македонског питања које потреса послератну Југославију, избило је на политичку позорницу после крвавог атентата у београдској скупштини у акутној форми и Хрватско питање.

И једно и друго питање међутим јесу саставни део нерешеног националног питања, са тим у вези и са аграрним и сељачким питањем која потичу од постанка «уједињене» Краљевине С.Х.С. За београдске хегемонисте не постоји ни једно ни друго питање...

Македонију они сматрају интегрирајућим делом Србије, коју су они од Турака ослободили после вековног ropста. То је разуме се политички и дипломатски фалсификован аргуменат за јавност, у ствари је Македонија за њење «ослободице» Калифорнија, а македонски народ, широке радне масе без обзира на верско и национално обележје — обесправљено робље које већ деценијама крвари под бичем својих «ослободиоца».

Хрватски политичари за ових десет година заједничке владавине са београдским властодршцима изборили су из историје Македонију, они су прихватили великосрпску тезу и самим тим спосе одговорност пред хрватским народом и историјом за режим који тамо влада. Македонски народ неће им то никада заборавити и ако се у последње време чује ту и тало по неки протест од овога или онога хрватског политичара на стање под којим грца македонски народ.

Изностили разлоге који су руководили хрватске политичаре да заборава на Македонију излишно је и захтева специјално објашњење. За њих ни Хрватско питање није постојало после капитулације вођства Хрватске Републиканске Сељачке Странке. Видовдански централистички устав био је аксиом за Београд и Загреб све до стварања С. Д. Коалиције и пречанског фронта — све до 20 јуна, када је Пуниша Рачић својим парабелумом «разбудуио» хрватске политичаре и дао сигнал да се има и Хрватска македонизирати.

Хрватско питање «васкрсло» је одједном после Радићеве смрти ма колико су се њега клонили и Београд и Загреб т. ј. политички фактори ових двају политичких центара.

Вештачки параван којим је хрватско питање од 1925 г. заклоњено било, пао је најзад...

С. Д. Коалиција поручила је Београду 1 августа о. т. да као сатисфакцију за убиство Радића тражи распуштање крваве скупштине (крвава је била већ од 1920 г.) и распис нових избора под неутралном владом. После тога дошло је напуштање и формални прекид са Београдом... иза тога социјални бојкот против режима.

Властодршци свесни свога положаја доводе на владу словеначког језуиту Коропшца са истом композицијом владе до 20 јуна. О изборима и распуштању скупштине ни помена, на социјални бојкот С. Д. К. примена закона о заштити државе...

Београдски властодршци нису сентиментални, на платонске изјаве и мере С. Д. К. режим увиједи и плаши ефикасним мерама које широке масе у пречанским крајевима у пуној мери већ осећају (препуни затвори, екзекутивна наплата порезе, самовоља и шикане полиције).

Хрватску а са њом и све остале покрајине режим систематски македонизира. Широке масе са стрепњом очекују зиму која ће изнова милионе бацити у ужаснију беду и већу глад но прошлогодисња. Глад а са њом и беспослица десеткују масе...

Тражи се излаз. Класносвесни пролетаријат поставио је правилно своје захтеве. То исто учинио је Р. С. Р. С. Они позивају на отворену борбу све потлачене нације под великосрпским јармом, све сељаке у борбени савез радника и сељака.

Хрватске широке радне масе немају ништа од социјалног бојкота и нових избора. Њихови захтеви нису захтеви С. Д. К. вођа. У одлучној борби за самоопредељење потлачених народа државе С. Х. С. све до оцепљења лежи језгра хрватског питања. Хрватске широке радне масе а наполе сељачке морају пружити руке македонској својој напаћеној браћи и тако створити гвоздени обруч против својих угњетача.

Место нових избора сазив покрајинских скупштине сељачких и радничких преставника који ће репавати о даљој судбини широких радних маса. Створити платформу за заједничку борбу на горе споменутој основи и позвати у сарадњу све прогресивне елементе јесте непосредни задатак на путу ка националном ослобођењу потлачених народа у Југославији.

Димитрије Јовановић

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Naša anketa

kod znamenitih evropskih političara i književnika
o Balkanskoj Federaciji

Augustin Hamon

Augustin Hamon, sociolog, filosof i kritičar, rodio se je u Nantesu 20 siječnja 1862; ali je već od svog djetinstva živio u Parizu. Učio je u liceju Condorcet i započeo je pisati 1881, dakle u svojoj 19 godini.

Najprije se je bavio fizikom i kemijom i objelodanjivao svoje rasprave u mnogobrojnim znanstvenim časopisima, od kojih su neke prevedene na poljski, engleski, dapače na turski.

Sve do 1889 bavio se je specijalno samo znanostu ili radje »primjenom znanosti na utjehu roda ljudskoga«. Da se počne aktivno baviti sociologijom, trebao je odati samo korak: Augustin Hamon učinio ga je odlučno i svojoj novoj nauci pridonio svoj duh metodičnosti, tačnosti i sinteze.

Suradjivao je u »Egalité«, »Revue Socialiste«, »Art social«, gdje je iznio glasovitu raspravu o »ljudima i teorijama anarhizma«, koja je izašla potom kao brošura, pa prevedena na španjolski i talijanski.

God. 1893 piše u »Arhivu za kriminalnu antropologiju« esej o definiciji zločina. Objelodanjuje knjigu, koja je uzvitala toliko prašine: Psihologija profesionalnog vojnika. U istoj godini Hamon započinje sa znanstvenom, filozofskom i sociološkom kritikom Zatim 1896 objelodanjuje »Socijalizam i Kongres u Londonu«. Drži kurseve iz kriminalistike. Osniva »Humanité Nouvelle«, drži kurseve o savremenoj historiji, suradjuje u raznim časopisima i novinama, objavljuje prevode. U 1898 osniva i vodi »Međunarodnu Biblioteku Socijoloških Znanosti«.

Treba temu nadodati onaj rad, koji obavlja Hamon za mnogobrojna društva, kojih je on član, kao: Društvo za javnu medicinu u Belgiji, Kraljevsko talijansko higijensko društvo i tako dalje.

Njegova neumorna djelatnost okreće se na sreću početkom ovog stoljeća 1904 prama novim predmetima: Bernard Shaw povjerava mu prevod svih svojih djela. Od 1914—1916 drži niz konferencija u Engleskoj. Već prije rata sudjelovao je u nacijskoj i internacijskoj socijalističkoj akciji. Bio je u Francuskoj tajnik federacije sjeverne obale, član nacijskih vijeća i kongresa. I eto od 1916—1920 izdaje »Pouke iz svjetskog rata«, koje izlažahu najprije na španjolskom, pa redom na francuskom, engleskom, portugalskom jeziku; zatim »Radnički pokret u Velikoj Britaniji«, koji je isto tako izlazio na više jezika, pa »Svjetska kriza socijalizma«.

Ne spada u okvir ovog malog pregleda da navodimo potanko sve vrste djelatnosti Augustina Hamona, jer ta je ogromna.

Nadamo se, da će i ovo malo poteza, pa i u svoj njihovoj kratkoći, omogućiti našim čitaocima, da ocjene veliku važnost, koja pripada odgovoru Augustina Hamona na našu anketu.

1. Ne! Sadašnje riješenje makedonskog pitanja ne odgovara načelima pravdnosti i slobode. Od 1916, u svezku »Les Leçons de la guerre mondiale«, pisao sam na strani 299 francuskog izdanja (Giard, izdavač, Paris 1917) ovo:

»Ali je tu Makedonija i Trakija! Statistike po narodnostima više, manje su iskrivljene i cifre neprestano variraju prama osjećajima ili narodnosti statističara. Trebala bi, po našem mišljenju, da jedna internacijska komisija geografa, etnologa, ekonomista i političara podijele zemlju prama većini pučanstva između Bugarske, Srbije i Grčke uzimajući uvijek za osnovu: slobodu i ravnopravnost manjina i da utvrdi ustav za ove zemlje.

Možda bi najbolje riješenje bila autonomija nezavisnost Makedonije umjesto njene diobe. Svaka jezična grupa uživala bi jednaka prava, tamo bi se malo po malo stvorila nova nacija zasnovana na slobodi, kako što se je stvorila Švajcarska u toku zadnjih pet stoljeća.« Ja sam pisao ove retke prije nego li je Woodrow Wilson utvrdio svojih četrnaest tačaka i prije ruske revolucije, pošto su oni bili u španjolskom izdanju mog djela (izdavačka kuća Prometeo) u studenom 1916.

Ali kad sam 1919 uočio način, na koji francuska i engleska vlada varaju W. Wilsona i njegova načela pokajaju u fabricaciji takozvanih mirovnih ugovora i stvaranju Društva Naroda, ostavio sam svaku alternativu i bio sam na čistu, da je najbolje riješenje — autonomija, nezavisnost. Ovu sam misao iznio u mom malenom djelu: »A Conférence da paz e a sua obra, o que ela foie o que devia ser«, koje je izašlo u Lisabonu 1919.

Događaji, koji se odigraše ima devet godina, samo potvrđuju ispravnost mojih nazora iz 1916. Oni još jednom pokazuju pogriješku — tako štetnu za čovječanstvo —, kad se hoće ljude porobiti i podjarmiti. Ta pogriješka vodi neminovno ratu i svi Locarno svijeta, sva »stavljanja izvan zakona« neće ga zapriječiti. To je samo zavaravanje naivnih naroda.

2. Ne, u današnjem stanju balkanskih zemalja, koje podržava zapadni kapital, u prvom redu engleski i francuski kapitalisti, prava narodnih manjina niti će biti poštovana niti zajamčena. Ne mogu to ni biti, osim u mjeri, koliko to služi interesima kapitalističkih vodećih krugova.

3. Samo je jedno sredstvo, da se dokrajči tlačenje narodnih manjina i hegemonističko suparništvo: to je stvaranje slobodnih država ili slobodnih, autonomnih ili između njih slobodno udruženih naroda, kao što su švajcarski kantoni, države federativne republike Udruženih Država, republike federativne republike SSSR. Još k tomu mora gospodarski oblik ovih država biti socijalistički, zadržati sa nadmoći kolektivnosti nad pojedincem, u skladu sa općom tendencijom, da se progresivno socijalizira sve, što je moguće socijalizirati.

4. Balkanska Federacija gotovo je nemoguća sa sadašnjim vladama, koje se temelje na međusobnom nacijskom antagonizmu. Svaka vlada teži za hegemonijom: Provdaja glupu politiku služnika naprama svojim zapadnim kapitalističkim gospodarima, a politiku okrutnih gospodara prama narodnim pučkim masama. Balkanska Federacija za sada je nemoguća, pošto ima kraljeva na Balkanu, a svaki kralj nastoji iz ličnih razloga, da ostvari, što veću hegemoniju nad svojim susjedima, a autokraciju nad svojim podanicima.

5. Federacija balkanskih naroda moguća je, ako su narodi gospodari svoje sudbine, to znači, ako su pod republikanskom formom sa potpunom vlašću nad svojom unutrašnjom vladom. A to zahtjeva, da nestane kapitalističkog gospodarenja kod njih i da se oslobode gospodstva zapadnih kapitalista. Iz toga slijedi, da je Balkanska Federacija moguća samo u ovim dvjema alternativama:

1. Balkanski narodi pobune se, podignu i ustanove sovjetske, socijalističke republike udružujući se sa SSSR, da se uzomognu oduprijeti zapadnim kapitalistima.

2. Narodi Zapada (Francuska, Njemačka, Velika Britanija) naprave revoluciju silom ili parlamentarnim putem (ovo je moguće u Engleskoj) i oborivši kapitalizam kod kuće — oslobode balkanske narode ostavljajući ih slobodnim i pružajući im primjer, kojega imaju slijediti.

Ova druga alternativa biti će, po mom mišljenju, nužna posljedica prve, jer će tada buknuti opći rat.

Iz predjašnjega slijedi, da je mislim, da će emancipacija naroda i pojedinaca u svakog naroda nastupiti kao posljedica novog rata, koji će osloboditi Evropu i Aziju, kao što je rat 1914—1918 oslobodio narode carističke Rusije i pripravio oslobodjenje za ostale evropske i azijske narode.

Ovaj rat čini mi se neizbježivim, jer tomu vodi sva politika svih kapitalista svijeta u nadi, da osvoje nova tržišta i zarobe još više proizvodjačkih masa.

Krvav je to zaista put, kojim čovječanstvo stupa za osvojenje svoje slobode i gospodarske jednakosti! Ali šta da se radi sa ovim ljudim vladajućim krugovima, neprijateljima čovječanstva? »Naš neprijatelj — to je naš gospodar, rekao je mudri gatalac, a drugi mudrac, koga nagradiše pribijanjem na križ, kazao je: »Ne zovite nikoga svojim gospodarom!«

Narodi, oslobodimo se naših gospodara i najbolje ćemo ostvariti kraljevstvo božje, što ga obećava Pismo.

Augustin Hamon

Oto Nuschke

Oto Nuschke rodio se je 23. veljače 1883. u Frohburgu (Saska). Učio je akademiju grafičnih umjetnosti i sveučilište u Marburgu. 1902. urednik »Hessische Landeszeitung«, a od 1903. glavni urednik istog lista. 1910. parlamentarni urednik »Berliner Tagblatt«. Od 1915. glavni urednik »Berliner Volkszeitung«. Član pruskog sabora. Napisao je više brošura. Saosnivač i član predsjedništva njemačke demokratske stranke. Oto Nuschke jedan je od najvažnijih političkih pisaca i žurnalista Njemačke.

Usprkos strahovitog tehničkog napretka i svladanja materije u duhovnom i političkom smislu samo smo malo iznad prošlih epoha svjetske povijesti. U najboljem slučaju promijenili su se samo oblici, u kojima se ljudi tlače. Nekoć je važilo terorističko načelo *cuius regio, eius religio*. Danas se ne tjeraju ljudi više silom na drugu vjeru, ali umjesto apsolutističkih kraljeva, koji tjerahu na drugu vjeru pokušavaju diktatori, koji često zlopotrebljuju demokratsku firmu, da silom odnarde ljude. Danas vrijedi: *cuius regio, eius natio!* Nacionalitetno pitanje nije ugovorima o miru pravedno riješeno niti na Balkanu niti drugodje. Samo potpuno slobodni plebiscit pod zaštitom Društva Naroda sa njegovim moralnim i vojničkim sredstvima može donijeti pravedno rješenje. Samoodredjenje naroda zaista je evanđelje i najveća je ljudska tragedija, da je njegov prorok Mr. Wilson posjedovao samo ispravnu spoznaju, ali da su drugi državnici imali odlučnu volju, a ti su priznavali njegove ideje samo riječima.

Tako u stvarnosti bijesni rat dalje, strašniji i bezdušniji nego li ikada.

Dosadašnje vlade na Balkanu pokazale su se potpuno

nesposobne, da priznaju narodnim manjinama, koje pripadaju njihovim državama barem ona prava, koja im zajamčuje društvo naroda. Ali je dosad u ovom zatajilo i društvo naroda. Potrebno je upravo u ovom potresti njegovom savjesti, pošto ovaj strašni rat proti potlačenim narodima nosi u sebi pogibelj novog svjetskog požara. Prije ili kasnije morat će se društvo naroda pozabaviti uređenjem i odstranjenjem teritorijalnih nemogućnosti ugovora o miru. Ono bi postalo najvećom moralnom silom svijeta, ako bi našlo srčanosti, da u svim pograničnim predjelima provede slobodno i neodvisno glasovanje naroda, plebiscit. Pri tom se mora opaziti, da bez obzira na ispad glasanja, mora da se prizna *svim narodnim manjinama* potpuno pravo na kulturnu autonomiju. Materinski jezik, škola, jednakopravnost u državi — sve bi to moralo zajamčiti društvo naroda svim pripadnicima zemlje kao neotudjivo pravo. Dogodi li se to, tada je pitanje podredjene važnosti, da li ta čovječja prava poštuje savez država ili pojedina država. Naravno, da bi Balkanska Federacija postala važna spojka u sistemu Sjedinjenih Evropskih Država. Ne postoji li bojazan, da će balkanski narodi međusobno sumnjati, da jedan od njih teži za hegemonijom? Takove će bojazni otpasti, kad Balkan i balkanski narodi postanu ravnopravni članovi *evropske državne zajednice*.

Ova bi morala naravno obuhvatiti sve evropske države, te imati za cilj uvlačenje Engleske i Rusije. Ona će morati, da prepusti široko polje djelovanja u vlastitom kulturnom životu velikim i malim narodima. Ako ona dovede Evropu samo do gospodarskog jedinstva i evropske narode do narodne slobode i ravnopravnosti, u tom bi bio napredak čovječanstva, koji bi dostojno stajao uz bok velikim tehničkim tekovinama naše dobe.

Oto Nuschke

Predsjednik kraljevske vlade — ubojica!

I ako se povjesni događaji ne povraćaju, kako tvrde povjesničari, povraćaju se u stalnim povjesnim epohama političke metode vladodržaca kod pojedinih naroda. Te su metode različite prema kulturnom i moralnom stupnju vladodržaca, odgovaraju više njihovim ličnim sklonostima i pokazuju nam najbolje sredstva, kojim se žele održati na vlasti.

Oprobano sredstvo političkog održanja u dinastije Karadjordjevića je n. pr. *naručeno umorstvo*.

Petar Karadjordjević, nazvan »Veliki i Oslobođitelj« izrabljuju ubojstvo svog takmaka u kraljevskom poslu Aleksandra Obrenovića i njegovom smrću zauzimlje okrvavljeno prijestolje kao »baštinu Velikog Vožda« Kara Gjordgja. Njegov sin i nasljednik Aleksandar za rana polazi očevim stopama i naručuje ubojstvo Dimitrijevića Apisa, da osigura dinastiji prijestolje. U prosincu 1916. započeo između Francuske i Austrije pregovori o zasebnom miru. U toku pregovora o zasebnom miru sa Francuskom i Engleskom, kako ih je u svojoj knjizi »L'offre de paix séparée de l'Autriche« zabilježio Siksto Bourbonški, brat carice Zite, postavila je Austrija »kao osnovni i apsolutni uslov, da kraljevina Srbija u buduće prekine sa bilo kojim društvom ili organizacijom koja bi težila za raspadom Monarhije, naročito sa Narodnom Odbranom, i da sva takova društva i organizacije uništi; da svim sredstvima u njenoj vlasti lojalno sprečava svaku takovu političku akciju, bilo u Srbiji bilo izvan njenih granica; i o tom da dađe obvezu pod jamstvom Sila Sporazuma«.

Prosudjujući krivo vojnički položaj srpska vlada nije imala prave vjere u konačnu pobjedu Saveznika, pa se je prihvatila kao slamke spasa separatnog mira, koji je imao uspostaviti zemljišni integritet Srbije i zato se je požurila *unaprijed izvršiti*, što je Austrija postavila kao *conditio sine qua non*.

Da se spasi baština Karadjordjevića osuđeno je u lipnju 1917. u Solunu trinaest lica (pretežno viši oficiri) i to sedmorica na smrt a ostali na mnogogodišnju robiju. Tadanji zamjenik ministra vanjskih poslova na Krflu Stojan Protić odgovarajući u polemici Mr. Seton Watsonu napisao je ove riječi (The New Europe od 26. srpnja 1918.): ... »Postoji pisan dokument, koji je sam po sebi isključivao svako pomilovanje Dimitrijevića«, pa opet u svom »Radikalu« (str. 294 ex 1922): »kao što je poznato Dimitrijević Apis napisao je i na sudu u Solunu potpisao izjavu, da je on bio onaj, koji je organizovao atentat u Sarajevu«.

Ljuba Jovanović, tadašnji ministar unutrašnjih djela i dvorski čovjek znao je za nevinost optuženika, ali je u interesu Krune i po naredbi tadašnjeg Regenta Aleksandra odbio pomilovanje, pa su 26. lipnja streljani u Solunu Dragutin Dimitrijević Apis, Ljuba Vulović i Rade Malobabić — tobože uvjereni, da je njihova smrt bila potrebna Srbiji iz viših razloga...

Medjutim nije došlo do potpisa separatnog mira s

Austrijom. Kad se je mislilo, da je sve gotovo, prekinuo je Clemenceau naglo pregovore.

Kada je akcija Stjepana Radića zaobilaznim putem postala pogibeljna za kamarilski režim u SHS prihvatio se je Dvor svog prokušanog sredstva i po svojim pouzdanicima naručio umorstvo hrvatskih zastupnika.

Ulogu Ljube Jovanovića i Stojana Protića preuzeše sada Velja Vukićević i Vlada Andrić, obojica pouzdani dvorski ljudi, jedan ministar predsjednik, a drugi tada ministar agrarne reforme, a sada ministar šuma i ruda.

Zagrebačke su »Novosti« od 22. IX. 1928. objelodanile pismo beogradskog novinara Pantelije Jovovića, kojega je on 9. lipnja t. g., dakle 11. dana, prije pokolja u Narodnog Skupštini uputio Velji Vukićeviću, tadašnjem ministru predsjedniku. U tom pismu piše Jovović Vukićević, da će njegova »Narodna Tribuna«, dok mu traje novčana potpora, koju mu on (Vukićević) i vlada daju, podupirati i na dalje Vukićevića i njegovu politiku. Što se tiče poruke, koju mu je u ime Vukićevića i vlade preko njegovog suradnika Ristovića poslao Ministar Dr. Vlada Andrić, da se *kani ideoloških članaka i da otvoreno traži glavu Stjepana Radića i Svetozara Pribičevića kao neprijatelja države, narodnog i državnog jedinstva*, pa će mu vlada podvostručiti potporu, tako da će »Narodna Tribuna« moći izlaziti dva puta sedmično — na to Jovović neće da pristane, pa makar mu uslijed toga bude uskraćena dosadašnja potpora i on morao obustaviti izlaženje svog lista.

U to je započelo izlaziti Vukićevićevo »Jedinstvo«, pod uredništvom Ristovića i Salkovića, koje se je po intencijama vlade i prema poruci Ministra Vlade Andrića kaniolo ideoloških članaka i tražilo otvoreno glavu Stjepana Radića i drugova.

Na pozornicu došao je Puniša Račić i izvršio nalog svojih gospodara istom spremnošću i tačnošću, kao što je krivo svjedočio u solunskom procesu, da su Apis Dimitrijević i drugi spremali atentat na Regenta, pa i njega nagovarali na to djelo.

Tada je vojni sud po nalogu Dvora osudio na smrt trojicu, a sada je sam Puniša Račić izvršio smrtnu osudu nad vodjama hrvatskog naroda.

Pantelija Jovović priznao je u beogradskoj »Politici« od 24. IX. 1928. br. 7328. gornje pismo kao svoje, a to isto potvrdio je pred sućem istražiteljem Milutinovićem. Mi još nijesmo čuli, da je sudac istražitelj Milutinović dao uhapsiti Velju Vukićevića i Vladu Andrića zbog naručenog umorstva, a on to sigurno i neće učiniti. Svakomu je djetetu jasno, da je Velja Vukićević lutka u dvorskim rukama, da je on samo alter ego Kralja Aleksandra i njegovog Maršala Dvora-Jankovića. Nitko ni izdaleko ne sumnja, da se on sam po sebi ne bi usudio provesti namisao nasilnog uklanjanja vodja opozicije, a da nije zato imao odobrenje dvorskih faktora. To se vidi iz njegovog neprestanog referisanja Maršalu Dvora, a to je znao i ubijeni Stjepan Radić. Netom se je našao kod

kuće u Zagrebu i bio na po siguran Stjepan Radić je podigao optužbu pred zagrebačkim sudom i u toj optužbi okrivio kao naručitelje i idealne začetnike umorstva u Beogradskoj Narodnoj Skupštini — u prvom redu Maršala Dvora Dragomira Jankovića i Predsjednika Vlade Velju Vukičevića. Stjepan Radić mogao je mirne duše spomenuti i Kralja Aleksandra, jer tko je inače taj Maršal Dvora, ako li ne lični eksponent Kralja i Dinastije.

Da je umorstvo hrvatskih zastupnika naručeno vidi se i po tom što službeni krugovi ne taje svoje simpatije za već uhapšene ubojice. Načelnik Beograda i demokratski prvak Ministar Kosta Kumanudi predvodi u tamnicu deputaciju za deputacijom, da pozdravi i počasti svog zatvorenog druga Jovanović-Lune, a na isti način radikali časte svog Tomu Popovića. U oficirskim garnizonama skupljaju se prilozii za

obitelj Puniše Račića, a radikalski najvatreniji pristaše krste svoju novorođenu mušku djecu sa imenom ubojice.

Ovih dana slavlj pobjednički imperijalizam velikosrpskih hegemonista ludjačko slavljje deset godišnjeg izrabljivanja i tlačenja; u ovom slavljju ističu se sve građanske stranke i svi natražni krugovi, na to se slavljje tjeraju kupljeni posjeftioći iz svih krajeva zemlje, da pred vanjskim svijetom manifestuju progres asimilacije i upokorenja. Na to slavljje moraju potlačeni narodi u Jugoslaviji, da odgovore još odlučnijom borbom za svoje ideale:

Za Republiku i Federaciju!

Spoznaja, kojim se sredstvima služi Dinastija, da održi ropstvo potlačenih naroda, olakšati će njihovu borbu i pospješiti pobjedu.

Zagreb, 12. X. 1928.

Krešimir Ivačić

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

Ο ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ ΣΤΗΝ ΕΞΟΥΣΙΑ

Ἡ ἐπιστροφή τῆς ἐξεχούσης αὐτῆς προσωπικότη-
τας στήν ἐξουσία ἔχει ἤδη τις συνέπειες τῆς. Ἀπό τήν
μικρασιατική ἦττα ζούσε ἡ Ἑλλάς μαζεμένη. Σήμερα
μιά διπλωματική δραστηριότητα ποῦ ὀφείλεται στήν
ᾄθηση τοῦ Βενιζέλου, θέτει τήν χώρα αὐτή στήν πρώτη
πολιτική γραμμή τῶν Βαλκανίων.

Μεταξύ Ἑλλάδος καί Γιουγосλαβίας ὑπάρχουν
σοβαρές δυσκολίες. Ἡ ἐμπορική ἔξοδος πρὸς τὸ
Αἰγαίο εἶναι γιά τήν Γιουγосλαβία ἓνα ἀπαραίτητο
σημεῖο. Αὐτὲς οἱ ἀξιώσεις ὅμως πρέπει νὰ συμβιβα-
θοῦν μὲ τήν ἑλληνική κυριαρχία, καί ἔπειτα μ' αὐτὸ
τὸ ζήτημα τίθεται ἢ μᾶλλον συνδέεται τὸ ζήτημα τοῦ
θεσμοῦ τῆς σιδηροδρομικῆς γραμμῆς Γεβγελῆς-Θεσσα-
λονίκης. Μπορεῖ κανεὶς νὰ ἐλπίζει δικαίως ὅτι θὰ
ἐπέλθῃ μιά συμφωνία: μιά ἐλεύθερη Σερβική ζώνη
στήν Θεσσαλονίκη, ἐγγυήσεις γιά τήν μεταφορὰ στήν
Γιουγосλαβία μέσον τῆς σιδηροδρομικῆς γραμμῆς, ἀλλὰ
ἀναγνώρισης τῆς ἑλληνικῆς κυριαρχίας στήν Θεσσα-
λονίκη καί στήν σιδηροδρομική γραμμή.

Τὸ πὸ σπουδαῖο ὡς τώρα εἶναι ὅμως χωρὶς
ἀμφιβολία, ἢ ὑπογραφῆ ἑνὸς ἰταλο-ἑλληνικοῦ συμφώνου.
Ὁ Βενιζέλος ἀποδεικνύει λοιπὸν ὅτι δὲν εἶναι ἐρμιτι-
κῶς κλεισμένος μέσα σὲ ἀμετάβλητης ἀντιλήψεις. Ἡ
ἑλληνο-ἰταλικὴ προσέγγυση εἶναι στήν πραγματικότητα
κάτι τὸ νέο. Κατὰ τὸν παγκόσμιο πόλεμο, οἱ ἐχθρό-
τητες τῆς Ἰταλίας καί τῆς Ἑλλάδος ἐξετίθεντο δημο-
σία. Ἡ Ἰταλία δὲν ἔκρυβε τοὺς σκοποὺς τῆς, τῆς βαλ-
κανικῆς ὑπεροχῆς, τῆς ἀπαιτήσεις τῆς πάνω στήν κυ-
ριαρχία τῆς Ἀδριατικῆς, στὸν διώρυγα τοῦ Οτράντο,
καί τῆς ὑπεροχῆς τῆς σ' αὐτὴν τήν Ἀνατολικὴ Με-
σόγειο.

Ἡ Ἑλλάς φερομένη ἀπὸ ἓνα ὑπερβολικὸ ἰμπε-
ριαλισμὸ ζητοῦσε νὰ ἐπεκτείνει πρὸς Βορᾶν τὰ ὅρια
τῆς Ἠπείρου καί δὲν ἔκρυβε τήν θέληση τῆς νὰ ἀπο-
καταστήσῃ τήν «Μεγάλη Ἑλλάδα» τῆς ἀρχαιότητας.

Ἐπέτυχε μιά δεδηλωμένη ἀντίπολιτευση ἢ ὅποια
εἶχε τὸν ἀντίκτυπο τῆς στήν συνέχιση τῶν στρατιωτι-
κῶν ἐπιχειρήσεων στήν χερσόνησο.

Ἐπειτα ἀπὸ τὸν μεγάλο πόλεμο ὑπῆρχαν ἀκόμη
προστριβὲς μεταξύ Ἰταλίας καί Ἑλλάδος. Ἐνθυμεῖται
κανεὶς τὸ ἐπεισόδιον τῆς Κερκύρας.

Οἱ ἀποτυχίες τῆς Μικρᾶς Ἀσίας ὅμως εἶχαν ὡς
συνέπεια τὸ φρενάρισμα τοῦ ἰμπεριαλισμοῦ αὐτοῦ. Ὁ
Βενιζέλος ποῦ ἦταν ὁ ἀντιπρόσωπος τῆς πολιτικῆς
αὐτῆς δείχνει μιά ἐπιτήδεια μετριότητα καί φαίνεται
νὰ συμφωνεῖ γιά τήν Ἑλλάδα ὅτι εἶναι ἀνάγκη νὰ
ἀπαρνηθεῖ κάθε ἐπέκταση ἔξω ἀπὸ τὰ τωρινὰ σύνορα.
Ἡ ἑλληνο-ἰταλικὴ προσέγγυση παρουσιάζεται συνε-
πῶς ὑπὸ νέα μορφή, ἀπηλλαγμένη ἀπὸ τὰ ἐμπόδια τοῦ
παραελθόντος.

Ἄλλὰ ἐκ μέρους τῆς Ἰταλίας ἐπίσης πρέπει νὰ
σημειώσῃ κανεὶς τις νέες περιστάσεις ποῦ τήν κάμουν
δυνατῆ. Ἡ προσέγγυση τῆς Γαλλίας καί τῆς Μεγάλης
Βρετανίας ποῦ γίνεται πάντα πὸ ἐπαισθητῆ, εἶχε τὸν
ἀντίκτυπο τῆς στήν ἰταλικὴ φασιστικὴ γνώμη.

Ἡ περιφέρῃ ναυτικὴ σύμβαση, ποῦ πραγματο-
ποιεῖ αὐτὴν τήν συμμαχία, ποῦ ξαναγίνεται ἐγκάρδια
ὑστερα ἀπὸ τὰ νέφη τοῦ 1919—1924, ἀνησυχεῖ ἐπίσης
καί τήν Ἰταλία. Ἡ Ἰταλία καταλαβαίνει ὅτι ἡ βρεταν-
νικὴ συνεργασία μπορεῖ τώρα νὰ τῆς βλάψῃ, καί κα-
θὼς δὲν ἀπαρνεῖται τις ἀξιώσεις τῆς στήν Μεσόγειο
καί στὰ Βαλκάνια εἶναι ἀναγκασιμένη νὰ ζητήσει νέους
διπλωματικούς συνδιασμοὺς.

Τὸ ἑλληνο-ἰταλικὸ σύμφωνο ἀποτελεῖ ἓνα μέρος
τῆς ἀνατολικῆς τῆς πολιτικῆς, ζητεῖ νὰ σχηματίσῃ στὰ
Βαλκάνια μιά πελατία, γιάτὶ ξαίρει ὅτι, αὐτὰ τὰ κράτη
εἶναι ὑποχρεωμένα, κάτω ἀπὸ τήν δυνάμη τῶν πραγμά-
των νὰ εἶναι ὁ ἀκόλουθοι τῶν Μεγάλων Δυνάμεων.
Ἡ Ἑλλάς ἦταν ἐπὶ μακρὸν, καί πρὸ ὀλίγου ἀκόμη,
ὁ ὑποτελής τῆς Ἀγγλίας. Σήμερα γύρισε ὁ τροχός.
Θὰ εἶναι ὁ Βενιζέλος ἀρκετὰ ἐπιτήδεις γιά νὰ ἐμπο-
δίσῃ τήν Ἰταλία νὰ ἐπιβάλῃ μιά πολὺ βαρεῖα κηδε-
μονία στὸ κράτος του? Οἱ διαπραγματεύσεις ποῦ διε-
ξάγει μὲ τὸ Βελιγράδι θὰ μας πληροφορήσουν. Ἐκεῖνο
ὅμως τὸ ὅποιο μπορεῖ κανεὶς νὰ πιστοποιεῖσῃ, εἶναι
ὅτι, δὲν θὰ εἶναι πιά αὐτὸς ποῦ θὰ κάμει νὰ προοδεύ-
σῃ ἡ ἰδέα τῆς Βαλκανικῆς Ὅμοσπονδίας.

Ὁ Βενιζέλος εἶναι ὁ ἄνθρωπος τῆς ἐκ παραδά-
σεως διπλωματίας. Ὁ φαινομενικὸς του ἰμπεριαλισμὸς
δὲν ὑποστηρίζεται ἀπὸ μιά ἐπιστοσύνη μέσα στις λαϊκῆς
μάζες, ὁ Βενιζέλος εἶναι ὁ ἄνθρωπος τοῦ καπιταλισμοῦ
καί ὑπὸ τήν ιδιότητα τοῦ αὐτῆ θὰ μείνει ἀνίκανος νὰ
λύσῃ τὸ βαλκανικὸ πρόβλημα. Ζάν Ζυρόμσκι

ΠΟΛΙΤΙΚΗ ΤΗΣ ΕΞΑΡΤΗΣΗΣ

Ίταλο-έλληνικόν σύμφωνον — Έλληνο-σερβικές διαπραγματεύσεις.

Όλοι οι σφετεριστές που έγιναν δημοφιλείς, και η ιστορία — ιδίως των τελευταίων χρόνων — βρίθει από τέτοιους, καθιρώθηκαν, χάρις των μέσων τα οποία μεταχειρίζονται στο παιχνίδι, από τις άγέλες των εξεπατημένων έκλογών.

Οι βουλευτικές εκλογές στην Ελλάδα, επικύρωσαν για μια φορά ακόμη αυτή την αλήθεια δίδοντας μια μεγάλη πλειοψηφία στον Βενιζέλο, τον δημιουργό ενός βουλευτικού πραξικοπήματος, μοναδικού στα χρονικά της Ελλάδος.

Έχουμε δείξει εδώ από στις στήλες του περασμένου φύλλου πώς αποκτήθηκε αυτή η πλειοψηφία. Δεν θα επανέλθουμε. Σήμερα θα άρκεσθούμε να αποδείξουμε ότι λίγα πράγματα έμειναν από τις υποσχέσεις που γένικαν στον ελληνικό λαό κατά την πάση της κυβέρνησης του Ζαΐμη, και από εκείνες που δώθηκαν στις μάζες των εκλογών, κατά τον τελευταίο εκλογικό αγώνα.

Από το νέο πολιτικό πρόγραμμα του γηραιού Κρητός, που προτίθεται να ακολουθήσει, εκείνα τα μέρη μόνο μπορούν να πραγματοποιηθούν τα οποία δεν συγκρούονται με τις δυτικές δυνάμεις οι οποίες έχουν μεγάλα οικονομικά συμφέροντα στην Ελλάδα. Ο «Χρόνος», ο εκπρόσωπος της γαλλικής κυβέρνησης, το λέγει αρκετά καθαρά στο άρθρο του της 21 Σεπτεμβρίου που αφιερώνεται στο ιταλο-έλληνικό σύμφωνο:

«Τα γεγονότα μόνο μπορούν να μας διδάξουν σε ποιο βαθμό τα διάφορα σημεία του προγράμματος αυτού, μπορούν να συμβιβασθούν στην πράξη με την καθημερινή πραγματικότητα, που δημιουργεί για την Ελλάδα αυτό το ένιοτε τόσο περίπλοκο παιχνίδι.»

Ήδη δὲν μιλάνε πια για αναγκαία ζητήματα που παρήχθησαν από τον γηραιό Κρητή χάριν ενός διμαγωγικού σκοπού. Στα ζητήματα, όπως εκείνα της συμφωνίας πάνω στην διακανόνιση των πολεμικών χρεών με την Γαλλία, της συμφωνίας Καφαντάρη-Μόλλωφ, των καλυμμάτων χρυσού της εθνικής τραπέζης, δεν έχουν φέρει καμμία αλλαγή. Κανείς καταλαβαίνει πολύ καλά, γιατί οφείλουν να προσέξουν διπλά πριν δυσχερατίσουν κράτη όπως η Γαλλία και η Αγγλία και ιδρύματα όπως η Κοινωνία των Εθνών τα οποία έχουν επίδραση στα μικρά κράτη. Στο πεδίο της εσωτερικής πολιτικής, οι πραγματοποιήσεις βρίσκονται, όπως και για την εξωτερική πολιτική, κάτω από την επίδραση των ξένων κεφαλαίων. Καμμία έκπτωση όμως — παρά τις συμφωνίες του Σέλιγκμαν — δεν έγινε ακόμη στο λίγο χρονικό διάστημα που μας χωρίζει από τις εκλογές. Στο έπιπεδο της εξωτερικής πολιτικής, αν και έμπιστευθηκε το χαρτοφυλάκιο του ύπουργιου εξωτερικών στην Καραπάνο, ο Βενιζέλος αναπτύσει μια πολύ μεγάλη προσωπική δραστηριότητα, μεγάλα πολιτικά ταξίδια στην Ευρώπη, ύπογραφή του ιταλο-έλληνικού συμφώνου, έλληνο-σερβικές διαπραγματεύσεις.

Το ιταλο-έλληνικό σύμφωνο φιλίας που ύπογράφηκε την Κυριακή της 23 Σεπτεμβρίου, είναι, κατά την γνώμη των ελληνικών πολιτικών κύκλων, το άποτέλεσμα μακρών διαπραγματεύσεων που έλαβαν χώραν πολύ πριν πάρει ο Βενιζέλος την έξουσία. Το κείμενο του παρόντος συμφώνου είχε ανακοινωθεί στις ενδιαφερόμενες δυνάμεις. Βεβαιώνουν ότι το σύμφωνο δεν περιλαμβάνει μυστικά παραρτήματα. Αυτή είναι δυνατό, αλλά πριν από το τωρινό σύμφωνο (η λέξη αυτή γένικε από τον Κέλλογκ της μόδας) ύπογράφηκε με την φασιστική Ιταλία μια Συνθήκη από τον Μιχαλακόπουλο, τότε ύπουργός των εξωτερικών της δευτε-

ρης κυβέρνησης Ζαΐμη, η οποία ισχύει πάντα. Την στιγμή της ύπογραφής της τελευταίας αυτής Συνθήκης η οποία τιλοφορείται «Συνθήκη μη επιθέσεως», διεδίδοντο συνεχώς φήμες, οι οποίες κατηγορούσαν τους συνθηκολογούντας ότι δεν έδωσαν προς δημοσίευσιν όλο το κείμενο της Συνθήκης. Παραρτήματα, όπως εκείνα περί μιας συμμαχίας εν περιπτώσει πολέμου, και ακόμη, όπως έλεγαν, η ύποχρέωση που έλήφθηκε από την Ελλάδα εν περιπτώσει μιας ιταλο-γιουγοσλαβικής σύγκρουσης, να αφήσει ελεύθερη την δίοδο των ιταλικών στρατευμάτων από την Θεσσαλονίκη, κρατήθηκαν μυστικά. Λίγο καιρό πριν από την ύπογραφή της Συνθήκης αυτής, και αυτό έδιδε μια σχετική βάση στις φήμες που διεδίδοντο, κράτησε ο Μιχαλακόπουλος σε ένα έπιβλτικό λόγο που κράτησε στην Θεσσαλονίκη, μια επιθετική στάση απέναντι της Γιουγοσλαβίας. Είπε ότι αν έκραγουν τέτοια λυπηρά γεγονότα όπως ο πόλεμος, η Ελλάδα δεν μπορούσε να κατηγορηθεί, γιατί εξήντησε όλη την καλή της θέληση για να συμφωνήσει με τους γειτόνους της.

Είναι το τωρινό ιταλο-έλληνικό σύμφωνο, που έρχεται ως συνέχεια της Συνθήκης που ύπέγραψε ο Μιχαλακόπουλος, ένα σύμφωνο ειρήνης? Δεν είναι, όπως του άρέσει του ιταλικού τύπου να το δηλώνει, μια νέα νίκη του φασισμού στα Βαλκάνια, η οποία κατά συνέπειαν έγκυμωνεί μελλοντικές συγκρούσεις και πολέμους? Αναγκασμένος από τις ύποχρεώσεις της κυβέρνησης Ζαΐμη, όργάνου του Foreign Office, ο Βενιζέλος ανένωσε υπό μια πειό γλυκειά μορφή την παλιά Συνθήκη. Συγχρόνως όμως με το ταξίδι του στην Ρώμη και αφού θα έχει περάσει το Παρίσι, θα πάγει στο Βελιγράδι. Πριν από την αναχώρηση του από την Αθήνα, έφρόντισε πολύ να καθυστερήσει την Γιουγοσλαβική γνώμη δηλώνοντας στον ανταποκριτή της «Πολίτικα» σ' αυτήν την πόλι, ότι, όλη του η έξωτερική πολιτική ήταν μια πολιτική ειρήνης, και καμμία από τις πράξεις του δεν κατευθύνονταν ενάντια ενός τρίτου κράτους.

Είναι γνωστά τα κύρια ζητήματα τα οποία άπασχολούν την Γιουγοσλαβία και την Ελλάδα. Η πρώτη έχει ανάγκη μιας διεξόδου προς το Αίγαίο πέλαγος. Από τον πρώτο Βαλκανικό πόλεμο ήδη απέβλεπε στην Θεσσαλονίκη. Απ' τ' άλλο το μέρος, η Ελλάδα θα ήθελε να εύχαριστηση την γείτονα δυνατή Γιουγοσλαβία, και συγχρόνως ζαναγόραζε την σιδηροδρομική γραμμή Θεσσαλονίκης-Γεβγελής που έγκατελήφθηκε από τους γάλλους ιδιοκτήτες στην Γιουγοσλαβία. Διαπραγματεύσεις που έγιναν κάτω από την δικτατορία του Παγκάλου, τον Αύγουστο του 1926, έτελείωσαν με το κλείσιμο μιας καταστρεπτικής για την Ελλάδα συμφωνίας, γιατί η ταλαντευομένη δικτατορία ήθελε να σταθεροποιηθεί ύπογράφοντας συνθήκες και δεν έλάμβανε υπ' όψη τα ελληνικά συμφέροντα. Η Βουλή που βγήκε από τις κοινοβουλευτικές εκλογές του Οκτωβρίου, την άπέρριψε. Από τότε έμειναν οι έλληνο-γιουγοσλαβικές σχέσεις τεταμένες, προς συμφέρον της Αγγλίας και της Ιταλίας. Η άτελής σύμβαση πάνω στην ελευθέρα ζώνη που παραχωρήθηκ στην Σερβία δεν έπιτρέπει την λειτουργία της.

Θα επιτύχει ο Βενιζέλος στο Βελιγράδι να εξισώσει τις διαφορές που υπάρχουν μεταξύ των δύο χωρών? Αυτό είναι άμφίβολο. Αν όμως κατορθωθεί αυτό, αυτή η νέα ανασύσταση των δυνάμεων στα Βαλκάνια θα φέρει μαζί της νέες διπλωματικές μανούβρες, νέες πολιτικές πιέσεις, νέους κινδύνους για τους έργαζομένους των Βαλκανίων. Περίδησ

قسماً مقصدلرینه موفق اولمشلدر. ۴۵۰۰ رایلرینه قارشى ۱۰۰۰ قادر
مليتيور طرفدارى وار. بوكا مقابل دده آغاچ حواليسى ايله اسكچه ده
۴۰۰۰ رأیدن مرك حقيقى توركلك غرونه قارشى ده ۱۵۰۰ كيشى قادر
طرفدار اولاييلشلدر. نيته ده ۲۰ رأى ايله و نيزه لوس طرفدارى بوتون
حكومت قوتك تأثيريله قازاندقلى دوشونولورسه خلكك اكثرىق حكومتك
مريجى بولتقه سنه عليهنده در.

روملردن سابق ناظرلردن أرنه لى بقال باشى قرقلر ايلدن كيره ميدجى
اوغلى دوكتور يانى كيريدلى آووقات قاريوتا كيسى، سابق مبعولردن
ماتوئيلديسى، صوفيلودن سابق كوملجته واليسى اولوب و ديكر ايكى
رفيقى ايله برلكده اسمى اوكره نه مديمك مهاجرلردن در. و نيزه لوس غرون
تراكيادن چيقارندقلى مبعولرله نه دوشونديكى و آينك نه كوستره جكنى
ظن ايده رم آكلاتمش اوليور.

عل حيدار

و باشقه ليسته لردن او سيلين اسم يرينه يازيلا بيله سنه مساعده ايدلمكده در.
و صورتله اجرا ايدلن انتخابات شو نتيجهرى ويرمشدر:
وه نيزه لوس پارتيسى: دده آغاچ كوملجته اسكچه ده يكون

۶۰۴۱	۱۴۰۰	۴۵۱۰	۱۲۱	علي غالب
۲۵۸۲	۱۰۰۰	۲۵۰۰	۸۲	حمدي پارتيسى
۶۰۱۱	۲۴۰۰	۱۰۱۱	۱۶۰۰	بك پارتيسى
	۵۸۰۰	۸۰۲۱	۱۸۱۴	

بو انتخابات كوستريورزكه فراريلك اكثريتيله بولندقلى كوملجته ده

ΤΟ ΕΛΛΗΝΟ-ΙΤΑΛΙΚΟ ΣΥΜΦΩΝΟ ΚΑΙ ΤΑ ΔΩΔΕΚΑΝΗΣΗ

Ο Βενιζέλος βρίσκεται στο έργο. Μόλις έχουν περάσει μερικές εβδομάδες από την «έκλογή» του σε δικτάτορα της Ελλάδος, και το μικρό αυτό διάστημα ήταν αρκετό για να θέσει σε εφαρμογή ένα μεγάλο μέρος από το πρόγραμμα του. Συγχρόμως όμως ήταν αρκετό για να αποδείξει ολοφάνερα την αντιλαϊκή και αντιεθνική του πολιτική. Ένα από τα πρώτα μέτρα που έλαβε εσωτερικώς ήταν η έκπτωση των άμεσων φόρων, δηλαδή των φόρων εκείνων που αφορούν το κεφάλαιο, δεύτερη πράξη ήταν η έκπτωση του τόκου των προσφυγικών ομολογιών και ούτω καθ' εξής, 'Εξωτερικώς όμως έρχεται να θέσει σε εφαρμογή ένα πρόγραμμα «ειρήνης» που στην πραγματικότητα δεν σημαίνει τίποτε άλλο παρά τον πόλεμο. Και η εφαρμογή αυτή αρχίζει με την υπογραφή μιας ολόκληρης σειράς συμφώνων. Προς το παρόν έχει υπογράψει με την γείτονα Ιταλία ένα σύμφωνο «φιλίας και μη επιθέσεως». Θα έπακολουθήσουν όμως και άλλα με την Γαλλία, Γιουγκοσλαβία, Τουρκία κ.τ.λ.

Έκείνο το οποίο μας ενδιαφέρει είναι επί του παρόντος το πρώτο σύμφωνο με την Ιταλία, και δη γι' αυτό, γιατί επί τη ευκαιρία της υπογραφής του εθίχθη ένα ζήτημα, για το οποίο πολύ λίγα ακούει κανείς, το ζήτημα των Δωδεκανήσων.

Η επίσημος Έλλάς, ή μητέρα όλων των Ελληνικών υπογράφει με την φασιστική Ιταλία ένα σύμφωνο «φιλίας» την στιγμή που τα Δωδεκάνησα με τον καθαρό ελληνικό τους πληθυσμό στενάζουν κάτω από το κνοῦτο του φασισμού. Στο σύμφωνο ούτε λόγος δεν γίνεται γι' αυτά. Ούτε καν έχουν ληφθεί υπ' όψη. Ο δὲ Βενιζέλος άρκέσθηκε κατά την τελετή της υπογραφής και ύστερα από αυτήν, σε μια άπιστημο δήλωση με την οποία παραδίδονται τα Δωδεκάνησα όριστικά πιά στον φασίστα Μουσολίνι.

Τά συμφέροντα των Δωδεκανησίων και τά μαρτύρια στα όποια υπόκεινται δεν λαμβάνονται υπ' όψη από το επίσημο ελληνικό κράτος. Οί συνθήκες ζωής στα Δωδεκάνησα για κάθε μη ιταλό είναι άνυπόφερτες. Ο ελληνικός πληθυσμός δεν χάρει ούτε καν αυτών των στοιχειοειδών δικαιωμάτων που προβλέπονται από τὲ καταστικά της Κοινωνίας των Έθνών, για τις εθνικές μειονότητες. Οί εκκλησίες του, τά σχολεία του και κάθε τι που έχει ελληνικό χαρακτήρα καταδιώκονται. Με λίγα λόγια ο φασισμός ακολουθεί στα Δωδεκάνησα μια πολιτική του έξιταλισμού.

Και στην πολιτική του αυτή δεν γνωρίζει εμπόδια.

Έκείνο που καμει την φασιστική Ιταλία να κρατά τα Δωδεκάνησα και να ακολουθά την πολιτική αυτή είναι, ότι, χρειάζεται στηρίγματα στην Άνατολική Μεσόγειο. Ποιό είναι όμως το γεγονός που καμει τον Βενιζέλο να προδίδει τόσο οικτρά τους Δωδεκανησίους?

Άμα ρίξει κανείς μια ματιά στο πρόγραμμα του ταξιδιού του, ανά τας Ευρώπας θά το αντιληφθῆ άμέσως. Ένας από τους τελευταίους σταθμούς του Βενιζέλου είναι ή σερβική πρωτεύουσα, όπου πρόκειται να κανονισθῆ τὰ ζήτημα της ελευθέρας ζώνης στην Θεσσαλονίκη. Και θέλει με κάθε μέσω να πιέσει την Σερβία για να κάμη μερικές υποχωρήσεις στις απαιτήσεις της, και γι' αυτό του φάνηκει καλό να εξασφαλίση τὰ νάτα του. Και ως μόνο τρόπο βρῖκε την προδοσία των Δωδεκανησίων.

Ο Βενιζέλος και ή τάξη που αντιπροσωπεύει για να εξασφαλίση την ύποπτο φιλία της Ιταλίας απέναντι της Γιουγκοσλοβίας, δεν διστάζει να έγκαταλείψει ελληνικά έδάφη και ολόκληρες εκατοντάδες χιλιάδων ελληνικού πληθυσμού στο έλεος του φασισμού. Άκόμη δὲ περισσότερο στις δηλώσεις του εῖπε ότι το ζήτημα των Δωδεκανήσων δεν θά ύπάρχει εις τὸ μέλλον μεταξὺ Έλλάδος και Ιταλίας αλλά μεταξὺ Ιταλίας και Δωδεκανησίων. Έδώ όμως εῖπε μια άλήθεια. Και από την άλήθεια αυτή οί εργαζόμενες μάξες των Δωδεκανήσων θά τραβήξουν τις συνέπειες.

Δὲν θά άγωνιστούν πια εις τὸ εξής για την Ένωση τους με την καπιταλιστική Έλλάδα του Βενιζέλου, ή όποία δεν διαφέρει στην πραγματικότητα καθόλου από την φασιστική Ιταλία και από την όποία δεν έχουν να φυλάγουν τίποτε, αλλά θά ακολουθήσουν τὸ παράδειγμα του εργαζομένου κυπριακού λαού και θά αναλάβουν τὸν άγωνα μόνοι τους, για την άνεξαρτησία τους, ή όποία θά σημαίνει την πραγματική τους άπελευθέρωση. Και σδόν άγώνα αυτόν να είναι βεβαιοι ότι, θά βρουν την υποστήριξη όχι πια της «επίσημης» Έλλάδος, αλλά της πραγματικής Έλλάδος των εργαζομένων και καταπιεζομένων μαζών, μαί μαζί με αυτήν την υποστήριξη των εργαζομένων των Βαλκανίων και όλου του κόσμου που άγωνίζονται επίσης για την άπελευθέρωση τους!

Μαῦρος

بalkan فدراسیونی

هر اون نش كوده انتشار ادر

بalkan اقلیتلرینک و مظلوم ملتلرینک مجموعه سیدر

بالعموم بالقان اسانلرنده باریلیمقدده در

غربی تراکیاده انتخابات

ایکنجی غروبی، فراریلرک اداره سندن بولنان مصطفی صبری پارتیسنه منسوب و خواجه لرك غروبی که بو غروبی وه نيزولوس دوغرودن دوغروبه پارتیسی نامنه حرکتلرینه و فطوغرافی رأی پوصوله لرینک اوسته باصله سنه مساعده ایتمشدر. بولرده: مشهور کوملجنه لی علی غالب، آسکجه دن موجینک رضا، قاراچالی احمد أفندی، یکجه مخله مختاری علی أفندی دن مرکدر. بو غروب ترکیاده تمدد علیه چالیشان و کور کورینه ونیزولوسه مطیح اولان پارتیدر.

اوچنجیسی، حقیقی اولان تورک ملتپرورلردر. بولنر وه نيزه لوسک پتون شدت و عزمه قارشى باشماق ایچون مجادله لازم اولدیغی بیلین و قورقادن چالیشان ممتاز ذواتدر: آسکجه دن عبدالرحیم و حسن بکر، کلجنه دن بقال یوسف أفندی، دیمتوقه دن حسن بکدن مرکدر. وه نيزه لوس صوک انتخاباتی قازانه بیلیک ایچون دائرة انتخابیه لری کوچولده رنک، اقلیتلری آیراراق بو صورته مهاجرلرک و طرفدارلرینک قازانمهنی تأمین ایتمشدر. بو صورته انتخاباتی شکلده تحوله اوغرامشدر. نامزدلک او منطقه ده چیقاریله جق مبعوت عددی قدر اولماق اوزره آرزو ایدن خواتک برلشوب غروب، غروب اشتراک ایتمه سیله و آریجه نیک دراختی ده پوزیتو آقچه سی یا تدرلیق صورته یاییلشدر. بو صورته هر غروبک کوستره جکی نامزد لیسته سندن منتخبلر آجماق بر اسم سیله بیلمکده

یونانستانده: وه نيزولوس انتخاباتده موفق ایچون هر یرده یادیغی کی غربی تراکیاده اکثریت آلدی ایتک اوزره فوق العاده تدابیر ایتمشدر. غربی تراکیانک سکنه اصلیه سندن اولان روملرله تورکلری برلشوب مبعوت چقارمه لرینه امکان قالمماق ایچون تورک اقلیتی آیری انتخاباته اشتراک ایتدیره رنک سکنه اصلیه دن روملری ضعیف براقوب مهاجر روملره سربستی ویرمشدر. مستا نه رینه قادر غربی تراکیاده ۱۷۵۰۰۰ نفوسدن ۱۰۲۰۰۰ نفوس تورک اعتبار ایدیلرک ۱۱ مبعوتدن ۷ نیک تورک، ۷ نیک روم اولنمهنی تقرر ایتدیرلشدر. دهه آغاج، صوفلو، دیمتوقه، آسکجه و کوملجنه دهه رأیلری آیری، آیری حساب ایدیلشوب پوتون غربی تراکیاده کی رأیلرک مجموعی اعتبار ایدلشدر. بو وضعیت قارشوسنده تورکلر آسکی قرال پارتیسی اولان مناقساسی غرونیک اداره ایتدیکنی ساقط یونان حکمرتی طرفدارى اوله رق و تورکلره زمان، زمان ظلم و حقارتده آلت اولان رزلادن کاتب حسین أفندیک اوغلی خندی پارتیسی بو سفرده وه نيزه لوسه آلت اوله جتی اعلان صورته انتخاباته، آرقداشلر آسکجه دن طاهر أفندی، کوملجنه دن احمد لطفی بک، دیمتوقه دن حسن بک برداری اولان علی بک ایله اشتراک ایتشلردر.

Adresse du journal:
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Au-
triche, Dollars 0.10 et 1.20 pour tous
les autres pays.

Texte français (pages 2201—2210)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique: G. Bakaloff

P. Louis: Les pays balkaniques et le désarmement

C. Treves: La détresse de la Macédoine

D. Vlahoff: Nouvelle vague de terreur en Bulgarie

Les mensonges du gouvernement Liaptcheff (Déclaration du C. C. du P. C. de Bulgarie)

P. Karsky: Le calvaire du peuple macédonien

J. Zyromski: Venizelos au Pouvoir

B. Ritsky: Le maréchal du coup d'Etat et les boyards roumains

I. Mateescu: Dans les coulisses de la politique intérieure roumaine

Delablaj: Le procès de masse de Cluj continue

C. Novakovitch: La question macédonienne—X

Texte allemand (pages 2210—2215)

C. Treves: Die furchtbare Not Mazedoniens

D. Vlahoff: Eine neue Terrorwelle in Bulgarien

Die Lügen der Liaptsheff-Regierung (Erklärung des ZK. der KP. Bulgariens)

P. Karsky: Der Leidensweg des mazedonischen Volkes

Melingos: Also sprach Venizelos...

Texte albanais (page 2215—2217)

B. Pejani: Grushti i Neptunes—II

Shoku: Imperialistët në Ballkan

Texte bulgare (pages 2217—2219)

Д. Влахов: Нова вълна на терор в България

Лъжите на правителството Ляпчев (Декларация на Б. К. П.)

Пол Луи: Балканските държави и обезоружаването

Борис Рилски: Маршала на държавния преврат и ромънските

чокои

Texte roumain (pages 2220—2221)

I. Mateescu: Intre culisele politice interne

Delablaj: Procesul de massă dela Cluj continuă

Texte serbe (pages 2221—2222)

Наша анкета о Балканској Федерацији:

Карло Вилкер — Теодор Либнхет

Димитрије Јовановић: Кључ решења националног питања у

Југославији

Texte croate (pages 2223—2225)

Наша анкета о Балканској Федерацији:

Augustin Hamon — Oto Nuschke

K. Ivačić: Predsjednik krajevske vlade — ubojica!

Texte grec (pages 2226—2227)

Ζάν Ζυρόμουσι: 'Ο Βενιζέλος στην έξουσία

Περλόδης: Πολιτική τής εξάρτησης

Μαύρος: Το ελληνο-ιταλικό σύμφωνο και τα Δωδεκάνησα

Texte turc (pages 2227—2228)

علي حيدار: غربی تراکیاده انتخابات